

ASIE

Chine

L'adieu de Pékin à Chou En-lai

Une intense émotion s'est emparée de la population

La mort de Chou En-lai continue de provoquer des commentaires dans le monde entier. La « personnalité prestigieuse » de l'ancien premier ministre a été évoquée, dimanche 11 janvier, par Radio-Vatican, qui a déclaré : « Chou En-lai unissait le sens de la prudence et de la diplomatie à la ténacité et à la har-

disse révolutionnaire. Il est un des personnalités les plus prestigieuses de la Chine contemporaine. » Sa disparition, a ajouté Radio-Vatican, attira les regards du monde sur un pays immense de civilisation ancienne où un processus de développement et d'organisation est en cours, en s'éloignant de plus en plus du

modèle traditionnel communiste, lors même que ce processus est insensible à la liberté des personnes.

A Hanoï, la presse a publié la nécrologie diffusée par Chine nouvelle, supprimant toutefois la condamnation de l'hégémonisme, qui visait l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Pékin. — Le long défilé a commencé lundi matin 12 janvier devant les cendres de Chou En-lai, exposées au Palais de la culture, sur la place Tian-An-Men. La gravité, sous le ciel bleu d'hiver, est extrême. En civil, de jeunes hommes et de jeunes femmes au garde à vous, deux ou trois mètres les uns des autres, tête nue, un cillet blanc à la boutonnière, forment une haie le long des allées du petit parc. Les colonnes rouges des portails à auvents dorés sont tendues de tissu noir et jaune. D'innombrables gerbes et couronnes, garnies de papier d'argent qui scintille au soleil, s'accroissent autour de l'ancien temple, où la cassette contenant les cendres du premier ministre défunt a été déposée. Parmi les officiels chinois présents dans la salle, le ministre des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, le visage profondément altéré par la douleur et sans doute la fatigue de ces dernières heures, reçoit les condoléances des délégations et serre la main de chacun.

Une musique funèbre accompagne la lente procession des visiteurs, brassard noir au bras, dont beaucoup ne cachent pas leur émotion.

L'un des premiers chefs de mission diplomatique à venir a été l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Pékin, M. Tolstikov. Il était suivi peu après dans la foule par le chef d'interim du bureau de liaison

américain, M. Thayer, venu en dehors de tout protocole, puisque la Chine et les États-Unis n'ont pratiquement pas de relations diplomatiques officielles. Tous les étrangers présents à Pékin ont, d'autre part, défilé au Palais de la culture.

Toute la capitale est maintenant marquée par le deuil. A travers la ville, de petits cortèges convergent depuis l'aube vers le centre.

Depuis samedi, la réserve qui avait frappé la plupart des observateurs a fait place à une émotion de plus en plus visible. Dès dimanche matin, des groupes se relayaient place Tian-An-Men devant les cendres du premier ministre. Des cortèges de plus en plus importants s'aggloméraient aux carrefours pour voir passer les voitures des officiels qui se rendaient à l'hôpital pour y rendre un dernier hommage au premier ministre défunt.

Dans la foule, beaucoup por-

taient à la main des fleurs artificielles de couleur blanche, signe de deuil en Orient.

Il était 17 heures dimanche lorsqu'une première voiture est apparue sur la grande avenue Chang'an. Une petite étoile rouge brillait sur le pare-brise, elle roulait très lentement. Le cortège s'est avancé, et, avec lui,

un simple fourgon blanc et bleu pâle, aux vitres dépolies, décoré de crêpe jaune et noir, mais sans aucune fleur ni couronne. Il transportait le corps de Chou En-lai au crématorium de Papo-shan.

Si une intense et visible activité règne à Pékin depuis la mort de Chou En-lai, rien ne permet de confirmer, pour l'instant du moins, les rumeurs diverses concernant une réunion imminente, sinon en cours, des plus hautes assemblées du régime.

Il semble bien cependant que la succession du premier ministre justifie la convocation de plusieurs organismes normalement habituels à se prononcer sur ce sujet.

Côté parti, la mort de Chou En-lai laisse vacante l'une des cinq vice-présidences du comité central issu du dixième congrès d'août 1973. Elle réduit surtout à sept le nombre des membres du comité permanent du bureau politique, déjà réduit par la mort de MM. Tong Pi-wu et Kang Cheng. Or parmi ces sept survivants figurent le président Mao lui-même, deux autres vétérans déjà ou bientôt septuagénaires (MM. Chu Teh et Yeh Kien-ying), une personnalité enfin apparemment écartée de cet organisme depuis au moins un an, Li Teh-cheng.

Côté gouvernement, il est difficile d'imaginer qu'un poste de chef du gouvernement reste longtemps sans titulaire, quel que soit le rôle joué par tel ou tel premier ministre, comme M. Teng Hsiao-ping.

Les statuts du parti précisent que le bureau politique, son comité permanent ainsi que le président et les vice-présidents du comité central sont élus par une session plénière du comité central, celle-ci devant être convoquée par le bureau politique.

« Dans l'intervalle des sessions plénières du comité central, ajoutent les statuts du parti, le bureau politique du comité central et son comité permanent exercent les fonctions du comité central et du comité permanent, si l'on prend ce texte au pied de la lettre, il n'est donc pas impossible au petit groupe de dix-neuf personnes que compte le bureau politique de procéder aux nominations nécessaires.

En ce qui concerne la succession de Chou En-lai dans ses fonctions de premier ministre du conseil d'Etat, la Constitution ne fait aucune mention. L'Assemblée nationale, qui n'est pas non plus sans ambiguïté, d'après l'article 17, il appartient en effet à l'Assemblée nationale de procéder à la nomination et à la révocation du premier ministre et des autres membres du Conseil d'Etat.

Si l'Assemblée nationale est convoquée, elle devra élire le premier ministre et les autres membres du conseil d'Etat. Mais, si elle ne l'est pas, le premier ministre et les autres membres du conseil d'Etat continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée nationale. Il n'est pas exclu que ces autres membres comprennent celui qui nommera un nouveau premier ministre en cas de décès du précédent. Si l'Assemblée nationale est convoquée, elle devra élire le premier ministre et les autres membres du conseil d'Etat. Mais, si elle ne l'est pas, le premier ministre et les autres membres du conseil d'Etat continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée nationale.

ALAIN JACOB.

Japon

La visite de M. Gromyko n'a pas réduit les divergences de fond entre Moscou et Tokyo

De notre correspondant

Tokyo. — Les entretiens à Tokyo de M. Gromyko n'ont pas jusqu'à présent fait avancer d'un pas la solution des différends nipponsoviétiques. Les deux camps du Japon sur les Kouriles du Sud se sont heurtés à un mur. Le traité de paix demeure donc un objectif inaccessible. L'offre d'un simple traité de bon voisinage, avancée il y a moins d'un an, est toujours inacceptable pour le Japon, bien qu'il se voie proposer de reprendre dans les plus prochains mois les quatre, ou rien du tout.

L'offensive anti-chinoise de l'U.R.S.S. a été poursuivie par M. Gromyko, qui, comme le rapportent les journaux japonais, M. Miyazawa, sur l'inclusion possible dans le traité d'une « clause anti-hégémonie », édulcorée et inoffensive, s'est opposé à la conclusion d'un accord.

Mis à part quelques progrès sur le régime de la pêche dans les eaux du Japon, le bilan était, lundi, presque complètement négatif. La venue de M. Gromyko s'est trouvée éclipsée par la mort de Chou En-lai, qui, comme le rapportent les journaux japonais, M. Miyazawa, sur l'inclusion possible dans le traité d'une « clause anti-hégémonie », édulcorée et inoffensive, s'est opposé à la conclusion d'un accord.

Pour les japonais, la distance n'est pas la même vis-à-vis de l'Union soviétique et de la Chine. C'est de celle-ci qu'ils se sentent le plus proches, même si leur gouvernement réclame, avec peu de succès et peut-être sans grande conviction, de garder les distances égales.

La droite n'est pas fatiguée de voir se poursuivre la querelle des Kouriles, qui entretiennent le sentiment anticomuniste et nationaliste. Quand M. Gromyko se plaint des influences réactionnaires et anti-russes qui font obstacle au traité, il parle de quelque chose de réel.

Le même droit, il est vrai, voudrait empêcher la signature d'un traité avec la Chine. Mais le rapprochement avec la Chine séduit non seulement la gauche, mais une partie de l'opinion

parlementaire moderne, et même des milieux gouvernementaux. Tout est gelé du côté de Moscou, mais la route de Pékin est peut-être, mal que l'on en dise, l'obstacle réside actuellement dans la clause « anti-hégémonie » (anti-soviétique) que la Chine voudrait faire signer au Japon. Mais M. Mikoyan, dans le traité avec la Chine et croit pouvoir le signer cette année, sans faire tort à Moscou, si l'on répète à M. Gromyko, si seul, que le Japon n'a pas accepté qu'il soit dit que la clause s'applique à tout le monde, et pas seulement à l'U.R.S.S.

Curieusement, c'est la solution que Washington paraît suggérer au Japon, ce qui ajoute encore au mécontentement soviétique. Les États-Unis eux-mêmes, dans le communiqué de Changhaï de 1972, ont signé une clause « anti-hégémonie ». M. Kissinger et Chou En-lai ont vivement insisté quand ils se sont rencontrés, en 1972. De source chinoise, on a même affirmé, disent les japonais, qu'il l'origine elle avait été proposée par M. Kissinger lui-même.

Récentement, quand M. Mikoyan s'est rendu à Washington et quand M. Ford est allé à Pékin, les porte-parole américains ont dit que le gouvernement chinois et le gouvernement américain étaient d'accord pour un traité de bon voisinage, en matière, antisoviétique d'un côté, générale de l'autre. Néanmoins, pas une invitation au Japon à en faire autant et indication que Washington souhaite voir se conclure le traité sino-japonais.

Une autre déclaration de M. Kissinger lui-même, en juin 1975, avait vivement inquiété les Soviétiques. Il avait parlé d'un « mythe de l'équidistance », dans un discours prononcé à New-York devant la Japan Society.

Si l'un des objectifs de M. Gromyko, en venant à Tokyo, était de se faire une opinion plus précise non seulement sur la position actuelle du Japon, mais aussi sur celle des États-Unis, il n'a pas dû ramener des soupçons croissants sur la politique des États-Unis en Extrême-Orient. Dans la grande partie à quatre qui se joue dans cette partie du monde, l'U.R.S.S. risque de voir se grouper les seuls autres puissances pour la tenir en échec.

ROBERT GUILLAIN.

AFRIQUE

Les « saboteurs » arrêtés à Alger étaient recherchés en France

annonce à Paris le ministre de l'intérieur

A la suite des révélations faites par la presse et la télévision algériennes sur l'attentat commis le 3 janvier contre l'immeuble du quotidien El Moudjahid (le Monde des 10 et 11-12 janvier), le ministre français de l'intérieur a publié le 11 janvier un communiqué à propos de l'identité des membres du commando de saboteurs « découvert » par la police algérienne. Après la déclaration publiée le 9 janvier par le ministère des affaires étrangères affirmant que les services français n'ont aucun lien avec les hommes impliqués dans l'attentat, le ministre de l'intérieur fait savoir qu'« il résulte des documents photographiques diffusés par la télévision algérienne que les hommes arrêtés en France pour participation en 1975 à des attentats dans le département des Pyrénées-Atlantiques et des agissements contre le régime algérien, les basques espagnols, actions revendiquées par une organisation anti-ETA ». Le communiqué précise que « des renseignements ont été demandés par la police française à la police algérienne au sujet des états civils et de l'identité exacte des personnes recherchées par l'intermédiaire de l'O.I.P.C. (Interpol) ».

Il convient de rappeler que le 10 juillet dernier, l'auteur d'un attentat commis en juin contre le restaurant d'un réfugié bas-

que espagnol, à Bayonne, avait été arrêté dans les Pyrénées-Orientales. Cet homme, M. François Chabessier, avait révélé qu'il faisait partie de « commandos d'intimidation contre les réfugiés politiques espagnols habitant en France » dont les membres étaient recrutés par un ancien légionnaire français résidant à Madrid. Il avait ajouté que ces commandos pouvaient recevoir l'aide des autorités espagnoles. Le même jour, une organisation nommée A.T.E. (Antiterrorisme ETA) avait revendiqué la responsabilité des attentats depuis plusieurs mois contre les réfugiés autonomistes basques. Cette organisation devait être éliminée en cause à propos de deux attentats commis à Paris, au mois d'octobre, contre des réfugiés espagnols (le Monde du 19 octobre). Au moment de l'arrestation de M. Chabessier, la police avait découvert un agenda portant le nom de M. Joseph Arta, l'un des anciens chefs activistes en Algérie. Ce dernier vient d'être mis en cause par la presse algérienne pour avoir été en contact avec certains membres du commando arrêté en Algérie. Son nom a été associé à celui de M. Eugène Dagnès, président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDFIRA). Tous deux ont été incarcérés ces derniers mois à propos de l'affaire Justice-Pieds-Noirs après une série d'attentats dans le Var.

La presse algérienne poursuit ses attaques contre la politique étrangère française

De notre correspondant

Alger. — « Côte des Somalis : Paris procède à des déportations massives », « Paris et le combat des peuples pour leur émancipation », « Les forces qui nous ont libérés », « Du matériel français... cédé à l'UNITA et au F.N.L.A. par le truchement du Zaïre », « Le SDSC impliqué dans l'agression contre le République populaire d'Angola », « L'axe Paris-Madrid-Rabat-Nouakchott contre le peuple sahraoui », « La volonté française d'indépendance s'est éteinte », « Il ne se passe guère de jour sans que, sous une forme ou sous une autre, la presse algérienne ne critique la politique étrangère française ».

L'arrestation des saboteurs qui ont commis l'attentat contre El Moudjahid et qui se seraient attaqué à nombre de biens et de résidents algériens en France, et en Europe, n'a fait qu'accroître la détérioration des rapports entre Paris et Alger dans le domaine politique.

D'autant que se sont cependant demandés si certains services français n'ont pas fourni des renseignements à la sécurité algérienne pour favoriser l'arrestation des saboteurs, et faciliter ensuite le démantèlement de l'organisation O.A.S. Ces services auraient ainsi permis de crever l'abcès, tout en évitant d'être les premiers à manifester le retour.

Jusqu'ici, cette interprétation n'a trouvé aucun écho dans les milieux officiels algériens. Lors de l'arrestation de quatre des saboteurs, MM. Rousseaux, Harmand, Anderson, et Haroun, l'A.P.S. avait précisé que « les pistes menant aux criminels qui organisaient les lâches attentats furent remises grâce à des militaires tant de l'appareil de l'Etat que du parti et des organisations de masse ».

Aujourd'hui, les Algériens se demandent plutôt si l'objectif de ceux qui ont été manipulés « le groupe n'était pas de tester la

vigilance des services de sécurité algériens et les réactions de la population en vue d'opérations ultérieures de plus grande envergure. Les forces qui nous ont libérés, disent certains Algériens, ont exagéré nos difficultés sans tenir compte des réalisations du régime et de la capacité de notre peuple à surmonter les difficultés aux menaces extérieures. El Moudjahid, les posers de bombes « ne constituent qu'un rouage dans un vaste complot et une offensive contre tous les aspects de la révolution algérienne ».

La crise actuelle entre Paris et Alger est la plus grave depuis celle qui avait abouti à la nationalisation des hydrocarbures en 1971. Les relations franco-algériennes ont périodiquement connu des hauts et des bas, les brulottes étant toujours suivies de réconciliations. En sera-t-il de même cette fois ? Aux yeux de nombreux Algériens, il y a une grande différence. La situation actuelle, disent-ils, n'est pas celle qui prévalait avant l'arrivée de M. Giscard d'Estaing au pouvoir : de Gaulle et Pompidou défendaient une politique d'indépendance nationale qui rapprochait les deux pays, malgré des tensions occasionnelles, alors que l'équipe actuelle semble, selon eux, avoir fait des choix différents qui contredisent les intentions proclamées.

Les dirigeants algériens paraissent fonder quelques espoirs sur les réactions de la gauche française. « On a noté ici avec intérêt que le parti socialiste était prononcé, bien que discrètement, pour l'auto-détermination du peuple sahraoui — et sur les suites du « carré des vieux gaullistes » pour limiter le glissement de la France vers l'islamisme. Dans l'immédiat, ils estiment que c'est au gouvernement français de faire des « gestes » pour arrêter la détérioration des rapports, tant sur le plan politique qu'économique.

PAUL BALTA.

AMÉRIQUES

Équateur

Avant obtenu la démission du président Rodriguez Lara

Une junte militaire promet de rendre le pouvoir aux civils en 1977

Le général Rodriguez Lara, porté au pouvoir par un coup d'Etat le 15 février 1972, a abandonné le dimanche 11 janvier la présidence de l'Équateur. Le gouvernement avait démissionné le 2 janvier, et le général, dont l'autorité était chancelante, avait confié à l'armée la responsabilité de l'ordre. Une junte composée des chefs d'état-major des trois armées, l'amiral Alfredo Poveda Burbano, le général Guillermo Duran Arce, et le général Luis Lecro Franco, assume désormais le pouvoir. Elle a instauré l'état de siège et promis de rendre le pouvoir aux civils à la fin de 1977. Les observateurs estiment que le nouveau régime mettra sur pied un gouvernement constitué en majorité de civils. Ils étaient deux seulement dans celui du président Rodriguez Lara.

Une victoire des conservateurs liés aux sociétés pétrolières

De notre correspondant

Caraïbes. — Lorsque les forces armées résolurent, le 15 février 1972, de destituer une fois de plus M. Velasco Ibarra, cinq fois élu président et deux fois déchu, avant la fin de son mandat, elles avaient de longue date choisi son successeur. Le général Guillermo Rodriguez Lara, commandant en chef de l'armée de terre et candidat de tous les militaires à la direction du mouvement, avait dû démentir énergiquement à plusieurs reprises les rumeurs qui couraient à son sujet. La victoire n'est pas la moindre des qualités du général. Poussé à l'extrême, elle devient un défaut qui l'a sans doute perdu.

Léasant le gouvernement Velasco Ibarra enlever, le général et ses amis avaient attendu le moment opportun. L'entrée en service de l'oléoduc de l'Amazonie au Pérou devait permettre à l'Équateur d'exporter à partir d'août 1972 quelque deux cent mille barils de pétrole par jour. C'était le miracle attendu pour relancer une économie languissante.

La valeur des exportations a triplé en trois ans, pour approcher le milliard de dollars en 1974. L'accroissement des recettes a permis d'éponger un déficit chronique et de satisfaire les groupes sociaux qui se disputent traditionnellement le pouvoir : propriétaires terriens, industriels de Quito, commerçants de Guayaquil. Ainsi, le président Rodriguez Lara pouvait-il exercer une dictature

Il avait su s'entourer de jeunes technocrates, dont M. Jaime Moncayo, aujourd'hui secrétaire exécutif du SIELA (Système économique latino-américain), conquis par les idées « nationalistes et révolutionnaires » des militaires.

L'about pétrolier

Appuyé par la marine et quelques éléments progressistes de l'armée, le général Rodriguez Lara avait fait entrer l'Équateur dans la compagnie pétrolière d'Etat CEPE. Cependant, au début de 1975, le général consentit à Texaco Gulf, passe à la contre-offensive, une réduction des taxes, il rejeta l'offre de l'U.R.S.S. de lui acheter cent mille barils par jour.

Le président Rodriguez a eu peur de déifier les États-Unis. Après avoir accueilli en novembre 1973 à Quito, la conférence de l'O.E.A. chargée d'étudier la levée des sanctions économiques contre Cuba, il n'a pas osé renouer avec le Yavane. A l'intérieur, il n'a d'ailleurs entrepris aucune des réformes annoncées il y a quatre ans. La réforme agraire a été vite abandonnée. Les syndicats, lassés d'attendre, réclament il y a trois mois une augmentation de 50 % des salaires.

Philippe Labreuve.

Le sommet de

Les troupes mauritanien-

entrent à Dakhla (Villa-Cisneros)

Le général Rodriguez Lara, porté au pouvoir par un coup d'Etat le 15 février 1972, a abandonné le dimanche 11 janvier la présidence de l'Équateur. Le gouvernement avait démissionné le 2 janvier, et le général, dont l'autorité était chancelante, avait confié à l'armée la responsabilité de l'ordre. Une junte composée des chefs d'état-major des trois armées, l'amiral Alfredo Poveda Burbano, le général Guillermo Duran Arce, et le général Luis Lecro Franco, assume désormais le pouvoir. Elle a instauré l'état de siège et promis de rendre le pouvoir aux civils à la fin de 1977. Les observateurs estiment que le nouveau régime mettra sur pied un gouvernement constitué en majorité de civils. Ils étaient deux seulement dans celui du président Rodriguez Lara.

La position américaine

Curieusement, c'est la solution

que Washington paraît suggérer

au Japon, ce qui ajoute encore

au mécontentement soviétique.

Les États-Unis eux-mêmes,

dans le communiqué de Changhaï

de 1972, ont signé une clause

« anti-hégémonie ». M. Kissinger

et Chou En-lai ont vivement

insisté quand ils se sont rencontrés,

en 1972. De source chinoise, on

a même affirmé, disent les japonais,

qu'il l'origine elle avait été

proposée par M. Kissinger lui-même.

Récentement, quand M. Mikoyan

s'est rendu à Washington et

quand M. Ford est allé à Pékin,

les porte-parole américains ont

dit que le gouvernement chinois

et le gouvernement américain

étaient d'accord pour un traité

de bon voisinage, en matière,

antisoviétique d'un côté,

générale de l'autre. Néanmoins,

pas une invitation au Japon à

en faire autant et indication

que Washington souhaite voir

se conclure le traité sino-japonais.

Une autre déclaration de

M. Kissinger lui-même, en juin

1975, avait vivement inquiété

les Soviétiques. Il avait parlé

d'un « mythe de l'équidistance »,

dans un discours prononcé à

New-York devant la Japan

Society.

Si l'un des objectifs de M. Gromyko,

en venant à Tokyo, était de

se faire une opinion plus précise

AFRIQUE

Le sommet de l'O.U.A.

(Suite de la première page.)

Cette division s'est fatalement cristallisée sur deux projets de résolution, le généraliste et celui présenté par la Nigéria, dont le nouveau chef d'Etat, le général Murtala Mohammed, a fait une intervention remarquée, dimanche après-midi, en faveur du régime de Luanda.

Des contacts discrets

Avec vingt-deux pays favorables au M.P.L.A. et vingt-deux autres se prononçant pour un gouvernement de coalition (l'Ouganda, qui assure la présidence, et l'Éthiopie, pays hôte, ne s'étant pas prononcés), l'O.U.A. se partage en deux factions égales. Samedi, le sourire du président

Nyerere (Tanzanie) s'est un peu fêlé quand le maréchal Idi Amin Dada s'est emporté contre « les leaders africains qui attaquent publiquement des chefs d'Etat africains ». Il est vrai que l'occasion du précédent « sommet », celui de Kampala, le président tanzanien ne s'était pas défilé, car il voulait protester contre l'élection à la présidence de l'Organisation d'un homme qualifié par lui de « fasciste noir ». Le général Murtala Mohammed, de son côté, tambourinait sur son pupitre pour approuver M. Senghor quand ce dernier a dénoncé « les idéologies extra-africaines mal digérées », entendues le marxisme prôné par le président sénégalais au M.P.L.A.

Le dialogue de sourds de la tribune n'a cependant pas empêché des contacts plus discrets, et sans doute plus fructueux. L'après-midi le plus remarqué a été, dimanche matin, celui où le général Murtala Mohammed (Zaïre) et M. Samora Machel (Mozambique) dans une chambre de l'hôtel Hilton, les deux hommes souhaitaient préserver l'unité de façade de l'O.U.A., ou prêter également au président saurais l'ambition de faire sortir son pays de l'impasse dans laquelle il se retrouve après les revers militaires subis par son protégé angolais, le F.N.L.A. Après avoir tenté de rayer le M.P.L.A. de la carte de l'Angola, le chef de l'Etat du Zaïre doit se faire à l'idée que le mouvement de M. Neto, qui ne s'est pas présenté à Addis-Abeba, est devenu l'élément le plus important de tout règlement.

Plusieurs Etats semblent avoir accepté de participer à ce sommet à condition que l'O.U.A. ne reconnaisse pas la République populaire de Luanda. C'est un peu ce que reflète le rapport du secrétaire général de l'Organisation, qui expose les positions de « quelques membres » au gouvernement de Luanda et jugées par les « observateurs étrangers » comme « une menace possible pour l'unité de l'O.U.A. ». Le secrétaire général estime également d'une « importance vitale » que l'Organisation identifie « tous ceux qui sont intervenus en Angola, directement ou indirectement ».

ARRESTATION DE VINGT-TROIS MILITANTS SYNDICAUX

Madrid (A.F.P.). — Les diverses organisations syndicales d'Espagne ont lancé un appel à la grève générale pour le lundi 12 janvier à Madrid, afin de soutenir les mouvements d'arrêt de travail qui paralysent plusieurs des plus grandes entreprises de la capitale. Le gouvernement a fait arrêter vingt-trois militants syndicaux, on rappelle que si le gouvernement est prêt à se montrer tolérant pour les grèves à caractère professionnel, il n'est pas disposé à admettre une exploitation politique de ces conflits. Des informations, ajoute-t-on, ont montré que des éléments voulaient transformer les conflits sociaux en manifestation de la capitale. Les manifestations de caractère politique. Les syndicalistes arrêtés — qui déclarent-on de même source, étaient tous membres du parti communiste — seront relâchés dans quelques jours. Les épouses de quatre d'entre eux se sont enfermées le 11 janvier dans l'église Notre-Dame d'Atocha, situées dans le quartier ouvrier de la capitale, afin d'y faire une grève de la faim.

LE MARÉCHAL ET LA LANGUE FRANÇAISE

Addis-Abeba (A.F.P.). — Le maréchal Idi Amin Dada a l'intention d'apprendre le français et a demandé à l'attaché culturel de l'ambassade de France à Kampala d'ouvrir une école dans la capitale de l'Ouganda pour qu'il puisse y suivre des cours.

Le chef d'Etat ougandais a confié ce désir aux journalistes au bord de la piscine de l'hôtel Hilton, où il se défendait avant l'ouverture du « sommet ».

Guinée-Équatoriale

LE NIGÉRIEN RAPATRIÉ SES RESSORTISSANTS « VICTIMES D'UN TRAITEMENT BARBARE »

Lagos (Reuter). — Le gouvernement fédéral nigérien a décidé de rapatrier plusieurs milliers de ressortissants employés en Guinée-Équatoriale, à la suite de l'attaque d'un camp de travailleurs nigériens par des soldats guinéens.

Cette attaque s'est produite le 10 janvier. Les ressortissants nigériens campaient sur les pelouses de l'ambassade du Nigeria à Malabo (anciennement Santa-Isabel). Les soldats guinéens ont ouvert le feu, tuant six personnes sur le coup, dont deux femmes et un enfant. Cinq autres personnes devaient succomber à leurs blessures.

Il s'agit de la dernière d'une série de provocations et d'humiliations infligées à des nigériens vivant en Guinée-Équatoriale, indique un communiqué du gouvernement de Lagos, qui pour protester contre le « traitement barbare réservé aux ouvriers nigériens des plantations », avait interdit tout recrutement de main-d'œuvre nigérienne pour la Guinée-Équatoriale.

Des appareils militaires nigériens ont été envoyés en Guinée-Équatoriale pour leur rapatrier les ressortissants. Le gouvernement de Lagos a fait savoir qu'il se réservait le droit de « prendre d'autres mesures » pour protéger les ressortissants en Guinée-Équatoriale jusqu'à ce que ceux-ci aient été évacués jusqu'au dernier.

(Plusieurs milliers de travailleurs nigériens, immigrés à titre plus ou moins temporaire, travaillent sur les anciennes plantations espagnoles de cacao. Mais une partie des anciennes terres de colonisation ont été abandonnées et de nombreux journaliers se trouvent, de ce fait, sans travail.)

ONU

WASHINGTON PÉNALISERAIT LES PAYS QUI « VOTENT MAL »

Washington (Reuter). — Les Etats-Unis envisagent de réduire le volume de leur aide aux pays du tiers-monde qui s'opposent régulièrement à eux, aux Nations unies notamment.

Le département d'Etat a créé un nouveau service, dit « des affaires étrangères », dont l'un des tâches principales consistera à dresser une liste des pays qui bénéficient de l'aide des Etats-Unis et d'examiner comment ils votent aux Nations unies et dans les autres instances internationales.

On dément cependant que le gouvernement américain ait déjà décidé de pénaliser certains pays qui ont voté en faveur de la résolution de l'Assemblée de l'ONU condamnant le régime de l'Ouganda. On rappelle à ce propos que le secrétaire d'Etat, M. Kissinger, a mis en garde une commission du Sénat contre toute mesure de ce genre.

Le New York Times a affirmé, vendredi 9 janvier, que le secrétaire d'Etat avait retardé l'entrée en vigueur d'accords d'aide passés avec la Tanzanie et la Guyane parce qu'ils ont voté la résolution. Les milieux antiaméricains démentent ces informations et indiquent que, de 19 millions de dollars en 1975, l'aide américaine à la Tanzanie passera cette année à 26 millions.

EUROPE

Espagne

Les visites en Europe du comte de Motrico

Madrid veut persuader les Neuf qu'elle remplira bientôt les conditions d'adhésion à la Communauté

Le comte de Motrico, ministre espagnol des Affaires étrangères, regagnant Madrid samedi 10 janvier après une visite à Bonn, à Luxembourg et à Paris, a déclaré selon Reuter, que son pays pourrait entamer cette année des négociations pour adhérer à la Communauté européenne « si les préjugés politiques de certains de ses membres disparaissent ».

« Notre objectif est l'adhésion au Marché commun et ensuite à l'Union économique, système de défense auquel nous collaborons déjà », a-t-il ajouté.

L'entretien et le déjeuner de travail en tête à tête que le comte de Motrico a eus samedi avec M. Sauvagnargues a porté sur les relations entre l'Espagne et le Marché commun, les problèmes du Sahara occidental et les achats d'avions par l'Espagne.

En quittant le Quai d'Orsay, le ministre espagnol a déclaré : « L'amitié politique entre la France et l'Espagne constitue un important point de départ pour faciliter l'adhésion de Madrid à la Communauté économique européenne et sa participation à l'Europe. Le peuple espagnol désire s'intégrer à l'Europe et se considérer européen à part entière. Les étapes, mais je crois pouvoir compter sur l'appui de la France ».

M. Sauvagnargues a dit, de son côté, qu'il rapporte avec l'Espagne « une amitié très étroite et profonde, et, depuis les changements récents, par une convergence de vues qu'a traduite la présence

du président Valéry Giscard d'Estaing à l'invitation de son ami Juan Carlos. Il importe que l'Espagne s'achemine vers la démocratisation, qui conditionne sa participation à l'Europe et son entrée dans la Communauté économique européenne. Dans cette voie, elle peut compter sur l'appui total de la France ».

Au cours de la conversation, le ministre espagnol a insisté sur les réformes des institutions préparées par son gouvernement, indiquant que l'Espagne remplira ainsi les conditions politiques lui permettant d'entrer dans la Communauté.

Les négociations pour un accord commercial entre l'Espagne et la Communauté, en cours depuis plusieurs années, ont été « gelées » par les Neuf, le 6 octobre dernier, à la suite de l'exécution de prisonniers politiques. Il semble, après les visites du ministre espagnol dans trois capitales de la Communauté, que les Neuf soient prêts à rapporter ces mesures de « gel ». Après son entretien, le comte de Motrico, M. Thorn, premier ministre du Luxembourg, a, en effet, déclaré : « Je pense que tous les éléments sont réunis pour que les barrières entre la Communauté européenne et l'Espagne, en ce qui concerne les négociations sur l'accord commercial, soient levées ».

Malgré le gouvernement de Madrid visé désormais plus haut et souhaiterait au minimum négocier un accord d'association conduisant à une adhésion rapide.

Portugal

Dix mille paysans du Nord condamnent la politique agraire du ministre socialiste de l'agriculture

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Une dizaine de milliers de petits et moyens propriétaires de terres du Nord du Portugal ont manifesté dimanche 10 janvier sur la grande-place de Braga, à 50 kilomètres au nord de Porto, ont voté, mais pas une manifestation de ce genre depuis novembre dernier n'ont fait aucun crédit aux récentes déclarations gouvernementales, qui prévoient que la réforme agraire ne sera appliquée qu'à l'après-midi du pays, essentiellement dans la zone de grandes propriétés qu'est l'Alentejo.

Bien que le ministre de l'Agriculture ait, récemment, reconnu que les petits et moyens propriétaires du Nord avaient, dans certains cas, été « lésés », ceux-ci ont condamné « la politique démocratique et contre-révolutionnaire qui prend comme jauge le socialisme paralysant afin d'aboutir à la collectivisation des terres ». Ils ont, en outre, menacé de couper les approvisionnements de Lisbonne, estimant injustes les prix à la production.

D'autre part, le Conseil de la révolution a décidé de placer d'office dans le cadre de réserve, avec solde, le général Vasco Gonçalves. Chargé, en juillet 1974, de former le second gouvernement provisoire par l'ex-général Spínola, alors président de la République, il avait conservé le poste de premier ministre sous les trois autres gouvernements. Lors de la crise de l'été dernier, le général Gonçalves avait vu se dresser contre lui le groupe des Neuf du commandant Mota Diniz, qui préconisait un socialisme plus modéré face à une tendance nettement plus progressiste, défendue par le chef du gouvernement lui-même, soutenu par les partisans du « pouvoir populaire ».

Enfin, la Communauté économique européenne a décidé d'accroître son aide au Portugal, après avoir approuvé le plan de relance du gouvernement, a déclaré, le 10 janvier, à Lisbonne, M. Vasco Vieira de Almeida, ambassadeur itinérant, à son retour de Bruxelles. Une délégation de la Banque européenne d'investissement était attendue ce lundi au Portugal pour examiner plusieurs projets de développement d'un montant total supérieur à 11 milliards de francs.

On commentait beaucoup dimanche, à Belfast, l'article du professeur Richard Rose dans le Sunday Times. Sous le titre « L'Irlande : que pouvons-nous faire ? », le professeur Rose examine les cinq issues possibles au drame de l'Irlande du Nord : l'intégration complète à la Grande-Bretagne, l'indépendance, la réunification avec la République d'Irlande, l'autonomie interne au sein d'un Royaume-Uni fédéré, la « destruction » de la province à la suite d'un soulèvement protestant ou catholique, ou encore du départ de l'armée britannique.

Les termes d'« indépendance » ou d'« autonomie » sont agités, semble-t-il, aux oreilles des deux communautés rivales, qui ne leur donnent évidemment pas la même signification. Cette façon des Irlandais du Nord de se reconnaître une spécificité à l'égard de Londres comme de Dublin pourrait cependant ouvrir une nouvelle voie de négociation.

NICOLE BERNHEIM.

Irlande du Nord

Tension à Belfast en attendant les décisions de Westminster

De notre envoyée spéciale

Belfast. — Les choses ne s'arrangent vraiment pas à Belfast. L'aéroport, presque désert, est parcouru de patrouilles de soldats aux silhouettes déformées par le gilet pare-balles, l'anneau sur le front, les yeux dans les lunettes de police sont embusqués aux carrefours. Des véhicules blindés de l'armée passent par groupes de deux ou trois à toute vitesse, tandis que la tempête hurle et que des nappes de brouillard traînent sur la campagne morte.

L'hôtel Russell Court est harcelé comme un dépôt de munitions depuis que son concurrent, l'Europe, a été gravement endommagé par une explosion. Le réseau de barbelés, les chicanes de barils de pétrole vides pour empêcher l'approche de commandos terroristes en voiture, les patrouilles de soldats, les coups de fusil et les bagages. Malgré toutes ces précautions, la police tambourinera, à quatre heures du matin, à notre porte pour s'enquérir si nous n'avons pas entendu de « bruits suspects » à l'étage. Le centre de la ville montre encore un peu plus de facades brisées ou noircies qu'il y a quelques mois. Une espèce d'abandon et de saleté très particulière à Belfast qui donne l'impression de laisser aller, comme c'est le cas de personnes qui ont perdu toute espérance.

Quelques chantiers de banques et d'immeubles de bureaux qui se veulent grandioses continuent à pousser à l'air, avec une lenteur désespérante.

L'attente a été à côté la vie, le 5 janvier, à dix heures, les protestants, mitraillés dans leur autocar, au sud de la province, ont recréé une atmosphère de guerre civile larvée. A vrai dire, depuis des semaines déjà, le cesse-le-feu annoncé avec fracas par l'I.R.A. provoque au début de 1975 n'était plus qu'une fiction. Mais l'attente du 5 janvier a marqué une très nette escalade dans le retour à la violence aveugle. On ne doute guère, à Belfast, que la publicité faite par le gouvernement de Londres à l'envoi d'hommes du Special Air Service en Irlande du Nord ne soit une tentative pour

UE

Arrêtés à Alger, recherchés en France

Le ministère de l'intérieur

Un espagnol, à BARRANCO, a été arrêté dans les rues d'Alger. Ce même jour, un autre espagnol, à CHABASSER, a été arrêté dans les rues d'Alger. Le ministère de l'intérieur a annoncé que ces deux hommes étaient recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

QUINZE CHEFS D'ETAT ET UN PREMIER MINISTRE

Addis-Abeba (A.F.P.). — Quinze chefs d'Etat ont participé à la session extraordinaire de l'O.U.A. : Sir Seretse Khama (Botswana), général Terrell Bante (Ethiopie), Sir David Kawa (Gambie), M. Luis Cabral (Guinée-Bissau), Samora Machel (Mozambique), Lieutenant-colonel Seyni Kountché (Niger), général Murtala Mohammed (Nigeria), maréchal Idi Amin Dada (Ouganda), maréchal Jean-Bédou Bokassa (République centrafricaine), M. Léopold Sédar Senghor (Sénégal), général Mohamed Syad Barre (Somalie), M. Julius Nyerere (Tanzanie), général Murtala Sese Seko (Zaïre), M. Kenneth Kaunda (Zambie), général Juvenal Habyarimana (Rwanda).

Sir Seewoosagar Ramgoolam, premier ministre de l'île Maurice, dont le chef d'Etat est constitutionnellement le reine d'Angleterre, est également présent. Il porte ainsi à seize le nombre de délégations représentant leur pays au plus haut niveau.

Sahara occidental

Les troupes mauritaniennes sont entrées à Dakhla (Villa-Cisneros)

Quelques cinq cents gendarmes et soldats mauritaniens ont fait, dimanche 10 janvier, leur entrée à Dakhla (ex-Villa-Cisneros), principale localité du Rio de Oro située sur la côte atlantique. Les forces marocaines, opérant pour le compte de Nouakchott, les y avaient précédés le jeudi 8 janvier. Les dernières unités espagnoles devaient quitter Dakhla ce lundi.

Selon l'agence espagnole Efa, les troupes marocaines et mauritaniennes se sont heurtées, dans la région de Dakhla, à des éléments armés du Front Polisario, et des accrochages ont eu lieu samedi, notamment lorsque les Mauritaniens ont investi Argoub, petite localité proche de Dakhla. Des officiers marocains, cités par l'agence, ont affirmé que le cadavre d'un officier algérien avait été identifié parmi les morts du Front Polisario, ainsi que ceux de soldats algériens et congolais. Dimanche matin, les observateurs espagnols à Dakhla pouvaient entendre le bruit de la canonnade, qui avait déjà retenti toute la journée de samedi.

On a appris d'autre part dimanche à Nouakchott que des affrontements violents avaient

eu lieu quelques jours auparavant dans l'est du pays, sur la frontière entre le Sahara occidental et la Mauritanie, entre les forces de l'ordre et des maquisards sahraouis.

● A ALGER, le Front Polisario a confirmé dans la nuit de dimanche à lundi la capture des deux coopérateurs français d'Agadez, deux partis combattants du Maroc au moment des vacances de Noël. Il s'agit de M. Pierre Seguro et Jean-Paul Dier, qui auraient été faits prisonniers au cours d'une embuscade tendue à un convoi de l'armée marocaine entre Agadez et El-Aoun. Cette attaque se serait par ailleurs soldée par la mort de trente soldats marocains. On apprend aussi, de source proche des dirigeants du Front, que deux techniciens français en électronique et quatre ouvriers marocains ont été tués dans l'usage de phosphores de Bou-Craa ont été récemment faits prisonniers par des maquisards du Polisario. On affirme en revanche dans les milieux sahraouis que les six jeunes gens, dont cinq Français, partis en excursion à la fin de l'année dernière dans le Sud-Marocain, et qui n'ont disparu depuis. — (A.F.P., Reuter.)

Maroc

L'Istiglal réaffirme ses revendications sur les territoires « usurpés » par l'Algérie

De notre correspondant

Rabat. — « Alors qu'aujourd'hui une partie de notre objectif concernant la libération de notre Sahara a été réalisée, nous nous devons de réaffirmer que le parti restera dans la bataille jusqu'à la libération de tous les autres territoires usurpés à Tindouf, à Saoura, à Tidikelt, à Toulal, dans les villes et les îles du Nord, Ceuta, Melilla et les îles Chafarinas », proclame un message de l'Istiglal (parti d'opposition), publié à l'occasion de l'anniversaire de la remise, le 11 janvier 1944, par les membres de ce parti aux autorités françaises du « manifeste de l'indépendance », qui demandait l'indépendance du Maroc dans son intégrité territoriale.

L'Istiglal demande aussi l'instauration d'un régime démocratique permettant au peuple de gérer ses propres affaires et de contrôler les gouvernements par l'intermédiaire de « assemblées élus librement et valablement ». Ces thèmes ont été développés au cours de meetings dans plusieurs villes du royaume. A Rabat, le secrétaire général du parti, M. Mohamed Boucif, s'est déclaré convaincu que le peuple marocain et le peuple algérien étaient « désireux de réaliser l'unité des peuples », mais qu'un revanche les Algériens avaient un « comportement indigne » en lan-

çant contre les Marocains, par l'intermédiaire de Radio-Alger, « accusations fausses et calomnieuses ». « Qu'ils sachent, une fois pour toutes, a ajouté M. Boucif, que nous n'accepterons ni compromis ni chantage en ce qui concerne une partie de nos territoires libérés ou encore occupés à Toulal, à Tindouf, à Saoura et à Tidikelt. Nous ne pouvons céder une partie de notre territoire national. Nous souhaitons ardemment voir s'édifier une unité d'étendant au fleuve Sénégal au fleuve du Nil. Nous sommes prêts à libérer tous nos territoires encore usurpés. » — L. G.

Ceuta, Melilla et les îles Chafarinas sont des enclaves « géographiques » espagnoles sur la côte méditerranéenne du Maroc. Tindouf, Saoura, Tidikelt et Toulal sont sous la souveraineté algérienne, ce que les nationalistes marocains ont toujours contesté. Après la « guerre des sables » de 1963, un accord était intervenu au sujet de ces zones, le 15 juin 1972, entre Rabat et Alger, à l'occasion d'un « sommet » de l'O.U.A. Mais les Algériens reprochent aux Marocains de ne pas l'avoir ratifié. Les déclarations de l'Istiglal ne peuvent que conforter les Algériens dans leurs craintes de voir « l'expansionnisme marocain » ne pas se contenter du Sahara occidental.

AN INDIEN

Comores

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le ministère de l'intérieur a également annoncé que ces deux hommes sont recherchés en France. Ils sont considérés comme des terroristes et sont impliqués dans des activités de subversion.

Le Syndicat national des instituteurs prend en charge pour trois mois le séjour en France de la famille Pliouchtch

Les quelques cinquante journalistes qui attendaient, ne purent rencontrer le mathématicien. Ils eurent un entretien avec Mme Plouchitch visiblement fatiguée, mais sereine. Interrogée sur le rôle que la prise de position du P.C.F. avait pu jouer dans la décision des autorités soviétiques de libérer son mari, Mme Plouchitch a répondu : « Je ne suis pas un mathématicien, le Comité international pour la défense des droits de l'homme et par Amnesty International. J'ai appris que le P.C.F. s'était intéressé au sort de mon mari, a-t-elle ajouté. Je ne peux prendre sur moi de dire si cette prise de position a joué un rôle. De toute façon, je suis reconnaissante à tous. »

UNE EPIDEMIE DE CHOLERA, dans certaines parties de la province de Nyanza, près du lac Victoria, dans le nord du Kenya, a déjà provoqué la mort de neuf personnes. Une épidémie semblable dans la même région, avait fait trente-huit morts en décembre 1974. — (A.F.P.)

Age Group	Total (%)	Female (%)	Male (%)	Unknown (%)
18-24	100	85	15	0
25-34	100	75	25	0
35-44	100	85	15	0
45-54	100	75	25	0
55-64	100	85	15	0
65+	100	75	25	0

...and the

هكذا من الأصل

RELATIONS INTERNATIONALES

Le dernier quart de siècle

(Suite de la première page.)

Le souvenir des énormes erreurs auxquelles le refus de voir a si souvent conduit devrait nous y encourager. Ainsi de celle qui pousse les dirigeants français et britanniques, en 1959, à ne pas attacher foi aux innombrables signes avant-coureurs du pacte germano-soviétique, ou le monde occidental à prendre pour affirmation triomphale du monolithisme rouge le « sommet » communiste de 1967, qui marquait en réalité le début du divorce sino-soviétique.

Un déclin relatif

Ce qu'on ne veut pas voir s'ajoutant à ce qu'on ne peut pas voir, quoi d'étonnant à ce que l'on compte sur les doigts ceux qui ont été capables de surmonter la péripiétie, la chronique, pour percevoir, avec le regard de l'aigle, les routes de l'avenir ? Il y en a tout de même eu, Tocqueville, par exemple, n'a pas été le seul, au siècle dernier, à prévoir qu'un jour la politique mondiale serait dominée par les rapports entre l'Amérique et la Russie. A moins d'un soudain écroulement, que rien n'annonce, de l'une ou de l'autre, tout indique qu'il en ira ainsi pendant un certain temps encore, bien que dans les deux empires des forces soient à l'œuvre qui en annoncent l'inévitable décadence. Toute société n'est-elle pas grosse des forces qui un jour la détruiront ?

C'est du côté des Etats-Unis que les signes de ce déclin sont les plus apparents, ne serait-ce que parce que l'extrême liberté — d'autres diraient l'anarchie — de la presse écrite et audiovisuelle y fournit à la moindre contradiction interne, à la moindre contestation, une fantastique caisse de résonance. Avec l'aide des médias, le Vietnam a détruit une série de mythes. Les Américains savent désormais qu'ils peuvent être battus, que leurs soldats peuvent se comporter en criminels, que leur président peut être un menteur et que leur dollar n'est pas invulnérable. L'inflation, dont le Vietnam est l'agent responsable, la récession, les *chômage*, ajoutent à la crise de confiance, et les Etats-Unis abandonnent cette année, qui est celle de leur bicentenaire, sans savoir le moins du monde en quelles mains, à l'élection présidentielle de novembre, ils remettront leur destin.

Le cote lamentable de M. Ford, la médiocrité de tous les candidats qui se sont fait jusqu'à présent connaître, le succès remporté dans les sondages par un acteur de troisième ordre promu au rang de restaurateur des valeurs traditionnelles, en disent long sur l'état de la nation américaine. Il reste que cette nation dispose d'un tel capital agricole, industriel, militaire, financier, intellectuel, technique, d'une aptitude si éprouvée à répondre aux défis extérieurs, qu'elle conserve une énorme marge de sécurité.

Si l'on en croit l'Ina, un officier roumain a dit récemment au secrétaire américain à l'Agriculture, M. Butz : « Les Etats-Unis ont quelque chose de plus puissant que les bombes atomiques : ils ont des protéines ». M. Butz, au jugement de l'auteur de l'article, Hugh Sidney, « peut presque

renifler la puissance grandissante de la nourriture en économie, en politique et pour la poursuite de la paix ». C'est un adversaire déclaré de l'impérialisme, Gérard Chailand, qui, dans un livre qui vient de paraître, n'hésite pas à conclure son chapitre relatif aux Etats-Unis : « Globalement, au cours de la dernière décennie, leur recul aura été limité au minimum. Ressources énergétiques et surtout avancées technologiques leur garantissent la suprématie pour les décennies à venir (1) ».

Aux yeux de celui qui prend un peu de distance, l'évolution de l'empire soviétique n'est pas moins frappante. Déjà amputé depuis quinze ans de l'allié chinois, devenu aujourd'hui le principal ennemi, le monolithisme d'autrefois est en passe de devenir une mosaïque où chacun, de Varsovie à Bucarest, cherche sa voie en essayant, instruit par l'exemple tchécoslovaque, de ne pas trop se faire remarquer. De leur côté, les P.C. occidentaux rumènt l'un après l'autre le corollaire ombilical qui, si longtemps, les tint attachés au Kremlin. M. Brejnev se voit obligé de composer avec eux s'il veut pouvoir enfin réunir la conférence communiste européenne qui, après Helsinki et le XXV^e Congrès, prévu pour février, doit marquer le couronnement de sa carrière.

A l'intérieur même, les mauvaises récoltes se succèdent, dont les conséquences sur le climat ne sont pas sans effet. L'autorité tout doucement se relâche. L'ardeur au travail diminue, la demande de biens de consommation se répand, comme les trafics de toutes sortes. C'est que l'on ne vit pas d'héroïsme, même sous la contrainte, pendant un demi-siècle. Imagine-t-on Staline laissant partir de la patrie du socialisme, sur l'injonction de la presse occidentale, un Soljenitsyne, un Plouchitch et des dizaines de milliers de juifs ? De son temps nous n'aurions même pas connu les noms de Soljenitsyne et de Plouchitch ; quant aux juifs dissidents, ils ne se seraient pas risqués à postuler un visa de sortie. Et puis, qu'on a évoqué le caractère aléatoire de la relève à la Maison Blanche, comment ne pas se poser des questions sur celle qui se produira tôt ou tard au Kremlin, où la moyenne d'âge est si élevée qu'on peut parler d'une véritable gérontocratie ?

Malgré tout ce qu'on peut dire sur Clemenceau ou Churchill, c'est rarement un signe de santé, de la part d'un corps social, que de ne pas être capable de procéder, de temps à autre, à des injections de sang frais.

De ces faiblesses, des retards évidents que connaît l'industrie dans une série de secteurs, il ne faudrait pas cependant conclure que la croissance de l'U.R.S.S. va s'arrêter. L'immensité des ressources dont dispose le plus vaste Etat du monde, la capacité d'investissements sans égale qui lui confère la gestion centralisée de son économie, ses armements fabuleux, les concours financiers et

technologiques qu'il est assuré de trouver auprès d'un Occident qui se dispute les marchés, lui assurent un bel avenir de puissance.

Pour avoir désormais moins de mordant, pour être moins enthousiastes, moins portés aux illusions, en un mot moins jeunes, « les deux Héroules » que Napoléon avait entrevus « au berceau », demeurent donc deux géants avec lesquels personne aujourd'hui ne peut vraiment se mesurer. L'Europe occidentale, sur le papier, en aurait les moyens : après tout ses ressources démographiques et économiques sont du même ordre que celles des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S. Mais, jusqu'à plus ample informé, il lui manque la volonté de les employer à devenir ce que de Gaulle et Jean Monnet, chacun à sa manière, avaient rêvé pour elle : l'une des trois grandes puissances du monde. Si l'Europe n'a pas cette volonté, c'est parce que les peuples qui la composent ont été trop bercés par les délices et les poisons de la société d'abondance, et par les illusions de la sécurité pour regarder beaucoup plus loin que le bout de leur nez. Quelle décadence pour des nations dont les décisions, il y a moins d'un demi-siècle, commandaient encore le destin de la planète !

La Chine, troisième puissance

Le Japon ne manifestant aucune velléité de sortir du sillage américain, les autres candidats virtuels à l'hégémonie ayant trop de retard à rattraper pour pouvoir prétendre sérieusement avant longtemps, une seule nation paraît de taille à remettre en question le duopole dans l'avenir prévisible : la Chine populaire. C'est la seule qui s'en donne les moyens militaires — elle dispose de maintenant de la bombe H, de plusieurs fusées de 3 000 à 4 000 kilomètres de portée, de satellites artificiels — elle a pour elle le nombre, l'espace, la discipline, elle n'hésite pas à inculquer à ses enfants des vertus patriotiques, tenues ici pour de vieilles lunes. Ajoutez le pétrole dont elle dispose dans quelques années en énormes quantités, et vous avez toutes les composantes d'une « superpuissance » d'autant plus redoutable qu'elle paraît ne s'être en rien laissée corrompre par nos mœurs décadentes. Dans les pays de l'Est européen, y compris en Union soviétique, la société de consommation exerce une séduction que le pouvoir a d'autant plus de peine à combattre qu'il n'est pas sans l'éprouver lui-même : ce qu'il explique sans doute pour une bonne part ses constants appels à la vigilance idéologique et le refus répété d'une libéralisation à laquelle il est bien obligé, dans les faits, de donner quelques gages. La Chine, elle, a su demeurer frugale.

Dans la dialectique sans cesse renouvelée de la lutte entre Sparte et Athènes, c'est la milice — non plus l'U.R.S.S. qui désormais incarne Sparte. Or, quiconque a lu Thucydide ne peut manquer d'être frappé par la similitude existant entre les Etats-Unis d'aujourd'hui et l'Athènes d'autrefois. Ecoutez les fameux discours de Périclès : « Nous nous gouvernons dans un esprit de liberté, et cette même liberté se reflète dans nos rapports quotidiens, d'où la méfiance est absente... Telle est la puissance de notre cité que les biens de toute la terre y affluent. (...) Nous en arrivons à consommer les productions des autres peuples comme si elles étaient, autant que celles de l'Attique, notre bien propre... (2). On pourrait en citer des pages entières. S'ensuit-il que la défaite de l'Amérique par la Chine est inscrite dans les cartes comme celle d'Athènes par Sparte ?

Après avoir décrit, dans un livre qui vient de paraître (3), « le développement inévitable de son immense puissance industrielle et idéologique », et s'être

interrogé sur les choix — limités — qu'il ouvrira au Japon, Tibor Mende envisage pour la Chine trois destins possibles : « Devenir un univers introverti, renfermé sur lui-même (...), une civilisation capable d'enrichir l'expérience humaine en donnant au concept de développement un contenu universel de moralité sociale (...), succomber à la tentation la plus profonde et la plus permanente de l'histoire : modifier en sa faveur l'équilibre de la puissance mondiale ».

D'autres évolutions sont, certes, concevables. Les frères ennemis du communisme peuvent se réconcilier, encore que l'extrême inégalité de leurs conditions, qui est au centre de leur différend, rend cette hypothèse peu probable. Le régime peut succomber, sous la pression d'une partie de la population, à la tentation de l'« économisme », qui porterait un coup sérieux à son image de marque, sinon à sa puissance. La lutte pour la succession de Mao peut être dure, puisque aussi bien le « grand timonier » a dû se battre constamment pour demeurer au pouvoir. Teng Hsiao-ping, qui revient de loin — n'était-il pas le principal lieutenant de Liu Shao-chi, le « Khrouchtchev » chinois ? — possède, de l'avis de tous ceux qui l'ont rencontré, une personnalité forte, mais non les dons charismatiques d'un Mao ni le génie politique d'un Chou En-lai. Et il est déjà très âgé. Compte tenu de l'immensité du pays et de la vieille tradition des « seigneurs de la guerre », qui peut être sûr que les rivalités des généraux d'Alexandre ne remettront pas un jour en question l'unité de la Chine ?

Lorsqu'on est à la tête de la première puissance du monde, et que cette puissance provoque l'envie universelle, puisqu'elle rassemble et symbolise tous les privilèges attachés à la richesse, on ne peut pas cependant se rassurer avec des hypothèses optimistes. Il faut toujours se préparer pour le pire. Malgré l'admiration profonde qu'il éprouve pour Mao, le plus grand homme de ce temps, selon lui, avec de Gaulle et Chou En-lai, malgré le cynisme avec lequel les dirigeants de Pékin fléchissent pour mieux contrer les Soviétiques, avec les Etats-Unis des indications concordantes montrent que M. Henry Kissinger voit dans la Chine, à longue échéance, un adversaire plus redoutable que l'U.R.S.S. Et c'est ce qui expliquerait, autant que l'équilibre de la terreur, son appui délégué à la politique de détente, à laquelle il croit plus que jamais qu'il n'existe « pas d'alternative ». L'objectif, pour lui, serait de parvenir à une situation dans laquelle il n'y ait pas davantage de problèmes entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. qu'il n'y en a aujourd'hui entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. On n'en est certes pas là, mais on veut espérer. à Washington, que le développement même de la puissance chinoise conduira les dirigeants soviétiques à une profonde solidarité avec le monde occidental. C'est donc en parfaite connaissance de cause, en jouant en quelque sorte au billard, que M. Kissinger cajole une Chine dont il pense pourtant que la morsure pourrait être mortelle.

ANDRÉ FONTAINE.

Prochain article :

BALKANS D'EUROPE ET D'AILLEURS

LA CANNE A SUCRE

Un Bon Anonyme qui rapporte 10,50% en taux actuariel brut ? C'est le nouveau Bon à 5 ans de la Caisse d'Epargne de l'Eureuil.

Bons Anonymes de l'Eureuil.



Premiers jours de soldes

renoma

Hommes - Femmes

129 bis rue de la Pompe 75016 Paris

« Cette collection s'est imposée comme une des premières réalisations de l'édition française. »

« LE MONDE ».

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

ARTHAUD

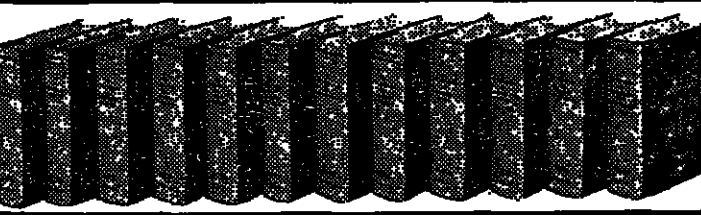
Art - Diffusion

vous présente en souscription dans une présentation de luxe en balacron noir

LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH

Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes



Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Egypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe moderne — La Civilisation de la Renaissance — La Civilisation islamique — Les Civilisations de l'Orient ancien — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime — La Civilisation de l'Europe des lumières — La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme — La Civilisation japonaise — La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :

La Civilisation hellénistique — La Civilisation chinoise — La Civilisation de l'Occident moderne — La Révolution industrielle du XIX^e siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle. CHAQUE VOLUME 700 à 900 PAGES — FORMAT 18 x 25 cm — RELIÉ 300 HELIOGRAPHES, CARTES ET PLANS. Souscrire à l'ensemble de la collection, c'est acquiescer sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION - 7, rue Page-Carpepentier, 75006 PARIS

M.
Rue
Commune
Désire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

Pour les hommes d'affaires qui veulent gagner du temps.

Air Afrique : vols directs.

Quand on a un carnet de rendez-vous chargé, on n'a pas de temps à perdre avec les changements d'avions. Air Afrique s'est attaché à répondre à cette préoccupation particulière des hommes d'affaires. Comme à tant d'autres...

Ainsi, 40 vols sans transfert ont lieu chaque semaine vers l'Afrique Noire. Aussi bien au départ de Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux, que de Rome, Genève et Paris. Vous verrez : quand votre secrétaire appellera votre agent de voyage, il lui indiquera toujours un

vol Air Afrique pour vous faire gagner du temps. C'est aussi pour ses vols directs qu'Air Afrique a la confiance des hommes d'affaires.

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

En association avec UTA et AIR FRANCE.

SEBIA

POLITIQUE

LE « RÉAMÉNAGEMENT TECHNIQUE » DU GOUVERNEMENT

Depuis mai 1974

CINQ DÉPARTS ET SIX ARRIVÉES

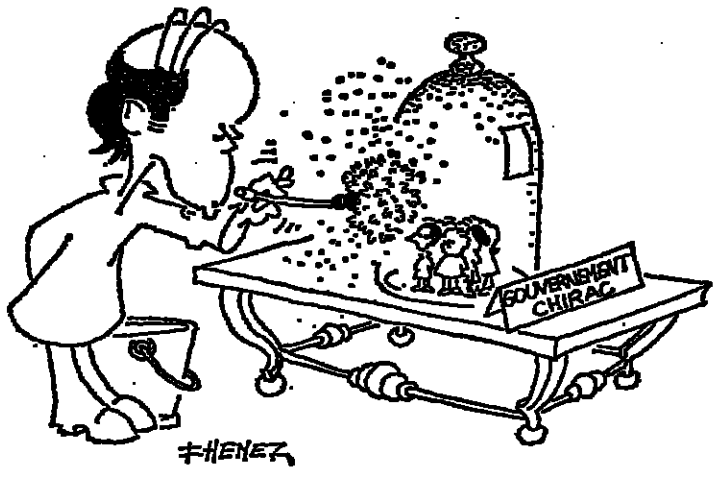
Constituée le 28 mai 1974 après la démission de M. Jacques Chirac, le gouvernement a été complété, le 8 juin, par la nomination des secrétaires d'Etat. Il a ensuite connu plusieurs légères remaniements.

Le 9 JUILLET, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ministre des affaires étrangères, a été remplacé par M. Jean-Pierre Godeaux. Le 16 JUILLET, M. François Giroud était nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine.

Le 22 JUILLET, M. André Fontel-Vinay, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs immigrés, donne sa démission, jugeant insuffisants les crédits prévus au budget de 1976 pour le logement des immigrés; il est remplacé par M. Paul Vigier.

Le 24 OCTOBRE, M. Roger Fondonson, élu sénateur du Pas-de-Calais, un mois auparavant (maison qu'il démissionne avant son entrée au gouvernement), renonce à son poste de secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique. Le 29 octobre, M. Gabriel Périot, jusqu'à secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie, chargé de l'environnement, lui succède; il n'est pas remplacé à l'évidence.

Le 31 JANVIER 1976, deux membres du gouvernement sont éliminés: M. Jean-Jacques Sautou, ministre de la défense, est remplacé par M. Yves Boncompagni; M. Pierre Leleu, secrétaire d'Etat aux ports et télécommunications, par M. Armand Achille-Fould. M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat, devient ministre du commerce extérieur. Deux nouveaux secrétaires d'Etat sont nommés: le général Marcel Bigard est chargé de la condition militaire et du service national auprès du ministre de la défense; M. Jean-François Deaulu reçoit pour mission, auprès du ministre de l'Agriculture, de mieux assurer la défense des intérêts français dans les négociations européennes.



(Dessin de CHENEZ.)

M. Giscard d'Estaing: il ne s'agit ni d'un changement ni d'un bouleversement

Après avoir reçu, dimanche matin 11 janvier, M. Jacques Chirac, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré: « Lorsque j'ai nommé les membres du gouvernement, le 28 mai 1974, sur la proposition du premier ministre et au lendemain de mon investiture comme président de la République, je me suis fixé à moi-même la date du début janvier 1976 pour procéder à un réaménagement technique de la composition du gouvernement. Pourquoi cette date? Parce que j'ai pensé qu'après un premier ensemble de réformes et après une période de vingt mois, il était utile de tirer les leçons du temps et de l'expérience.

« Les leçons du temps, en procédant à un réajustement de l'équipe gouvernementale. Les leçons de l'expérience, parce qu'au cours de ces vingt mois, un certain nombre de problèmes ont surgi, que certains questions ont pris un relief particulier.

« Nous allons donc procéder à un réaménagement technique du gouvernement. Il ne s'agit ni d'un changement ni d'un bouleversement. Ce n'est pas un changement, puisque le premier ministre conserve ses fonctions, et que c'est lui qui assure ainsi la continuité du gouvernement.

Ce n'est pas un bouleversement, parce que le plus grand nombre des ministres et des secrétaires d'Etat conserveront leurs attributions. C'est donc un réaménagement technique.

« Le gouvernement ainsi modifié sera rendu public demain lundi, à 18 heures, et siégera à la date habituelle, mercredi matin, à l'Elysée. Ses délibérations seront consacrées à la mise au point du programme gouvernemental pour le premier semestre de cette année.

Le chef de l'Etat a précisé, en réponse à une question, que dans la nouvelle équipe gouvernementale « la participation et les responsabilités des femmes seront non seulement maintenues mais encore augmentées ». Il a indiqué que la structure du nouveau gouvernement ne sera pas modifiée mais qu'il comportera de nouveaux secrétaires d'Etat, ce qui a-t-il dit, correspondra « à des tâches nouvelles et à de nouveaux thèmes de travail ».

M. Giscard d'Estaing a reçu ensuite à déjeuner MM. Jacques Chirac, premier ministre, Michel Fontel-Vinay, ministre de l'Intérieur, et Jean Lecanuet, garde des sceaux, dirigeants — en titre ou en fait — des trois principales formations de la majorité.

Le secret du roi

(Suite de la première page.)

Jadis, tous les quatre ou cinq mois, en moyenne, le ministère en place volait en éclats, faute d'avoir pu résoudre une affaire difficile, franchir un obstacle, répondre à une exigence de l'opinion ou du Parlement. A la faveur de la crise, les caciques du système négociaient à la fois la solution à mettre en œuvre, la composition de la majorité qui la voterait et celle du gouvernement qui l'appliquerait. A peine le dénouement était-il intervenu — le plus souvent l'échec était éloquent — les ministres étaient remis en question par l'une des parties, ou bien des faits nouveaux surgissaient qui reposaient le problème, ou encore les événements provoquaient un autre incident.

Pour tenter d'écarter ou au moins de retarder la crise, on remanait le gouvernement afin de réajuster la majorité et le partage des responsabilités aux nouvelles conditions du jeu. De crises échecs en replâtrages, on a vu des ministères, par exemple, de MM. Mendès France en 1954-1955, et Edgar Faure en 1955-1956 — réussir à éviter trois ou quatre fois la chute avant de faire la culbute. Si la IV^e République a compté vingt-cinq gouvernements en treize ans, elle a connu au moins deux fois plus de remaniements.

De nos jours, c'est toujours cette image de l'opération, conçue comme une manœuvre de défense et une tentative de sauvetage, qui continue à prévaloir. On interroge, sans cesse et souvent hors de saison, le président de la République et le premier ministre pour savoir s'ils envisagent de modifier l'équipe gouvernementale. Lorsque les démentis ne sont pas catégoriques, que le bruit se répand qu'ils songent en effet, les suppositions jaillissent, les éventualités s'échangent, les hypothèses vont bon train tandis que les ministres, réveillés, s'efforcent de faire valoir leurs mérites, que les secrétaires d'Etat volent au ras du sol comme les hirondelles avant l'orage. Que rien n'arrive et on entend, on lit bientôt dans la presse que le remaniement a été « une fois de plus » ajourné, qu'il a en somme échoué; l'opposition accuse le chef

de l'Etat de manquer d'autorité, de revenir aux mœurs corrides et à l'instabilité de la IV^e.

En réalité un remaniement aujourd'hui ne dépend plus de l'Assemblée ni de l'opinion, et pas même du premier ministre, mais du président de la République, et de lui seul. Il n'est plus défensif mais, au contraire, offensif. Des responsables, dont on juge qu'ils n'ont pas réussi, qu'ils se sont usés ou ont perdu leur capacité d'innover et d'agir, sont remplacés par d'autres qui, espère-t-on, manifesteront, au moins pour un temps, un dynamisme, une imagination, une vigueur plus grandes. Ce n'est plus la riposte à une menace, une réaction de sauvegarde, un aboutissement, mais, au contraire, le signal d'un nouveau départ. Surtout le remaniement qui s'inscrit dans une telle consultation. De toute façon, il n'est maintenant de sens que dans une stratégie d'ensemble à très long terme. Il ne prend plus en compte les variables parlementaires et autres qui le commandaient, il ne vise plus à gagner trois mois de sursis: il décide solitairement, il est calculé uniquement en fonction de la politique, de l'ambition et de la volonté de son auteur, dont le parcours est de sept ans.

Quand M. Giscard d'Estaing songe à remanier le gouvernement, il se soucie peu, comme on faisait naguère, de calculer quels ministères il convient d'écarter: tout au plus tient-il compte des élections partielles que certains départements entraîneraient. Il ne se préoccupe pas davantage du choix de ceux qui vont être nommés ou promus: il a toujours pour cela quelques noms sous la main, et bien plus qu'il n'en faut. Ces questions d'hommes et de femmes, l'ampleur et la nature de l'opération, découleront tout naturellement, à quelques détails près, de la stratégie arrêtée. Cette stratégie sera dictée entièrement par l'importance, la place et les conséquences du mouvement dans le déroulement, dans l'histoire du septennat. Tout est là.

En février, le président de la République aura accompli le quart — mais où déjà — de son mandat. Légèrement il n'a pas à faire face à une échéance électorale législative avant le printemps de 1978: les cantonales de 1976, les municipa-

les de 1977 ne sont, pour ce qui le concerne, que des périodes, instructives peut-être, mais qui ne sauraient être décisives. Il dispose donc en principe de deux ans, pendant lesquels la perspective du rendez-vous avec le corps électoral pèsera de plus en plus lourd.

Référendum et élections

A cette première donnée s'en ajoute une autre, en partie hypothétique, mais qui ne peut être négligée: l'éventualité d'un référendum sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. La querelle juridique et politique est vive sur ce thème. Ses éléments sont complexes. Le président peut parfaitement avoir son jugement sur l'opportunité d'organiser ou non une telle consultation. De toute façon, il lui est impossible, en l'état actuel du débat, de s'interdire par avance comme de s'obliger dès maintenant à y procéder.

Le troisième élément de réflexion qu'il lui a bien fallu faire entrer en ligne de compte, c'est l'hypothèse de la dissolution et d'élections législatives anticipées. M. Fournade a sans doute pu lui dire à peu près où en sera, selon toute vraisemblance, l'économie française et, par voie de conséquence, la situation sociale et psychologique intérieure dans six à huit mois, à l'automne 1976. Le ministre des finances est évidemment hors d'état de prédire à deux ans de distance l'évolution de nos affaires et de nos esprits. Si les indices de reprise se confirment, l'autisme peut n'être pas trop mauvais. Assez bon peut-être pour que la majorité ait de meilleures chances de l'emporter en 1978 qu'en 1977 ou 1979. Un tiers vaut mieux...

Et puis il y a le calendrier. L'Assemblée renouvelée à la fin de 1976, c'est cinq ans de plus pour le président. Cinq ans: c'est-à-dire que, s'il a, bien sûr, gagné la partie — mais c'est évidemment la seule issue qu'il veuille pour l'instant envisager — il aurait enfin les mains libres jusqu'au terme de son septennat, en mai-juin 1981. Il pourrait procéder aux réformes qu'il a promises et, qui sait, à l'élargissement de la majorité vers la gauche, à une large redistribution des cartes. Un nouvel échec électoral de l'opposition entraînerait dans ses rangs des découragements, des défections peut-être, et, à coup sûr, une relève à sa tête. De plus, l'élection présidentielle de 1981 serait suivie à quelques mois du renouvellement de l'Assemblée: la République sous la V^e République, voir les deux institutions issues directement du suffrage universel entrer en conflit et s'ouvrir ainsi la crise de régime, s'en trouverait considérablement atténuée. L'analyse, en faveur d'élections anticipées, est pour une fois assez fondée.

C'est voir loin: croit-on qu'un homme politique, dont la longue marche vers l'Elysée a duré seize ans, ait la vue courte? C'est tout cela qui est en jeu, bon gré mal gré, dans les calculs préalables au présent mouvement. Des élections législatives dans six mois, dans deux ans ou à mi-parcours? Un référendum dédicat en 1976 ou en 1977? M. Chirac et ceux qui l'entourent étant jugés plus aptes à gagner la partie si elle doit être jouée, un simple « réaménagement technique » suffira pour le moment.

La décision prise résulte de ces calculs. Il s'agit, en somme, de ne rien s'interdire, mais de ne s'obliger à rien en vertu d'une stratégie dont le secret est d'autant plus facile à garder qu'il n'appartient qu'à un seul, qu'il est le secret du roi.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

DANS LES VILLES DE PLUS DE TRENTÉ MILLE HABITANTS

Les élus socialistes préparent leurs nouvelles alliances pour les élections municipales

Réalisée en partie à Marseille, à peine amorcée à Lille, achevée à Nancy, Nice et Châtelleraut, la rupture des coalitions municipales réunissant socialistes, centristes et modérés annonce que la préparation des élections municipales de mars 1977 entre dans une phase active. Ces coalitions datent de 1971, c'est-à-dire d'avant la naissance du nouveau parti socialiste au congrès d'Épinay-sur-Seine. Après avoir confié leur destinée à M. François Mitterrand, les socialistes ont signé le programme commun de la gau-

che et ont pris l'engagement de ne s'allier qu'à des personnalités acceptant le contenu de ce document. Dans les municipalités des villes de plus de trente mille habitants où ils étaient minoritaires les élus socialistes ont été invités à se démettre ou à se constituer en groupe d'opposition au sein du conseil municipal. Ce fut le cas notamment à Nice, Nancy et Châtelleraut. La direction du P.S. a estimé qu'il ne lui appartenait pas de rompre les alliances passées en 1971.

Si des leaders comme MM. Defferre et Mauroy commencent à se séparer de leurs adjoints centristes et modérés, c'est simplement pour préparer leurs électeurs à un renversement d'alliances. Pour autant, rien n'indique actuellement qu'ils soient disposés à accepter la proposition du P.C.F. de constituer des listes d'union de la gauche. Ils peuvent se contenter de mettre en place des listes socialistes homogènes ou élargies aux seuls radicaux de gauche. — T.F.

MARSEILLE: l'U.D.R. reproche à M. Dijoud son « flirt » avec le P.S.

De notre correspondant

Marseille. — Après la décision prise par M. Gaston Defferre de retirer à quatre de ses adjoints — MM. Lombard (R.I.), Chelini (Centre démocrate), Agostini (Centre démocrate) et Goudreau (C.N.I.) — leurs délégations, le maire de Marseille a reçu, samedi 10 janvier, M. Jacques Rastoin, son premier adjoint depuis 1963, qui siège dans le même groupe politique que MM. Lombard et Goudreau. A l'issue de l'entretien, M. Gaston Defferre a précisé: « M. Rastoin m'a dit qu'il ne me rendait pas sa délégation et je lui ai répondu que je ne la lui retirais pas. Certains indépendants gardent leurs délégations et continueront à faire partie de la majorité municipale ».

M. Jean Chelini, vice-président du Centre démocrate, est revenu, pour sa part, dans le Midi, où, sur la rupture intervenue en déclarant: « Désormais, la situation est claire, et l'on trouve d'un côté le maire de Marseille qui organise ses alliances avec les communistes et de l'autre les démocrates et les indépendants regroupés dans la nouvelle majorité présidentielle qui ont pour préparer, avec le sérieux qui a toujours caractérisé leur action, les municipales de 1977 ».

Quant à M. Marcel Fajot, député apparenté U.D.R. des

Bouches-du-Rhône, il a expliqué: « Le dernier incident du conseil municipal de Marseille est un écho total pour la politique de rapprochement avec les socialistes que M. Dijoud a tenté vainement ».

« Le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés comprendra, les Provençaux le souhaitent, qu'il ne faut pas se tromper d'adversaires et que le parti socialiste, allié aux communistes, reste l'adversaire irréductible de la politique française que dirige le président de la République ».

Enfin, M. Georges Lascarino, secrétaire fédéral du parti communiste, écrit notamment dans la Marseillaise: « Nous avons toujours dénoncé l'alliance du parti socialiste et de la réaction à la direction de la ville de Marseille, et particulièrement depuis la signature du programme commun. Cette alliance est encore mieux apparue inadmissible depuis que les alliés du parti socialiste ont rejoint la majorité présidentielle. (...) Le retrait de pouvoirs à quatre adjoints n'est pas la fin de cette alliance socialo-réactionnaire. L'intérêt de la population marseillaise et du mouvement démocratique serait l'occupation par le parti socialiste de la position faite par le parti communiste français: prendre l'engagement de réaliser dans les villes de plus de trente mille habitants, dès le premier tour de scrutin pour les élections municipales, une liste d'union de la gauche sur la base d'un programme municipal s'inspirant du programme commun de gouvernement ».

LILLE: M. Mauroy pourrait suivre l'exemple de M. Defferre

De notre correspondant

Lille. — La décision de M. Gaston Defferre, maire de Marseille, de retirer leurs délégations à quatre de ses adjoints indépendants et centristes a été accueillie à Lille. Le parti communiste s'est aussitôt empressé de poser la question: « Les élus socialistes des grandes villes du Nord seraient-ils en mesure de faire rapport à ceux de Marseille? »

En fait, le même problème est posé à Lille, mais dans des conditions quelque peu différentes. La décision de M. Gaston Defferre qui était d'ailleurs parfaitement en accord de ce qu'il se prépare au conseil municipal de Lille — est intervenue sur le vote d'une motion et ne concerne qu'une partie de ses alliés locaux ayant rejoint la majorité présidentielle. M. Pierre Mauroy, le maire socialiste de Lille, n'entend pas saisir ou provoquer une occasion pour clarifier les choses. Il souhaite prendre sa décision en faisant partager à l'ensemble du conseil municipal son analyse politique.

Le conseil municipal de Lille est composé de vingt-six socialistes, six indépendants C.N.I., parmi lesquels deux adjoints, MM. Gustave Rombaut et Jean Huot, quatre radicaux de gauche et un conseiller sans étiquette. En vue de la préparation des élections municipales de 1977, la stratégie d'union de la gauche impose à M. Pierre Mauroy de prendre ses distances avec ses six conseillers indépendants. Le 23 décembre dernier, il a reçu leur leader, M. Gustave Rombaut, afin de lui faire part de ses intentions en l'invitant, lui et ses amis, à tirer les conclu-

sions logiques de leur ralliement à la majorité présidentielle. Les indépendants, de leur côté, font valoir qu'ils restent fidèles au conseil municipal, que les socialistes en 1971 et que leur participation aux affaires municipales s'est déroulée tout à fait normalement. Ils ne souhaitent pas, en tout cas, abandonner leurs responsabilités au sein de l'équipe communale. On en est là.

Mais la décision ne tardera plus. Il se peut que M. Mauroy soit amené, lui aussi, à retirer leurs délégations aux deux adjoints indépendants. Une réunion extraordinaire du conseil municipal est prévue à ce sujet.

VIE POLITIQUE DANS LE VAL-DE-MARNE

A Créteil, le jeudi 8 janvier, a été inauguré par M. G. de Bremond d'Arès le club Perspectives et Réalités Val-de-Marne. Il est présidé par M. J.-C. Attuel, en présence de nombreux élus du département, particulièrement MM. Manchon, Nectoux et Fournier.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

DORDOGNE: Lalinde (1^{er} tour).

Inscr., 2.237; vot., 1.695; suffr. expr., 1.647. MM. Bernard Gouzet, P.S., 991 voix; ELU; Jean-Pierre Aubert, cent. dém., 436; Jean-Marie Lagarde, P.C., 220.

(Il s'agit de pourvoir au siège à la suite du décès du maire et conseiller général sortant, Marcel Ventnat, réformateur. Sur les dix-neuf conseillers municipaux, seize ont soutenu M. Aubert.)

NORD: Montigny-en-Ostrevent (1^{er} tour).

Inscr., 2.144; vot., 1.488; suffr. expr., 1.450. E. d'union. M. Honoré, soutenu par le conseil municipal, favorable à la majorité, 768 voix; ELU; François Micalet, union de la gauche, 682; soutenu par le P.C.F., 682.

(Il s'agit de compléter le conseil municipal après le décès du maire sortant, favorable à la majorité, Raymond Honoré, dont le fils a été élu à l'occasion de cette élection partielle. En 1971, la liste d'union démocratique et socialiste, conduite par Raymond Honoré, avait obtenu les 23 sièges à pourvoir avec un nombre de voix compris entre 924 et 837, contre la liste d'union démocratique, moderne et sociale, dont les candidats avaient recueilli entre 513 et 473 suffrages sur 1.869 inscrits et 1.414 suffrages exprimés.)

SEINE-ET-MARNE: Meaux (1^{er} tour).

Inscr., 19.730; vot., 7.897; suffr. expr., 7.671. MM. Jean Lion, P.S., 3.168 voix; Charles Broquier, sans étiqu., soutenu par la majorité, 2.387; Jean-Pierre Patron, P.C., 1.433; Pierre Dupuis, soutenu par le C.N.I., 703. Il y a ballottage.

(Il s'agit de compléter le conseil municipal afin que celui-ci élise un nouveau maire, après la démission pour raison de santé du maire sortant, M. Guy Millot, ind., qui continue toutefois de siéger au sein de l'assemblée communale. Un poste restait à pourvoir, celui de M. Daniel Lambert, qui avait donné sa démission de conseiller municipal le 21 novembre 1972.)

En mars 1971, les résultats du premier tour avaient été les suivants: Inscr. 18.374; suffr. expr., 19.872. Union républicaine conduite par M. Millot, adj. du maire sortant, M. Bouvin, qui ne se représentait, pas et composée de mod., de soc., d'ind. et de centristes, 4.689 voix; liste de la majorité, composée de R.I., d'ind. et de Centre dém., 3.135; liste d'union de la gauche, composée de P.C., C.N.I., soc. et div. g., 3.848. Au second tour, sur 16.266 inscrits, 19.882 suffrages exprimés, la liste de M. Millot avait emporté les trente et un sièges avec 4.598 voix contre 3.263 à la liste de la majorité et 3.919 à la liste d'union de la gauche.)

هكذا من الأصل

L'EXPRESS

1 MILLION D'EXEMPLAIRES

La victoire totale et définitive du stalinisme est une probabilité. Telle est la démonstration que nous livre Jean-François Revel dans « La Tentation totalitaire », qui paraît cette semaine en librairie et à laquelle L'EXPRESS consacre — pour la première fois depuis « Vivre, demain » — un numéro entier.

Tolstoï nous souffle pourquoi il faut écouter Revel. Dans « Guerre et Paix » il écrit : « A l'approche du danger, il y a toujours deux voix qui parlent avec une force égale dans l'âme humaine. L'une, très raisonnablement, dit à l'homme de regarder froidement la nature du danger et de recenser les moyens de ne pas y succomber. L'autre, plus éloquentement encore, lui suggère qu'il est par trop pénible, et déprimant, de s'obséder sur le danger, que le cours des choses dépasse la volonté individuelle, qu'il y a une sorte de fatalité du destin, que les moyens d'y échapper ne sont pas à portée humaine ; qu'il vaut donc mieux vivre sa vie et laisser aller. Dans la solitude, l'homme, le plus souvent, est capable d'entendre la première voix qui l'alerte, et l'éveille. Mais, en société, c'est généralement la seconde qui domine et l'emporte. »

Tolstoï a eu si souvent raison... qu'il faut mettre Revel entre toutes les mains, et donner sa chance à « la première voix ». Non pour dicter une ligne ou une politique, mais pour que le débat s'ouvre, s'élançe, et que — immense et nécessaire ambition — l'homme choisisse son destin en connaissance de cause, conscient du danger, de toutes les formes du danger, les yeux ouverts.

Ce numéro spécial de
L'EXPRESS

est en vente partout aujourd'hui

IRNEMENT

le roi

Les élections de 1977 ne sont, pour la France, que des élections locales. Elles ne concernent pas le pouvoir, mais elles ont une importance capitale. Elles sont le premier pas vers la démocratie. Elles sont le premier pas vers la liberté. Elles sont le premier pas vers la justice. Elles sont le premier pas vers la paix. Elles sont le premier pas vers la vie.

Référendum et élections

A cette première étape, il faut ajouter une autre : la tenue d'un référendum. Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

Le référendum est une forme de démocratie directe. Il permet au peuple de se prononcer sur les questions les plus importantes. Il permet au peuple de choisir son chef. Il permet au peuple de choisir son avenir. Il permet au peuple de choisir sa destinée. Il permet au peuple de choisir sa vie.

REPERTAIRE
LE MENIS
DU CEREAL

L'institution militaire à travers la presse du P.C.F. et du P.S.

de l'armée et se prononcent pour une discipline militaire. Dans la « Nouvelle Revue socialiste », M. Maurice Benassay s'en prend à la politique européenne du chef de l'État, et, dans « l'Unité », M. Jean-Pierre Chevènement considère qu'il s'agit de créer dans l'armée, comme dans le reste de la société, un rapport de forces favorable à la gauche.

existent, comme le prouve l'expérience du Chili et du Portugal. Et si la coexistence pacifique a fait des progrès décisifs, l'impe-

« (...) Nous sommes bien d'accord que, du fait de son caractère particulier, l'armée ne sera jamais une école de vieillesse. La

pour nous, de cellules communistes de soldats, de syndicats de soldats : nous condamnons les provocations gauchistes irresponsables et antimilitaristes, dont nous avons d'ailleurs été témoins.

VOUE SOCIALISTE : « Les rapports hiérarchiques exploitent et exploités et déjà nous savons qu'une grande partie de l'armée par obligation technique est nécessairement une armée de métier, nous ne pouvons pas nous permettre (les provocations), tout ce qui conduirait à une armée strictement de métier. »

(1) C'est avec sympathie que nous observons les protestations d'Alexandre Dumas, de Diderot, de Michel Debré, de Michel Job, du général De Gaulle, qui craignent de voir la France se dissoudre dans le bled aztèque. Les républicains parlent à nouveau haut et fort, même militarisement.

pour, enfin, mais qu'il nous rende compte de la situation économique, du rôle de la bourgeoisie, du rôle de la classe ouvrière, de la classe moyenne, de la classe paysanne, de la classe des petits bourgeois, de la classe des intellectuels. Seule la gauche représente l'avenir des Français, mais aussi la pérennité et l'avenir de la France, parce qu'elle nous donne à tous les moyens de vivre plus au service du capitalisme, étranger ou national, et donc les intérêts ne coïncident pas. Seule la gauche peut donner à la collectivité nationale tout entière la maîtrise de son devenir.»

» Force d'intervention peu nombreuse, mais extrêmement mobile. Force nucléaire, enfin, directement rattachée à travers un commandement unique à l'Etat-major.

● **M. Christian Galaxi**, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, a signé, samedi 10 janvier, des ordonnances de mise en liberté, avec contrôle judiciaire, en faveur de MM. Dominique Pucciarelli et Igor Mondo, âgés respectivement de vingt et un et de vingt ans, étudiants italiens de Lyon écroués depuis le 12 dé-

cembre. Le premier avait été interpellé à la frontière franco-suisse de Pougny (Ain), dans une voiture qui contenait des tracts et affiches antimilitaristes. Le second était hébergé, comme lui, à Lyon, par une commerçante, propriétaire de la voiture interceptée. Sur les quarante-sept personnes inculpées pour participation à une entreprise de désarmement d'armes de guerre, dix

● **La Société Saint-Luc**, association amicale des élèves et anciens élèves de l'École spéciale militaire de Saint-Yves, a élu pour 1934, une lettre au président de la République, où l'action du gouvernement soit poursuivie contre les «*conservateurs*» et les «*réactionnaires*». Cette association demande, d'autre part, à ses adhérents de rester «*partisans*» et de se «*garder de faire*» des «*excesses de zèle*», car les «*tensions artistiques dégénèrent en conflit politique*».

*** Abonnements individuels.** — Bulletin et cahiers : 60 F; bulletin postal : 30 F. Chèques bancaires ou postaux au nom de la Fondation Adolphe Bloch, réf. C/54 GSD. Correspondance : Alain Jora, GSD, KRSS, 154, rue de Varennes, 75007 Paris.

Environ deux cents membres du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes) se sont réunis, les 10 et 11 janvier, à Carrelles (Val-d'Oise), pour un colloque sur l'éducation et lutte de classes. L'originalité de cette rencontre — à laquelle participaient environ quatre cents enseignants, mais aussi des éducateurs et des animateurs, des étudiants, des militants d'associations d'éducation populaire, etc. — a été de chercher à définir, face à l'« idéologie dominante », des réponses socialistes qui prennent compte l'ensemble des facteurs qui concourent à l'éducation de l'individu, et pas seulement l'école.

se associations à but lucratif
égales.

Dans un domaine aussi vaste —
tôt, comme l'a noté M. Guyard,
la lutte des classes est absente »,
— les militants du CERES sont
confrontés aux difficultés de « l'ac-
tion de masse ». Ils estiment, en
effet, que les syndicats d'enseignants
renient généralement « des actions
de type corporatif ». D'autre part,
ils parlent de gauche, et singulière-
ment la part sociale, lui-même, ont
négligé ce secteur ».

Le corporatisme des syndicats

Les membres du CERES sont donc
invités à militer activement à l'Inté-

des organisations syndicales enseignants ou d'étudiants pour passer du corporatisme à l'action politique » et à l'intérieur du P.S. pour que celui-ci « ait un projet dans le domaine éducatif et celui de la vie idéologique ». M. Jean-Pierre Havemann, député de Belfort et leader du mouvement, a rappelé, en conclusion, que les luttes diverses ne mènent les militants doivent être « reliées à la perspective du combat anti-capitaliste ».

Celui-ci passe par deux « stratégies » : la victoire de la gauche et l'application du programme commun, d'une part; le contrôle des diverses institutions par les travail-

... et les usagers dans la perspective autogestionnaire, d'autre part la faiblesse du programme commun dans le secteur de l'éducation a été remarquée dans nombre d'interventions. Quant aux formes du contrôle, la réflexion entreprise à Barcelone sera poursuivie, afin d'aboutir à un ensemble de propositions concrètes, soit pour l'action immédiate, soit pour la période de *transition* — après l'éventuelle victoire de la gauche. Le CERES s'attache à ce moment à un « *bond en avant de la lutte des classes* » qui permettrait les transformations souhaitées.

ions, pour généreuses et révolutionnaires qu'elles soient, sont apparues bien souvent utopiques, y compris à des participants au colloque. M. Jean-Pierre Chevènement, même, en conclusion, a déclaré qu'il fallait « se garder d'une certaine naïveté ». Il est vrai que l'esprit radical qui soufflait à Sarcelles pourra être largement tempéré dans les instances du P.S. et les discussions de gauche.

YVES AGNÈS

A Nantes

... à une centaine de milliers d'étudiants de l'I.U.T. à l'interieur duquel se situait au même moment un colloque à l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut. La manifestation, qui comprenait surtout des débats et des conférences, a été interrompue par des manifestations de grève qui se sont déroulées à Nantes — en droit, sciences, lettres et sciences économiques — ainsi que les élèves de l'I.U.T., était destinée, notamment, à promouvoir le thème du second cycle universitaire proposée par M. Jean-Pierre Lissou, secrétaire d'Etat aux universités, et récemment amendée

ment supérieur et de la recherche (le Monde du 10 janvier), ainsi que pour réclamer la reconnaissance du diplôme universitaire de technologie dans les universités collectives.

Le local de l'UNEF-Unité syndicale a, d'autre part, été placé dans la nuit de vendredi 9 à samedi 10 janvier par des inconnus. Plusieurs assemblées générales d'étudiants sont prévues pour lundi 12 janvier.

DOMINIQUE DHOMBRES.

es internes-journaux dont l'objectif
 us les hommes de toutes les
 ricaine et vous permettra
 destinations :
 ique...

A renvoyer
 016)
 3

Je désire recevoir votre documentation
 Nom Adresse

FAITS DIVERS

L'enlèvement de M. Louis Hazan

L'UN DES RAVISSEURS PRÉSUMÉS EST TUÉ PAR UNE EXPLOSION SUR UN PARKING DE LA VILLETTE

L'affaire de l'enlèvement de M. Louis Hazan, le président-directeur général de Phonogram, a connu, dans la soirée du vendredi 8 janvier, un nouveau rebondissement : l'un des participants présumés au rapt de l'industriel, M. Michel Gobbet, vingt-sept ans, demeurant 14, rue Lahire, à Paris (13^e), a été tué sur le parking de l'ancien marché aux bestiaux de La Villette dans l'explosion d'une fourgonnette.

Les circonstances exactes de la mort du jeune homme ne sont pas connues de manière précise, les rares témoignages recueillis apparaissant contradictoires. On ne peut notamment dire si M. Gobbet a été tué par un engin qu'il manipulait à l'intérieur de la camionnette ou si le véhicule était piégé, déclenchant une explosion au moment où il ouvrait la porte arrière. Le corps de M. Gobbet a été projeté à plusieurs mètres par la déflagration.

« Des peines exemplaires »

Selon le commissaire divisionnaire Pierre Ottaviani, chef de la brigade criminelle, on a découvert dans le véhicule des documents accréditant l'idée que M. Gobbet avait participé au rapt de M. Hazan. « C'est très certainement la « Michel » dont a parlé M. Louis Hazan dans le récit de sa séquestration, a ajouté le policier. C'était un ami de Jacques Prévert, l'ancien conjuré du Petit-Clamart qui avait loué cette maison et qui assurait la garde de M. Hazan avec deux autres hommes de main. »

D'autre part, dans une intervention au cours de l'émission de France-Inter « 12-14 » du 10 janvier, à laquelle participait M. Hazan, le garde des Sceaux, M. Jean Lecanuet, a déclaré que « dans des affaires de prises d'otages, tout sera mis en œuvre, sauf cas exceptionnels, pour empêcher le versement des rançons. Je crois, a-t-il poursuivi, que des peines exemplaires seront un élément de dissuasion important. Aussi, la justice fera des efforts pour rendre des peines très sévères ».

LA CATASTROPHE DE LIÉVIN

Il y a des risques impossibles à éviter
déclare le directeur des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais

De notre correspondant

Lille. — Pour la première fois depuis l'explosion qui tua quarante-deux mineurs à Liévin (Pas-de-Calais) le 21 décembre 1974, M. Max Hecquet, directeur général des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, vient de faire part de ses propres conclusions.

Les déclarations de M. Hecquet s'appuient essentiellement sur le rapport du service des mines, qui, a-t-il dit, a fait un travail scientifique extrêmement sérieux. M. Hecquet souligne tout d'abord que ce document, dont le parquet a pu prendre connaissance en octobre 1975, n'a pas été remis officiellement aux Houillères, mais, ajoute-t-il, « nous avons travaillé en liaison suffisamment étroite avec le service des mines pour connaître les conclusions dans le domaine technique ».

Le rapport démontre, selon M. Hecquet, que l'explosion n'a pu se produire qu'en deux points précis, et seulement en ces deux points : « En l'un des points existait une cause d'allumage, alors qu'en l'autre l'élément d'un flexible aurait pu provoquer cet allumage. On en a déduit que la cause la plus probable de la catastrophe est la rupture de la bourse, on peut dire qu'à l'origine de l'accident on ne trouve aucune infraction au règlement général d'exploitation des mines ».

Fourrés, M. Hecquet note que « le système de neutralisation des poussières par schistification s'est montré insuffisant. C'est à mon avis, ajoute-t-il, la leçon la plus importante que nous puissions tirer de cette enquête. D'ailleurs, dès à présent, des mesures ont été prises pour renforcer notre défense dans ce domaine ».

La question posée alors est celle-ci : « Dans l'état actuel de la technique, peut-on supprimer tout risque ? »

M. Hecquet répond : « On doit s'efforcer de réduire les risques, mais il est pratiquement impossible de les supprimer. Si on voulait supprimer les risques, il faudrait prendre des mesures qui

équivalaient à la fermeture des mines. Alors le problème est de savoir quels risques il est raisonnable de prendre en face de l'intérêt économique et social que présente l'exploitation des mines. C'est aux pouvoirs publics qu'il appartient de dire si les avantages que la nation retire de l'exploitation des mines valent que certains risques soient subis. Mais, à partir du moment où la décision est prise au niveau national d'assurer l'exploitation d'un puits, ceux qui ont la charge de cette exploitation ne peuvent être tenus responsables que de leurs erreurs ou de leurs négligences, mais jamais, comme on l'a dit un peu vite, d'une situation de risque que, dans l'état actuel de la technique, il est impossible d'éviter ».

● L'accès descriptif du groupe Les Trois Ménestrels, qui avait avoué avoir tué l'un des chanteurs du groupe, leur impresario et un de leurs amis, a également reconnu qu'il était accompagné de deux jeunes gens âgés de dix-neuf ans, ce qu'il avait nié jusqu'alors. La police serait toujours convaincue que ces deux jeunes gens n'ont eu aucun rôle dans la tuerie.

● Tadek Radzadz, l'un des auteurs présumés de l'agression — avec prise d'otages — commise le 8 septembre dernier à l'agence du Crédit Industriel et Commercial de l'avenue de Breteuil, a tenté de s'évader avec un autre détenu de la prison de Fleury-Mérogis, pendant la nuit du 9 au 10 janvier. Les deux hommes ont été surpris par les surveillants alors qu'ils s'apprêtaient à franchir le mur d'enceinte à l'aide d'une corde.

● Début d'incendie au musée du Louvre. — Dimanche 11 janvier, vers 14 h 30, un début d'incendie s'est produit au musée du Louvre. Les dégâts sont insignifiants : seules quelques planches exposées dans l'escalier Henri-IV de la tour Carrée ont brûlé. Les pompiers — précédés de peu M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture — n'ont eu aucun mal à maîtriser le sinistre, dont les causes ne sont pas encore connues.

A Vigneux (Essonne)

LA FOULE A VOULU LYNCHER LE MEURTRIER DE M. ET MME FAYE

Afin de procéder, samedi 10 janvier, à la reconstitution du meurtre des époux Faye, égorgés le 27 décembre dernier (Le Monde du 1^{er} janvier) dans leur boulangerie, à Vigneux (Essonne), la police a dû protéger le meurtrier présumé contre la foule qui voulait le lyncher.

M. Mohamed Yahiaoui, vingt-cinq ans, de nationalité tunisienne, qui a avoué être l'auteur du crime, — il avait volé une caisse contenant 15 000 francs — a été conduit dans le fourgon de la police jusqu'à la cour de la boulangerie, place Anatole-France, tandis qu'un cordon d'une cinquantaine de policiers s'installait autour de la petite place.

M. Yahiaoui a été conduit pendant trois heures par quelque quatre cents personnes qui criaient : « A mort ! », « Lâchez-le nous, nous rendrons justice nous-mêmes ! » et « Pas de permission, la guillotine ! ». Un homme, qui portait un couteau à cran d'arrêt, a été interpellé.

A Propriano

QUATRE PERSONNES BLESSÉES DANS UN ATTENTAT AU PLASTIC

Deux plasticiens ont été communiés pendant la nuit du 11 au 12 janvier à Propriano en Corse. Le premier visait l'appartement de M. Martin Duval patron-pêcheur à Propriano. L'explosion de la charge, qui avait été placée sur la fenêtre de l'appartement, a blessé le gendre de M. Duval, son épouse et ses deux enfants ; Mme Varchetta, la plus gravement atteinte, a dû être hospitalisée à Ajaccio.

Le second attentat a été commis contre un hangar à bateaux appartenant à M. Bernard Schoellman. La charge avait été lancée d'une automobile en marche ; les dégâts sont assez importants.

Les deux attentats n'ont pas été revendiqués.

● Un attentat à l'explosif a été commis près de Ghisonaccia, en Corse, le samedi 10 janvier, contre les bâtiments d'une entreprise de cartilage dont le propriétaire, M. Christian Peysserand, est un rapatrié d'Algérie.

JUSTICE

L'ensemble des organisations d'avocats demandent la révision des décrets sur la procédure civile et le divorce

L'ensemble des organisations professionnelles d'avocats, réunies samedi 10 janvier au sein de l'Association nationale du barreau (Confédération des bâtonniers, Association nationale des avocats de France, Fédération nationale des unions de jeunes avocats, Rassemblement des nouveaux avocats de France, Syndicat des avocats de France,

Union nationale des avocats), « proclament leur solidarité totale avec tous les barreaux en grève et approuvent, en les félicitant, ceux qui ont pris l'initiative du mouvement de protestation ».

Le communiqué commun indique également que ces mouvements « recommandent à l'ensemble des barreaux de France de suivre l'exemple d'actions qui tiennent de leur être données » et « décident d'agir en commun à l'égard du pouvoir pour obtenir l'abrogation, dans les décrets sur la procédure civile et la procédure de divorce des dispositions qui portent atteinte aux garanties fondamentales des citoyens ».

Ces associations professionnelles « invitent tous les avocats à participer le 17 janvier 1976, à 14 h, au point de justice de Paris, à une réunion nationale de protestation ».

Le décret relatif à la procédure de divorce n'a été publié, au « Journal officiel » du 3-5 décembre, que trois semaines avant son entrée en vigueur. Les avocats paraissent donc fondés à se plaindre du peu de temps qui leur a été laissé pour en prendre utilement connaissance. L'argument est moins vrai pour ce qui concerne le nouveau code de procédure civile. Il a lui aussi été publié au « Journal officiel » du 3-5 décembre, pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1976. Mais, dans sa quasi-totalité, il ne faisait que réviser des textes plus anciens, en date notamment des 28 août et 20 juillet 1972, et 9 septembre 1971. De sorte que ce mouvement de protestation apparaît plutôt, aux dires mêmes d'un président d'association, comme « la grève d'un avocat qui aurait fait débiter le vase » des rancœurs du barreau, convaincu que l'on recherche sa perte, ou au moins sa soumission, aux conceptions des technocrates de la chancellerie. — Ph. B.]

● Un Comité de liaison des barreaux bretons a été créé, samedi 10 janvier, lors de la réunion à Pontivy des cinq barreaux de l'Ouest (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan) à propos des textes de procédure dont la publication est jugée tardive par l'ensemble des avocats (Le Monde du 11-12 janvier). Le Comité mettra « en œuvre les mesures les plus énergiques dans le cas où les modifications demandées ne seraient pas apportées le 1^{er} mars au plus tard ».

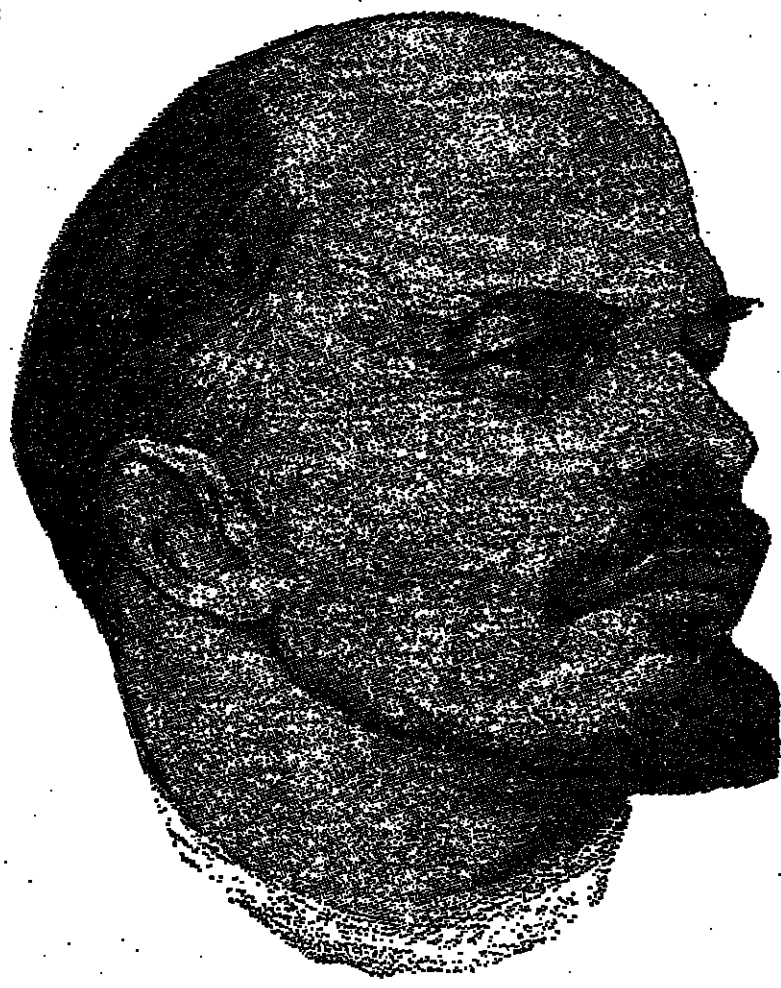
POLICE

Les rapports entre le S.D.E.C.E. et la C.I.A.

M. GEORGES FILLOUD DEMANDE AU PREMIER MINISTRE LA RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN COMITÉ SECRET.

Dans une question écrite au premier ministre, M. Georges Filloud, député de la Drôme (P.S.), s'interroge sur les révisions parues récemment dans le Washington Post au sujet d'une « coopération » existant entre la C.I.A. américaine et le service de contre-espionnage français (Le Monde du 27 décembre 1975).

Faisant observer que « le S.D.E.C.E. emploierait des méthodes équivalentes à celles de la C.I.A. et utiliserait ses services américains à poursuivre son action dans de nombreux points du globe », et « compte tenu des graves accusations portées contre ce service américain », M. Filloud demande au premier ministre « de bien vouloir lui faire connaître s'il n'estime pas indispensable de faire une déclaration devant l'Assemblée nationale au sujet de la coopération existant entre le S.D.E.C.E. et la C.I.A. au sujet des méthodes employées par ces deux services ». Les activités du S.D.E.C.E. étant en principe couvertes par le secret de défense nationale, il lui signale que « cette déclaration pourrait être faite devant l'Assemblée nationale en comité secret, conformément à l'article 51 de son règlement ».



LENINE
œuvres
complètes

**Rosa LUXEMBURG...
TROTSKY...
MAO TSE TOUNG...
CHE GUEVARA...
MARCUSE...**

Oui, mais...

Il n'est guère possible, avec l'intense confrontation idéologique actuelle, de ne pas se reporter aux sources des idées révolutionnaires de notre temps. Le Livre Club Diderot vous propose les Œuvres Complètes de Lénine, qui permettent de restituer les écrits du grand philosophe dans leur contexte et de mieux en apprécier la dialectique à laquelle se réfèrent tous les penseurs modernes du 20^e siècle.

RENSEIGNEZ-VOUS GRATUITEMENT

Il vous suffit pour être documenté plus complètement, de retourner le bon ci-dessous à :

LIVRE CLUB DIDEROT

146, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS

Je désire être documenté gratuitement sur les Œuvres Complètes de Lénine.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____ M.

Souscrire à cette édition des Œuvres Complètes répond au besoin impérieux que nous avons de connaître en profondeur, à travers les événements qui ont précédé et suivi la Révolution d'Octobre, la pensée de Lénine.

Clarté, précision, dépouillement du style, théorie et action mêlées éclairent cette œuvre de toute une vie d'une implacable logique.

Un texte essentiel à la compréhension de notre époque.

PRESENTATION

- Les volumes sont publiés dans l'ordre chronologique
- Composition dans une typographie claire et aérée qui en facilite la lecture
- Illustrations et reproductions de documents en fac-similé
- Format pratique (135 x 205)
- Reliure plein Balafor sous couvre-livre
- Trancheffe, signet et jaquette rhodoïd

LA FRANCE BA

LE FLAIR ET

FRANCE B - PAYS-BAS (71 à 6)

Une bonne propagande sur la terre du football

Galaxy et Comarant

P.M. SOUTHERLAND

Les ré

Football

COUPE DE FRANCE

1^{er} tour (16-17)

2^e tour (18-19)

3^e tour (20-21)

4^e tour (22-23)

5^e tour (24-25)

6^e tour (26-27)

7^e tour (28-29)

8^e tour (30-31)

9^e tour (32-33)

10^e tour (34-35)

11^e tour (36-37)

12^e tour (38-39)

13^e tour (40-41)

14^e tour (42-43)

15^e tour (44-45)

16^e tour (46-47)

17^e tour (48-49)

18^e tour (50-51)

19^e tour (52-53)

20^e tour (54-55)

21^e tour (56-57)

22^e tour (58-59)

23^e tour (60-61)

24^e tour (62-63)

25^e tour (64-65)

26^e tour (66-67)

27^e tour (68-69)

28^e tour (70-71)

29^e tour (72-73)

30^e tour (74-75)

La région parisienne

Épreuve de force entre le ministre de l'équipement et les élus

Le péage sur l'autoroute de l'Est : un précédent hasardeux

MALGRE l'hostilité générale des élus locaux, le ministre de l'équipement ne semble pas disposé à revenir sur le principe de l'installation du péage sur les nouvelles autoroutes urbaines qui a été retenu par un conseil ministériel du 17 avril 1975. Ainsi l'autoroute de l'Est (A 4) sera à péage aux portes de Paris (« le Monde » daté 15-18 juin 1975). Le ministre de l'équipement et la préfecture de la région parisienne cherchent actuellement les moyens de faire appliquer cette décision impopulaire. Parmi les mesures envisagées, la création d'un organisme régional de financement des autoroutes qui serait alimenté par le produit des péages.

« Faut-il construire des autoroutes ou non ? » Le ministre de l'équipement ne serait pas lui-même s'il répondait à cette question par la négative. Mais comment procéder lorsqu'on a l'ambition de rallonger chaque année de 500 à 600 kilomètres le réseau autoroutier français ? « Nous ne pouvons y parvenir par des moyens budgétaires », déclare le ministre. Nous disposons grosso modo de 1 milliard de francs par an pour les autoroutes alors qu'il nous faudrait quatre à cinq fois plus. Le péage est notre seul moyen pour trouver les fonds qui nous manquent. D'ailleurs, son principe est admis par tout le monde sur les autoroutes de rase campagne.

Pourqu'on étende le péage aux autoroutes urbaines de déviation ? « Parce que le kilomètre d'autoroute construit en zone urbaine coûte dix fois plus cher que le kilomètre tracé au milieu des champs. Les 40 kilomètres qui séparent Paris de Poissy (Yvelines) ou de Meaux (Seine-et-Marne) représentent la même dépense que la totalité de l'autoroute Bordeaux-Narbonne. En moyenne, un kilomètre d'autoroute urbaine revient à 50 millions de francs. Le péage est encore plus nécessaire dans les zones urbaines car il dissuade les automobilistes d'emprunter des autoroutes à la limite de la saturation. Hélas ! c'est aussi dans ces zones qu'il est le plus contesté parce qu'on a commis l'erreur de le repousser à 35 kilomètres de Paris. »

Les circonstances ont changé

Porte de ces principes, les services de l'équipement ont cherché où les appliquer en région parisienne. Les 22 kilomètres de l'A 4 qui séparent Paris de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée coûteront 1,5 milliard de francs et 8 kilomètres de l'autoroute A 15 (Paris-Cergy-Pontoise) 1 milliard de francs. Le conseil interministériel du 17 avril 1975 sur la région parisienne a donc choisi d'installer des guichets de péage sur ces deux voies. A plein régime, la première rapportera entre 20 et 50 millions

de francs par an, et la seconde 100 millions. Tant pis si M. Alain Chandon, ministre de l'équipement, avait promis, en 1972, la gratuité de l'autoroute de l'Est : « Les circonstances ont changé », dit-on à l'équipement. Tant pis si cette mesure pénalisait l'Est parisien, où la population ouvrière est la plus nombreuse et où l'on dénombre le moins d'emplois : « C'est bien dommage, mais il fallait commencer quelque part. » Tant pis si le péage bat en brèche le principe budgétaire sacré de la non-affectation des recettes aux dépenses : « Nous n'avons pas d'autre moyen pour obtenir de l'argent. C'est peut-être un médiocre système, mais c'est encore le moins mauvais à partir du moment où l'on estime qu'il faut des autoroutes », répond le ministre.

Trente et un maires en colère

Lorsque a été connue, en avril dernier, la décision du gouvernement, le tollé fut général dans le Val-de-Marne, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis, les trois départements concernés par le passage de l'autoroute de l'Est. Les communistes ont empêché, pendant l'été, l'abattage des arbres à l'emplacement des trente-et-un guichets de péage dont la construction est prévue à Saint-Maurice (Val-de-Marne) à la hauteur de l'île de l'Esplanade. Pour eux, il ne doit pas y avoir de péage à moins de 50 kilomètres de la capitale.

Par la voix de M. Roland Nungesser, député U.D.R., maire de Nogent-sur-Marne et président du conseil général du Val-de-Marne, la majorité présidentielle de cette assemblée a annoncé, au printemps dernier, qu'elle démissionnerait si le péage était maintenu : « Nous n'avons pas demandé l'A 4, déclare M. Nungesser. Nous n'avons subi que des nuances, car nous la construisons, on a massacré Joinville et Fontenay. Il n'est pas question que nous acceptions ce péage sur une autoroute que le District de la région parisienne a financé pour 15 %, dans sa partie urbaine. »

M. Philippe Molle, maire (sans étiquette) de Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne) et président du syndicat communal de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, a levé l'étendard de la révolte. Il a groupé autour de lui trente et un maires de toutes tendances qui partagent son hostilité au principe du péage : « C'est d'abord une question de morale politique, dit-il. M. Chandon nous avait promis la gratuité entre Paris et Bailly-Romainvilliers (Seine-et-Marne). Comment, désormais, croirions-nous M. Galle, quand il nous promet que le péage sera limité à 1 ou 2 francs ? Deuxièmement, cette décision pénalise une fois de plus l'Est parisien, qui loge le plus grand nombre de catégories sociales défavorisées. Pourquoi placer un péage chez nous, alors que les autres autoroutes de la région parisienne resteront gratuites ? C'est une atteinte au

principe de l'égalité des citoyens devant le service public. Troisièmement, le développement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée s'en trouvera affecté : à raison de 2 francs par jour, les automobilistes paieront environ 400 francs par an pour se rendre à Paris, c'est-à-dire l'équivalent d'un trimestre de loyer pour un appartement H.L.M. de trois pièces. Cela risque de dissuader les candidats à l'installation en ville nouvelle. »

En représailles, le syndicat communal a décidé de bloquer tous les permis de construire dans le secteur 2 de la ville nouvelle jusqu'à l'abandon du péage. Le déficit qui en résulte pour l'établissement public de la ville nouvelle s'élève à 20,5 millions de francs. Ses ressources de trésorerie sont en passe d'être épuisées.

La situation est, aujourd'hui, totalement bloquée. Le ministre de l'équipement ne peut plus reculer, car l'abandon du péage sur l'A 4 rendrait impossible l'installation d'un seul guichet en région parisienne. Au moment où les autoroutes urbaines payantes vont se généraliser, comme dans la traversée de Toulon, la province ne manquera pas de demander à bénéficier de ce régime de faveur. Les élus locaux, communistes, U.D.R. ou républicains indépendants, se déclarent déçus — en ces périodes préélectorales — à tout faire pour maintenir la gratuité de l'autoroute de l'Est.

Une nouvelle société d'économie mixte ?

Pour éviter de placer celle-ci, dès son ouverture à la fin de 1976, sous la protection constante des C.R.S., on travaille fébrilement au ministère de l'équipement et à la préfecture de la région parisienne pour trouver un moyen de faire changer d'avis les élus de la majorité. Les techniciens ont tenté de déplacer les postes à péage en direction de la province : c'est techniquement impossible. Ils se sont donc mis au point des cartes d'abonnement pour que les riverains circulent sur l'autoroute de l'Est pour un prix acceptable ; on projette de retarder la mise en application du péage jusqu'à l'arrivée de la ligne de métro express régional (fin 1977) à Noisy-le-Grand de façon que les habitants de Marne-la-Vallée aient le choix entre la voiture et les transports en commun.

Enfin, pour désamorcer les critiques communistes qui accusent le gouvernement d'enrichir les sociétés privées concessionnaires des autoroutes, les responsables de l'équipement préparent la création d'une société d'économie mixte des autoroutes de la région parisienne qui aurait la responsabilité du financement des autoroutes urbaines, et notamment de l'A 4. Elle utiliserait le produit des péages pour l'entretien du réseau autoroutier régional. Les dossiers de l'autoroute de l'Est et du péage urbain risquent longtemps encore de rester chauds.

ALAIN FAUJAS.

A PAQUES

Le deuxième tunnel de Saint-Cloud

Le doublement du tunnel de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) sera achevé au printemps 1978. Le nouvel ouvrage assurera le trafic province-Paris, l'ancien sera réservé aux usagers qui quittent la capitale.

Le tunnel de Saint-Cloud a été construit avant la seconde guerre mondiale pour assurer un trafic de vingt mille véhicules par jour ; quatre-vingt-seize mille usagers l'empruntent quotidiennement aujourd'hui et le vendredi, jour des départs en week-end, cent vingt mille véhicules le traversent. Il était urgent de le doubler.

Commencés en 1971, les travaux devaient répondre à certaines exigences : le nouveau tunnel devait être situé le plus loin possible du premier (afin de permettre un éventuel triplement de l'ouvrage), le site du parc de Saint-Cloud devait être respecté.

L'ouvrage, long de 1 518 mètres, comprendra : une section de raccordement aux trois voies de l'autoroute, un franchissement de la R.N. 185 et des voies S.N.C.F. en tranchée couverte, un tunnel de 343 mètres et une bretelle de raccordement qui le reliera d'une

part au pont de Saint-Cloud, d'autre part au boulevard périphérique. La chaussée, large de 10,50 mètres, comportera trois voies, une bande d'arrêt d'urgence à l'air libre, deux trottoirs en souterrain.

Les travaux, qui avaient pris quatre mois de retard en raison des difficultés rencontrées par les ingénieurs avec le terrain, ont néanmoins été terminés en temps voulu.

La ventilation du nouveau tunnel sera assurée par huit groupes de trois ventilateurs, qui permettront de respecter le seuil de pollution maximum « légal ». La surveillance du trafic sera assurée par divers capteurs de comptage et des caméras placées tous les 150 mètres. Les riches de sécurité seront équipées d'un téléphone et d'un extincteur. Le coût total des travaux a été fixé à 108 millions.

L'ancien tunnel sera, quant à lui, réaménagé. Des travaux de renforcement de la voûte ont été entrepris dès 1971. Le nombre de voies sera ramené de cinq à quatre, dont une réservée aux poids lourds ; la cinquième sera aménagée en bande d'arrêt d'urgence.

Le nouveau P.C. des C.R.S. installé côté Boulogne sera doté d'équipements électroniques permettant aux responsables de la circulation d'éviter la formation de « bouchons ». La bretelle de raccordement du tunnel au périphérique a été mise en service en 1974. Avec le doublement du tunnel, les pouvoirs publics espèrent bien faire sauter le goulet d'étranglement que le tunnel constituait à la sortie de Paris.

M.-C. R.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (104) REPUBLIQUE
Une boucherie
"Grande Surface"
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

DES CRÉATIONS GRAPHIQUES QUI FONT VENDRE
Pour rendre plus efficace la présentation de vos annonces, imprimées, catalogues, conditionnements, etc., assurez-vous la confiance et la collaboration d'un spécialiste graphique publicitaire.
E. DULAC 57, R. STE-ANNE
75003 PARIS • 143-40-00
MULTIPLES RÉFÉRENCES

Pour 1976, le BLANC signé Madelios

CHEMISE polyester mélange, mille-rais, Pognets mousquetaires, Ciel ou gris. 55 F

Non représentée

MOUCHOIR coton, fond pastels, vignette couleur, initiale brodée main. Les 6 : 42 F

Forme JUDO 130 F

La SERVETTE assortie. 35 F

MADELIOS

« Spécialité de mouschoirs en fil de lin », chiffres ou non chiffres

POINT DE VUE

Portes fermées pour l'urbanisme

par PIERRE MERLIN et FRANÇOISE CHOAY (*)

NOUS souhaitons attirer l'attention sur la contradiction qui se manifeste — une fois de plus — entre les intentions complaisamment exprimées par le gouvernement et ses actes.

Depuis l'été 1974, ce gouvernement multiplie les déclarations sur l'environnement et la qualité de la vie. Dans un temps où l'urbanisation, contrôlée ou sauvage, affecte les zones industrielles comme les campagnes et constitue effectivement un des problèmes majeurs de notre société, il s'agit de promouvoir la décentralisation, de favoriser le développement des villes moyennes, d'encourager la restructuration du territoire rural et la conservation du patrimoine.

Tâche immense et nécessaire. Mais comment l'accomplir ? Pour être menée à bien dans sa complexité, de l'échelle du territoire à celle de la commune ou du quartier, cette œuvre suppose l'intervention de milliers de personnes qui demandent une formation. Or l'urbanisme est une discipline nouvelle, à laquelle ne correspond aucun enseignement traditionnel. Il ne se confond ni avec la voirie ni avec l'administration. Les désastres des grands ensembles, puis des ZUP, les options hâtives prises pour l'aménagement de Fos ou de la côte du Languedoc, les opérations de « rénovation », dont celle du secteur Italie représente le symbole, devraient l'avoir assez prouvé.

Une véritable formation à l'urbanisme exige d'abord un enseignement qui refuse le privilège accordé à la technique pour rendre aux problèmes urbains leur dimension globale et leur épaisseur, car ils sont ceux mêmes de l'histoire et de la vie en société. Il faut ensuite des lieux

où moduler cet enseignement, depuis les classes primaires jusqu'aux instituts universitaires spécialisés.

C'est ici qu'il faut bien dresser un bilan. Face aux expériences déjà menées au niveau scolaire par la plupart des autres pays développés, à l'Est comme à l'Ouest, face à leurs multiples instituts de recherches et de formation, bien dotés en équipements et en enseignants, de quels instruments la France dispose-t-elle aujourd'hui pour réaliser sa politique d'urbanisation ? En tout et pour tout de trois unités d'enseignement et de recherche destinées aux diplômés et spécialisées dans le trilinguisme cycle et d'une autre U.E.R., l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris VIII, seule à proposer un enseignement complet couvrant les trois cycles. Autrement dit, il n'existe dans notre pays qu'un seul établissement de l'enseignement supérieur qui accueille non seulement des praticiens déjà formés : ingénieurs, architectes, administrateurs, mais tous ceux, bacheliers ou non, qui sont appelés à participer au processus d'urbanisation et désirent le faire en connaissance de cause : représentants des collectivités locales, responsables d'entreprises, syndicalistes, éducateurs et animateurs, médecins, journalistes... et bien entendu les « usagers » dont il n'est pas nécessaire de souligner le rôle croissant que jouent, à l'heure actuelle, leurs associations dans la vie des villes et des campagnes.

Depuis sa création en 1970, l'Institut d'urbanisme de l'académie de Paris n'a cessé de promouvoir une pédagogie active et originale et d'élargir son champ d'investigation. Depuis 1970, également, cet institut n'a cessé d'atti-

rer davantage d'étudiants français et étrangers, novices ou déjà spécialisés. Ceux-ci étaient 450 en 1970, 800 en 1973, 1 400 en 1974. A la rentrée 1975, on compte plus de 2 000 inscrits : croissance qui reflète la demande sociale en urbanisme et, depuis une année, l'importance du chômage dans les professions touchant au cadre bâti (des chômeurs en formation permanente représentant actuellement près de 400 étudiants, en majorité architectes D.P.L.G.).

Mais il faut ajouter que, depuis 1970, l'institut n'a pas cessé d'être confronté à une grave pénurie de personnel et de moyens. Dès le départ, l'encadrement pédagogique, les locaux et le matériel prévus pour les quatre cent cinquante premiers étudiants étaient considérablement inférieurs aux normes pratiquées par l'ensemble des pays étrangers (1). Depuis, la surface disponible n'a pas augmenté, et elle correspond aujourd'hui à 0,17 m² par étudiant. Pas un poste supplémentaire d'enseignant n'a été créé : treize enseignants (soit un enseignant pour cent cinquante-trois étudiants) doivent actuellement encadrer les deux mille étudiants inscrits. Quant au budget de fonctionnement, il représente en 1975 la somme dérisoire de 93 000 F : le budget par étudiant a été divisé par dix depuis 1970.

Ce processus régulier de dégradation des conditions matérielles a conduit à une situation de rupture. Comme il devenait prévisible, l'Institut d'urbanisme de l'académie de Paris vient d'être obligé

(1) En ce qui concerne les locaux, les normes de l'éducation nationale — 4 m² par étudiant — n'étaient pas davantage respectées.

de suspendre le cours normal de ses enseignements. Pour que ceux-ci puissent reprendre dans des conditions acceptables, il est indispensable que l'Etat assume les implications pédagogiques et financières de sa politique d'aménagement. Il faut, dans un premier temps, qu'il prenne des mesures d'urgence pour le sauvetage de l'Institut d'urbanisme : décaissement du budget de fonctionnement, construction de nouveaux locaux même provisoires, création significative de postes d'enseignants. Dans un second temps, il devra mettre sur pied une batterie de nouveaux instituts de même type, à Paris et en province.

Et si ces mesures ne sont pas prises ? Les centaines d'étudiants des pays en voie de développement qui s'inscrivent chaque année à l'Institut d'urbanisme de Paris-VIII se tourneront ailleurs et, une fois encore, le rayonnement de la France en subira le contre-coup. Quant aux étudiants français, à ceux que déçoivent les municipalités inquiètes, aux techniciens du cadre bâti ou aux simples usagers, ils se retrouveront frustrés : frustrés d'un enseignement qui devrait leur faire partie de leurs droits de citoyens, frustrés des possibilités de participer efficacement et directement au processus d'urbanisation qui nous concerne tous.

L'immobilisme des responsables face à cette situation dramatique permettrait alors d'interpréter sans ambiguïté le contenu latent de leurs discours : régionalisme, aménagement, humanisme le cadre de vie du pays, certes — mais conformément à des décisions arbitraires et électorales et sans les « mineurs » que sont les citoyens et leurs représentants.

(*) Respectivement directeur et co-directeur de l'U.E.R. d'urbanisme de l'université de Paris-VIII.

هكذا من الأصل

FAITS ET PROJETS

PRESSE

SUCCES DU «BUSPHONE» A SAINT-CLOUD

Alors que le succès du «Busphone» est un fait, la réussite de la station de Saint-Cloud est un fait. Le «Busphone» est un système de communication qui permet de communiquer avec les bus de la région parisienne. Il est très apprécié des usagers et des autorités locales. La station de Saint-Cloud est une des plus modernes et les plus équipées de la région. Elle dispose de nombreux équipements et de personnel qualifié pour assurer le bon fonctionnement du système. Le succès du «Busphone» à Saint-Cloud est une preuve de l'efficacité de ce système et de l'engagement des autorités locales à améliorer les services aux usagers.

هكذا من الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

La décentralisation des crédits d'équipements

Concessions financières pour les régions

Dans la sévère mise en garde adressée aux régions à la fin du mois de novembre, à Dijon, par le chef de l'Etat, on avait toutefois pu déceler quelques « concessions » faites aux défenseurs des idées régionales.

Ces concessions, qui ne sont que d'ordre administratif et financier, vont être concrétisées par le « Journal officiel » publié et va publier plusieurs décrets conférant davantage de pouvoirs aux conseils régionaux dans la procédure de répartition des crédits d'équipement.

Depuis 1970, les crédits d'équipement de l'Etat sont divisés en quatre catégories : 1 (investissements d'intérêt national), 2 (intérêt régional), 3 (intérêt départemental), 4 (intérêt local). Le gouvernement vient de décider de confier aux conseils régionaux et non plus aux préfets de région la responsabilité de répartir les crédits de catégorie 3 de certains ministères. Jusqu'à maintenant, les régions ne pouvaient, juridiquement, sur la répartition de cette catégorie de crédits que donner un avis. Désormais, elles décideront en toute liberté la répartition entre les départements concernés. En 1974, ces crédits ont représenté presque 3 milliards de francs.

Les textes qui fixent les règles de ce transfert de compétence et de cette émancipation de décentralisation s'échelonneront jusqu'à la fin du mois de février et seront

donc applicables dès la première session de cette année des assemblées régionales.

Il s'agit de l'enseignement du premier degré, le secteur sportif et socio-éducatif, les crédits des routes (F.S.I.R.), l'agriculture (aux et forêts), aménagement foncier, remembrement et la santé. En outre, pour les crédits routiers et l'enseignement du premier degré relevant de la catégorie 3, les conseils régionaux arrêteront eux-mêmes pour leur département la liste des opérations subventionnées et les interventions dans les modalités d'attribution des subventions.

D'autres décrets auront pour but de classer quelque peu le carcan juridique dans lequel sont tenus les établissements publics régionaux. Par exemple, ils vont avoir le droit d'acquiescer les immeubles strictement nécessaires à leur fonctionnement. Il vont aussi pouvoir désigner des représentants aux commissions régionales de la carte et de l'équipement sanitaire, ainsi qu'au conseil d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS).

Au total, la délégation aux régions des crédits de catégorie 3 de certains ministères va leur conférer un pouvoir financier de décision portant sur 2 milliards de francs environ. Ce qui n'est pas négligeable lorsque l'on sait que les ressources fiscales propres des vingt et une régions n'ont pas dépassé, en 1975, 12 milliards de francs.

FRANÇOIS GROSCHARD.

TRANSPORTS

LES DIFFICULTÉS DE CONCORDE

Polémique autour des réserves de carburant du supersonique franco-britannique

● Aux Etats-Unis, M. John Leyden, président de l'Association des contrôleurs américains du trafic aérien (FAA), qui groupe quinze mille aigilleurs du ciel, vient de se prononcer contre l'atterrissage de Concorde aux Etats-Unis. A son avis, l'appareil supersonique franco-britannique « ne peut que menacer la sécurité des voies aériennes américaines ». Il nécessite un traitement spécial de la part des contrôleurs aériens, ce qui, explique-t-il, compliquerait leur tâche à un moment où les aéroports sont déjà saturés, et augmentera donc les risques de collision en vol.

Selon M. Leyden, la distance séparant l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle et celui de Washington-Dulles est à la limite maximum du rayon d'action de l'appareil. Concorde arrivera au-dessus de l'aéroport de Washington-Dulles, avec trente-cinq minutes de réserve de vol, comme c'est le cas pour les avions subsoniques, ce qui apparaît néanmoins insuffisant aux yeux de M. Leyden.

Les accusations de M. Leyden ont déjà été contestées à la fois par les constructeurs de l'appareil franco-britannique et par l'Administration fédérale de l'aviation (FAA). Celle-ci a estimé que Concorde ne nécessiterait aucune mesure particulière de la part des contrôleurs aériens, et que ses réserves de carburant répondaient aux normes en vigueur.

● EN FRANCE, au cours d'une conférence de presse réunie le 10 janvier à l'Assemblée nationale (Seine - Saint-Denis), Mme Marie-Thérèse Goutmann, président du groupe communiste au Sénat, a explicité les revendications de la section du P.C.F. de Rolsay-en-France. Pour les communistes, la défense de Concorde et celle de l'aéroport Charles-de-Gaulle vont de pair. « La venue

d'un concurrent d'une qualité technique telle que le Concorde a évidemment de quoi alarmer les grands trusts américains de l'aviation », a déclaré Mme Goutmann. Ils sont d'autant plus acharnés à éviter la production en série et la commercialisation qu'ils espèrent eux aussi sortir un appareil plus évolué ».

Le parti communiste dénonce la responsabilité du gouvernement dans le marasme qui affecte l'aéroport de Rolsay-en-France : « Son entrée en service devait être créatrice d'emplois dans la région : vingt-cinq mille dès 1975. Aujourd'hui, il y en a moins de trois mille. La construction de la seconde atterrisseuse est constamment reportée ».

Le P.C.F. propose une nouvelle politique aéronautique reposant sur « une prospection hardie pour Concorde, la mise à l'étude d'une gamme d'avions légers et d'hélicoptères pour les besoins civils et l'étude et la fabrication d'avions-cargos à moyenne et grosse capacité ».

Mme Goutmann a rappelé qu'en matière de nuisances dues aux activités aéronautiques, son parti avait déposé le 26 juin 1973 une proposition de loi prévoyant notamment une réduction du bruit à la source. Celle-ci n'a toujours pas été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

[La discussion sur les réserves de carburant de Concorde n'est pas nouvelle. Au cours du « hearing » organisé à Washington le 5 janvier dernier, cette question n'a été qu'abordée, l'administration américaine se satisfaisant apparemment des réponses apportées par les responsables français. Trente-cinq minutes de réserve : cela veut dire Concorde largement au même niveau que les subsoniques actuels, puisque sa vitesse supérieure permettrait au supersonique de se dérouter plus loin.]

● TRAFIC DU HAVRE : BAISSSE DE 14 %. — Durant l'année 1975, le trafic global du port du Havre a enregistré une baisse de 14,4 % par rapport à celui de l'année 1974. Au total, 73,8 millions de tonnes de marchandises ont été traitées par Le Havre contre 86,2 millions de tonnes en 1974. Pour le pétrole, la baisse des importations a atteint 17 %.

Enfin, malgré la retraite du paquebot France, le trafic des passagers enregistre une expansion spectaculaire de 28 %, soit 148 000 passagers, due au développement du trafic à travers la Manche. (Corresp.)

● MESSAGERIES AERIENNES. — Deux opérations essentielles sont prévues par la compagnie aérienne régionale Touraine Air Transport (TAT) pour le printemps : la mise en service d'un nouveau bi-réacteur court-courrier VFW-614, fabriqué par l'Allemande et les Néerlandais, et le lancement d'un service de messageries express, ce qui permettra d'assurer le transport porte à porte en vingt-quatre heures de petits colis entre vingt-six villes françaises.

● LE « MERMOZ » S'EST DESECHOUÉ. — Le paquebot Mermoz, qui s'était échoué le 21 décembre dernier sur des hauts fonds sablonneux au large de Bellefleur (capitale de l'ancien Honduras britannique), s'est déséchoué dans la nuit du 11 au 12 janvier. L'annonce la Nouvelle Compagnie de paquebots, propriétaire du navire, qui précise que celui-ci n'a souffert d'aucune avarie.

● GRATUITÉ POUR LE SECOND TANCARVILLE. — Quinze mois avant son inauguration, le pont des Moulins — le « second Tancarville » — qui commence à s'élever sur les rives de la Seine, à hauteur de Caudebec suscite déjà des controverses. Un comité des usagers du pont s'est créé, qui réclame la gratuité de passage sur l'ouvrage en affirmant que les échanges naturels entre les deux rives de la Seine ne peuvent se perpétuer que dans la mesure où ne se dressent pas entre elles un « barrage financier ». (Corresp.)

● LE « SOUFFLÉ CONCORDE » SUR CONCORDE. — Le menu des passagers du premier vol du Concorde britannique comprendra du caviar, du faisan, des asperges fraîches et une spécialité : le « soufflé Concorde ». British Airways précise que les passagers pourront boire leur thé dans des tasses en porcelaine de Chine marquées d'un dessin représentant le supersonique. Le premier vol du Concorde britannique s'effectuera, rappelons-le, le 21 janvier à destination de Bahrein, au moment où Air France mettra l'appareil en service vers Rio-de-Janeiro.

FAITS ET PROJETS

Circulation

● LE VELOMOTEUR PLUS DANGEREUX. — Selon l'Association générale des sociétés d'assurances contre les accidents, la fréquence des accidents corporels causés par les vélomoteurs ne cesse d'augmenter : elle s'est accrue de 24 % entre 1972 et 1973, et de 10 % entre 1973 et 1974. La fréquence des accidents est calculée à partir du nombre d'accidents provoqués par mille véhicules du modèle considéré.

Environnement

● LE BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE estime, dans un communiqué, « que la France devrait prendre, dans l'affaire des Bonnes Herbes, une position permettant le règlement rapide du problème en

engagement des négociations ». Il se propose, quant à lui, d'intervenir auprès des forces de la gauche italienne pour faire cesser les agissements de la société Montedison, responsable de la pollution des eaux au large de la Corse.

Tourisme

● UN NOUVEAU QUATRE ÉTOILLES A GRENOBLE. — Premier hôtel bâti dans le nouveau quartier de Villeneuve à Grenoble (Isère), et trente et unième établissement de la chaîne Sofitel-Jacques Borel, un hôtel de cent chambres en catégorie quatre étoiles vient d'être inauguré, en présence de M. Hubert Dubedout, maire de la ville. Ses clients disposeront de deux restaurants, l'un « rapide » et l'autre servant une cuisine régionale de qualité, d'une piscine chauffée et de plusieurs salles de réunions d'une capacité de cent quatre-vingts personnes.

Transports

● UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR LES AIGUILLEURS DU CIEL. — M. Michel Garcia a été élu président du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (C.F.T.C.), en remplacement de M. Jean-Marie Lefranc, lors du congrès de cette organisation professionnelle récemment réuni à Plaines dans les Pyrénées-Orientales.

● UN NOUVEAU PATRON POUR LE PORT AUTONOME DE PARIS. — M. Claude Lerebour, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé directeur du port autonome de Paris en remplacement de M. Dreyfous-Ducas appelé à d'autres fonctions (Journal officiel du 11 janvier).

SUCCÈS DU « BUSPHONE » A SAINT-CLOUD.

Le « busphone », ce système de transport à la demande mis en place par la ville de Saint-Cloud (vingt-huit mille habitants, dans les Hauts-de-Seine) il y a trois mois, paraît avoir réussi. Il a permis d'acheminer jusqu'à présent vingt mille voyageurs.

Les habitants ont pris l'habitude de réserver leur place sur les autobus mis à leur disposition soit en téléphonant trente minutes à l'avance au centre répartition des véhicules, soit en adressant au préalable un formulaire à ce centre, soit en s'abonnant pour des parcours réguliers.

Le système du « busphone » a été étudié par TRIGIE (filiale de la régie Renault) et est exploité par la R.A.T.P.

PRESSE

● Les quinze journalistes collaborateurs à la rédaction des revues Cinquante millions de consommateurs et Consommateurs actualités, publiées par l'Institut national de la consommation, ont obtenu, le mardi 12 janvier, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., une grève de vingt-quatre heures, afin de protester contre la dégradation de leurs conditions de travail dans la rédaction de leurs reportages », déclare un communiqué.

« Depuis un an, les journalistes de ces revues mensuelles demandent l'ouverture de négociations pour obtenir un remboursement plus équitable de leurs frais de déplacement. Pour toute réponse, la direction de l'I.N.C. vient de les informer qu'une circulaire de la direction du budget leur était désormais applicable : ce qui a pour effet de diminuer le montant des remboursements de la fraction la moins payée de la rédaction. » Précisons que Cinquante millions de consommateurs tire à trois cent quatre-vingt mille exemplaires. L'arrêt de travail de ce lundi pourrait entraîner un retard dans la sortie du prochain numéro.

● La revue « l'Economie » a décidé, en ce début d'année 1976 — comme l'écrit son P.-D.G., M. Hubert de Fontenay, de changer de visage : elle adopte un nouveau format, modernise sa présentation et, sous une forme originale, choisit de devenir hebdomadaire.

Les premiers et troisièmes numéros de chaque mois seront consacrés, comme par le passé, à analyser et comprendre les principaux événements de l'économie française et internationale. En revanche, le « Supplément Bourse-marché financiers » disparaît, remplacé par un « Spécial entreprises », qui leur remplira le même office, mais de manière mieux adaptée (l'Economie, 26, rue du Bouloir, 75001 Paris. Prix : 5 francs).

SOLDES

50, rue du Boc (métro Boc)

Chloé
POPARD

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucune limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Demandes le nouveau guide gratuit numéro 66
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1973
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petites-Champes
75009 PARIS - CEDEX 02

LA CANNE
A SUCRE

Depuis 32 ans, le journal spécialisé

“Les Annonces” est toujours le n° 1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris



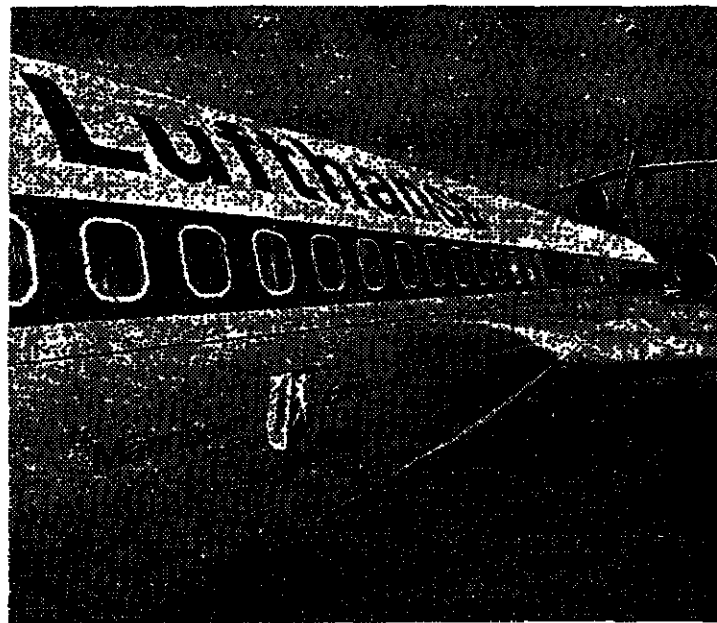
11, RUE DE TILSITT
PLACE DE L'ÉTOILE

IMMEUBLE
GRAND LUXE
A LOUER
POUR AMBASSADE
BANQUE
GRANDE ADMINISTRATION

S'ADRESSER A M. BING
9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES
PARIS (8) - TEL. 359-14-70

Voici l'express des hommes d'affaires pour l'Allemagne.

Maintenant, 1^{re} classe sur tous les vols.



12 vols directs chaque jour vers les 7 plus grandes villes allemandes. Départ Orly-Quai, enregistrement 15 minutes seulement avant l'embarquement.

Pour mieux voyager.

Lufthansa

A PAQUES

part au pont de Saint-Cloud, en part au boulevard périphérique. La chaussée, large de six mètres, comportera une zone de stationnement pour les véhicules, une bande d'arrêt d'urgence et une bande de stationnement pour les piétons.

Les travaux, qui avaient pu commencer dès le début de l'été, ont été retardés par les difficultés rencontrées par les législateurs avec le terrain et les problèmes de financement.

La ventilation du projet ne sera assurée par un pont de trois ventilateurs, qui permettront de respecter le seuil de pollution maximum « légal ». La ventilation du trafic sera assurée par divers capteurs de pollution et des caméras placées à 100 mètres. Les nœuds de circulation seront équipés d'un système de signalisation lumineuse et d'un système de régulation du trafic.

L'axe en sens unique sera mis en service dès le début de l'été. Les travaux de la voirie seront terminés à la fin du mois de mai. Les travaux de la ventilation seront terminés à la fin du mois de juin.

Le pont de Saint-Cloud sera mis en service dès le début de l'été. Les travaux de la voirie seront terminés à la fin du mois de mai. Les travaux de la ventilation seront terminés à la fin du mois de juin.

Les travaux de la voirie seront terminés à la fin du mois de mai. Les travaux de la ventilation seront terminés à la fin du mois de juin.

DES CRÉATIVES GRAPHIQUES
POUR VOTRE
PROJET
DE
COMMUNICATION
PUBLICITAIRE
OU
INFORMATIONNELLE
NOUS
PROPOSERONS
DES
SOLUTIONS
CRÉATIVES
ET
EFFICACES
A
VOTRE
BUDGET
NOUS
SERONS
À
VOTRE
DISPOSITION
POUR
VUS
ASSURER
UNE
OBTENTION
DE
VOTRE
PROJET
A
VOTRE
BUDGET
NOUS
SERONS
À
VOTRE
DISPOSITION
POUR
VUS
ASSURER
UNE
OBTENTION
DE
VOTRE
PROJET
A
VOTRE
BUDGET

Pour 1976.
INCsigné Madello



MADELLA

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

AVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU C.N.P.F.

Pourquoi taire que 1976 sera une année de vérité ? se demande M. François Ceyrac

POURQUOI ne pas prévenir les Français que 1976 sera une année de vérité ? Tel sera le sens du discours que prononcera, mardi 13 janvier, M. François Ceyrac devant l'assemblée générale du Conseil national du patronat français, qui s'apprête à la réalité présidentielle. Les signes d'une amorce de reprise économique sont nets et ils ont pour effet de calmer,

momentanément, la grogne des chefs d'entreprise. Ceux-ci n'agresseront donc ni leurs institutions ni le gouvernement : ce serait affaiblir encore plus ce dernier et le pousser peut-être davantage vers de nouvelles concessions à la gauche. M. Ceyrac n'en sera que plus à l'aise pour confier ses inquiétudes à ses mandataires.

La reprise attendue débouchera-t-elle sur un déséquilibre profond, ou bien remettra-t-elle l'économie sur les rails de l'expansion ? Dans ce cas, sur quel taux de croissance pourrait-on compter ? Il y a peu de chances qu'il soit supérieur à 5 % ; or au-dessous de l'équilibre économique et social de la France est menacé, et à moins de 3 % il n'est plus soutenable, pense le président du C.N.P.F. Plutôt que de subir, mieux vaut choisir, et pour choisir il faut bien poser le problème.

Si les prévisions les moins optimistes (actuellement les plus vraisemblables) se réalisaient, M. Ceyrac pense que les entreprises ne seraient pas en mesure de créer suffisamment de postes pour employer les milliers de jeunes arrivant sur le marché du travail, non plus que de faire face aux charges imposées par le maintien du dispositif actuel de protection sociale. Le chômage deviendrait donc un problème permanent, le financement de la Sécurité sociale atteindrait le seuil critique.

En dix ans, de 1963 à 1973, pendant la grande période d'expansion qui s'est terminée au moment de la crise du pétrole, 1 million et demi d'emplois ont été créés en France. Le taux d'investissement des entreprises (investissements productifs par rapport à la production intérieure brute), qui était de 15,7 % au départ, était passé à 18,9 % dix ans plus tard. Le rythme de croissance avait été tel que la production intérieure brute avait augmenté de 75 % en dix ans.

Cette période faste, accompagnée d'inflation croissante, s'est interrompue il y a deux ans. Quel va être l'avenir ? On avait prévu qu'il faudrait créer près de trois cent mille emplois par an simplement pour faire face à la poussée démographique entre 1975 et 1980. Non seulement l'année dernière ces emplois n'ont pas été créés, mais bien des postes de travail ont été supprimés : le taux « de progression » est négatif. Se référant aux travaux de préparation du VII^e Plan, le C.N.P.F. considère qu'avec une croissance de 5 % par an le nombre des créations d'emplois pourrait être de cent cinquante mille ; au-dessous de 3 %, il n'y en aurait plus du tout. Dans les deux cas, on se trouve fort loin du compte !

Dès lors, tandis que les entreprises versent leurs ressources stagnantes, leurs charges augmentent. Elles collectent actuellement, pour le compte de la puissance publique, l'équivalent des trois quarts du régime général de la Sécurité sociale et la même proportion des sommes indemnisant le chômage. Un tel système pourrait-il être maintenu ? Le coût direct des salaires étant quasiment incompressible, c'est donc leur coût indirect (les charges sociales) qu'il faudrait réduire, selon le C.N.P.F.

Encore cela ne dispenserait-il sans doute pas de contrôler la progression des salaires directs, ajoute M. Ceyrac. Celui-ci note que le taux d'augmentation des salaires a été en moyenne de 14 % en France en 1975 (avec 11 % de salariés d'entreprises à part entière) et de 8 % en Allemagne fédérale, où l'on parle de le ramener à moins de 6 % cette année.

Quelle politique des revenus ?

Sans doute les difficultés à venir seront-elles imposées pour une bonne part de l'extérieur à l'économie française. Mais le comportement des différents partenaires influencera évidemment le cours des événements. C'est pourquoi le président du C.N.P.F. juge nécessaire de « poser franchement le problème » pour que des choix soient faits, le plus urgent, selon lui, étant de lancer un grand débat national sur la politique des revenus.

Dans un tel contexte, les résultats d'ensemble de l'action conjointe du gouvernement et du patronat depuis l'année 1973 ne sont évidemment pas sans décevoir l'équipe de tête du C.N.P.F. — Après une période d'immobilité due à la maladie du président de la République, puis à une période électorale, nous avons passé une bonne partie de notre temps à combattre les projets du gouvernement qui auraient entravé la marche de l'entreprise ; réciproquement, le gouvernement a passé le sien à préparer des projets assez inopportuns pour qu'ils soient détruits par nous... ».

dit-on dans les couloirs de l'avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie.

Pète-mêle, on cite le débat sur la croissance ralentie, qui semble rester d'actualité chez les républicains indépendants, mais ne semble guère repris par le VII^e Plan, qui table, autant que possible, sur une expansion assez forte ; le procès fait, après les études de M. Alain Coté, à l'investissement réputé fautive d'inflation, procès qui a conduit à un plan de refroidissement successif des entreprises... blâmant suivi de mesures de relance revenant à peu près exactement sur ce qui avait été fait ; l'institution d'une taxe conjoncturelle votée, dénutrée et finalement non appliquée, etc. « Nous demandons quelles sont les grandes orientations politiques qui nous permettraient d'agir en 1976. On nous répond : taxation des plus-values, réforme de l'entreprise, et... la qualité de la vie », soulignent les responsables patronaux les plus amers.

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite page 16, 2^e col.)

Le développement chinois sans Chou En-lai

Le premier ministre Chou En-lai n'était pas seulement un brillant diplomate. Pendant un quart de siècle, il a joué un rôle capital dans l'édification du nouvel Etat chinois, le développement et la gestion de son économie. Après la révolution culturelle, il s'était fait l'artisan d'une ligne souple, combinant, sans heurts trop graves, les impératifs de l'idéologie et ceux de l'économie. A partir de 1973, et surtout de 1974, le vice-premier ministre Teng Hsiao-ping, esprit pratique par excellence, a poursuivi l'œuvre de Chou En-lai dans la santé charnelle. Quels sont les fruits de cette politique économique ?

Les Chinois jouent avec beaucoup d'habileté sur un clavier étendu de techniques : grands travaux hydrauliques nécessitant des ingénieurs compétents et un parc de machines modernes qui complètent fort heureusement les files de brouettes, les pompes d'irrigation manufacturées dans des bourgs ruraux, les livraisons de ciment ou d'engrais des grandes usines des petites usines. La mesure exacte des progrès ainsi réalisés est rendue délicate par les facteurs météorologiques. Entre 1970 et 1973, la progression est plutôt lente, en partie par la faute du ciel. En 1974-1975, les hommes sont aidés par la nature pour réussir une forte poussée. Selon les

déclarations chinoises, la production alimentaire de base aurait atteint 285 millions de tonnes en 1975 (250 millions en 1971 et 1973).

Quels que soient les chiffres exacts, les récoltes ont été bonnes, à voir le peu d'empressement des Chinois à importer du grain (surtout du blé) en ce moment. Après avoir culminé à 7,7 millions de tonnes (juillet 1973-juin 1974), les importations de céréales baissent probablement à 3 millions de tonnes durant l'exercice 1975-1976. Quant aux exportations de riz, elles continuent à osciller autour de 1 million de tonnes (non compris les livraisons au Vietnam et à la Corée du Nord).

Les difficultés de l'agriculture

La marche en avant se trouve encore ralentie sur quelques points cruciaux. La Chine dispose de relativement peu de variétés de céréales à haut rendement, notamment de blé, ce qui explique en partie ses importations. Jusqu'à maintenant, la recherche fondamentale en agronomie a progressé plutôt faiblement. Cette tendance est en voie d'être corrigée.

La hausse de la production d'engrais chimiques masque, en réalité, des faiblesses qualitatives : 55 % des engrais azotés (en tout 3,6 millions de tonnes, en terme d'azote 74) consistent en produits peu satisfaisants sortis des petites usines. Pour cette raison, les Chinois ont commandé entre 1972 et 1975, seize gros complexes ultra modernes d'engrais azotés aux Pays-Bas, en France, au Japon et aux Etats-Unis. Vers 1980, il en résultera une production additionnelle de 3,5 millions de tonnes d'azote. Des efforts sont simultanément entrepris pour mieux équilibrer les doses d'engrais azotés et de phosphates.

La conférence nationale sur l'agriculture tenue l'automne dernier a mis en relief deux autres éléments délicats. Tout d'abord les « tendances spontanées vers le capitalisme » que le régime veut éliminer d'urgence. Les paysans sont tentés de consacrer plus d'efforts à leur lopin propre, à leurs volailles et à leurs porcs privés, qu'à l'agriculture collective.

Le processus de croissance atteint un stade beaucoup plus complexe qu'auparavant, générateur de difficultés nouvelles : l'irrigation exige des pentes

naturelles ou du courant électrique et du carburant ; les nouvelles semences doivent être mieux adaptées au milieu local ; les engrais chimiques doivent parvenir à temps.

Autant de tâches qui sont loin d'être aisées dans les campagnes, où les moyens de communication sont encore limités.

A l'évidence, le système ne fonctionne pas sans failles. La presse chinoise en a parlé à plusieurs reprises en 1975 ; lors de la grande conférence agricole, par exemple. Hsu Quo-seng, ministre de la Sécurité publique, a dénoncé « la mollesse et la paresse » de certains cadres, tout en insistant sur le besoin de renforcer l'administration des districts à des fins aussi bien idéologiques que pratiques.

Ces faiblesses, difficilement évitables, ne sauraient cependant faire oublier le caractère cohérent de cette politique agricole et ses résultats.

La poussée industrielle chinoise a également été spectaculaire. Après une période de relatif repli technique sur soi, dans les années 60, après aussi une phase de croissance lente, l'industrialisation a connu une remarquable vitalité : fort accroissement des petites usines locales (ciment, engrais, outillage...), développement d'usines grandes et moyennes entièrement équipées et montées par les Chinois, ouverture croissante sur le monde extérieur et les techniques étrangères (voir les nombreuses expositions industrielles de pays étrangers à Pékin).

GILBERT ETIENNE.
(Lire la suite page 16, 1^{re} col.)

BULLETIN

La politique agricole de la caverne

VAGUES de manifestations, communales de protestations... Une nouvelle fois la Commission de Bruxelles a fait contre elle l'unité des organisations paysannes françaises : les hausses de prix proposées pour la prochaine campagne (7,5 % en unités de compte ; 6,1 % en francs après correction monétaire) sont jugées « inadmissibles ». Le ministre de l'Agriculture a repris le terme à propos de la hausse du prix du lait au 1^{er} mars : 0,6 %. M. Chirac, quant à lui, estime inacceptable les augmentations de la commission. Pourquoi le collège bruxellois s'est-il visé si bas ? Trois considérations au moins l'y ont amené. D'abord, le ralentissement de la progression des dépenses communautaires souhaité par les chels de gouvernement à Rome ; une hausse faible des prix limite l'augmentation du coût du soutien des marchés, qui représente les trois quarts des dépenses agricoles des Neuf. Ensuite, l'objectif de lutte contre l'inflation : le relèvement proposé ne provoquerait pas un dérapage des prix alimentaires supérieur à 1 % d'après Bruxelles. Enfin, la répartition des excédents : le « gel » du prix du lait devrait dissuader les éleveurs d'accroître leur production, ce qui permettrait de dégonfler les stocks de poudre de lait.

Mais les experts européens ne sont-ils pas comme le prisonnier de Platon qui ne voyait du monde extérieur que les ombres projetées sur le fond de la caverne ? La politique agricole commune coûte trop cher à la C.E.E., dit-on. Avec un nombre de fermiers deux fois inférieur, les Etats-Unis consacrent à l'agriculture autant que les Neuf : environ 12 milliards de dollars. Les excédents sont une trace du mécanisme de soutien des cours ; peut-être, mais le stock de 1,1 million de tonnes, de lait en poudre s'est accumulé essentiellement parce que les autorités européennes n'ont pas exporté au moment opportun. D'ailleurs, l'histoire des pêches et des pommes montre qu'il en coûte moins de déposer d'abondance que de manquer.

Enfin, la Commission de Bruxelles semble en contradiction avec elle-même quand elle ne tient qu'impartialement compte de l'évolution des coûts de production. En France, les charges des agriculteurs ont fait un bond de 32 % en deux ans ; le volume de la production a chuté de 2,8 %, les prix effectivement perçus se sont élevés de 12,3 %. Au total la « marge » de l'ensemble des agriculteurs s'est dégradée au détriment surtout des exploitations modernisées, fortes utilisatrices d'engrais, d'engins.

On n'est donc qu'à demi étonné de voir M. Philippe Neeser, le président de la puissante association des producteurs de blé — agriculteurs qui ont profité le plus du Marché commun, — défilier ces jours derniers aux côtés des producteurs de lait, pour demander une revalorisation plus importante des prix.

La prospective doit mieux regarder les chiens

par PIERRE LOYGUE (*)

On pourrait parler de la prospective avec cynisme, c'est-à-dire dans le mépris des idées reçues et des convenances. Il est vrai que je ne nourris pas pour la prospective les sentiments qu'il est de bon ton d'afficher aujourd'hui. Mais Antisthène, Diogène et Mésippe enseignaient aussi que la science est inutile et, qui plus est, d'ailleurs impossible. « Cynisme et prospective » pourrait donc signifier que, pas plus qu'Antisthène, je ne crois à la prospective en tant que science ; ou mieux, que je la tiens pour une science impossible. Ce serait vrai : je n'y vois qu'une systématique dans l'approche nécessaire de l'analyse des perspectives à court et moyen terme.

En fait, je suis venu au cynisme par un tout autre voie : celle de son étymologie grecque, c'est-à-dire celle du chien. On sait que c'est par hasard si les disciples d'Antisthène ont été baptisés

« cyniques ». Leur comportement n'avait rien de commun avec celui des chiens. Simplement, ils se réunissaient dans un gymnase des faubourgs, qui portait le nom de « cynosarge », ou « chenil ».

Que viennent donc faire ici les chiens ? Tout apprendrait mathématicien connaît la « courbe du chien » qu'on enseignait autrefois dans les classes de mathématiques élémentaires : le maître parcourt son chemin à vitesse constante et le chien, à vitesse également constante, régit sa course en se dirigeant à chaque instant vers lui. Le problème est de décrire la trace du chien. L'intervention des fonctions hyperboliques et une intégration donnent la courbe cherchée, qui dépend bien entendu de la vitesse relative du chien et de l'homme.

Le symbole de l'appareil mathématique

Cette courbe constitue assez bien le symbole de l'appareil mathématique, dont aujourd'hui on abuse en toute circonstance. Il n'est, en effet, nul besoin de fonction hyperbolique ou d'intégrale pour comprendre d'abord que si le chien va moins vite que son maître il ne le rejoindra jamais, et que s'il va plus vite il le rejoindra certainement. Tout le monde sait d'ailleurs que le chien échappera à la malédiction que fait peser sur lui le modèle mathématique qu'on prétend lui imposer. Son instinct lui dictera simplement à quel moment accélérer sa course pour se retrouver, comme la nature le veut, dans les jambes de son maître au moment qu'il choisira lui-même.

La prospective, hissée à un rang trop élevé dans le statut de science, ne laisse pas aujourd'hui de place suffisante à l'instinct et au contrôle de vraisemblance.

En matière économique nous ne disposons, le plus souvent, que de séries de points discontinus et nous ignorons l'importance — pour l'observation du phénomène observé — des « blancs » qui les séparent.

Devant un nuage de points, l'attitude commune de l'observateur est celle de l'enfant devant ces images à dessin embrouillées dans lesquelles il faut reconnaître un personnage, le jardinier, le facteur, le gendarme... instinctivement, nous cherchons à faire passer une courbe par les points que nous avons sous les yeux.

Nous avons appris à l'école que deux points déterminaient une droite ; trois points, un cercle, la combinaison d'une

droite et d'un point, une parabole... Notre œil a été ainsi habitué à joindre les points les uns aux autres, en utilisant ce « modèle mathématique » dont il nous est difficile de nous débarrasser.

Nous avons bien vu pendant plusieurs années d'années des canaux sur Mars, qui étaient simplement le produit de notre imagination oculaire, ou simplement de notre permanence rétinienne qui reliait les uns aux autres des cratères discontinus.

Les périodes relativement longues sont trop hétérogènes pour que les relations algébriques que nous parvenons à établir puissent être souvent autre chose que la simple traduction mathématique de la courbe tant bien que mal obtenue par le rassemblement, sur

cette période, des faits observés. Une telle courbe n'oserait être, en aucune manière, un modèle mathématique : elle n'est porteuse d'aucun message d'avenir.

L'homme n'est jamais si embarrassé que devant un faisceau de courbes représentant le passé, lorsqu'on lui demande de les étirer quelque peu sur le court et le moyen terme. La technique du scénario, née aux Etats-Unis au cours des années 60, dérive des exercices de simulation stratégique déjà pratiqués depuis une dizaine d'années par les équipes de la Rand Corporation. Le sommet de l'art du scénario a vraisemblablement été atteint avec l'étude sur l'an 2000 d'Herman Kahn. Mais le follement des hypothèses est tel qu'à force de projeter des courbes dans toutes les directions le lecteur ou l'utilisateur ne peuvent en tirer aucune aide.

(Lire la suite page 16, 4^e col.)

HOMME DE GRANDE CONFIANCE

Fort personnalité - 40 ans

Expérience Secteur Public et Privé dans domaine économique et financier.

Activités sanctionnées par brillants succès.

Intuition prouvée du devenir économique. Talent de négociateur au niveau le plus élevé.

Connaissance particulière du monde arabe. Assurant actuellement d'importantes responsabilités de gestion.

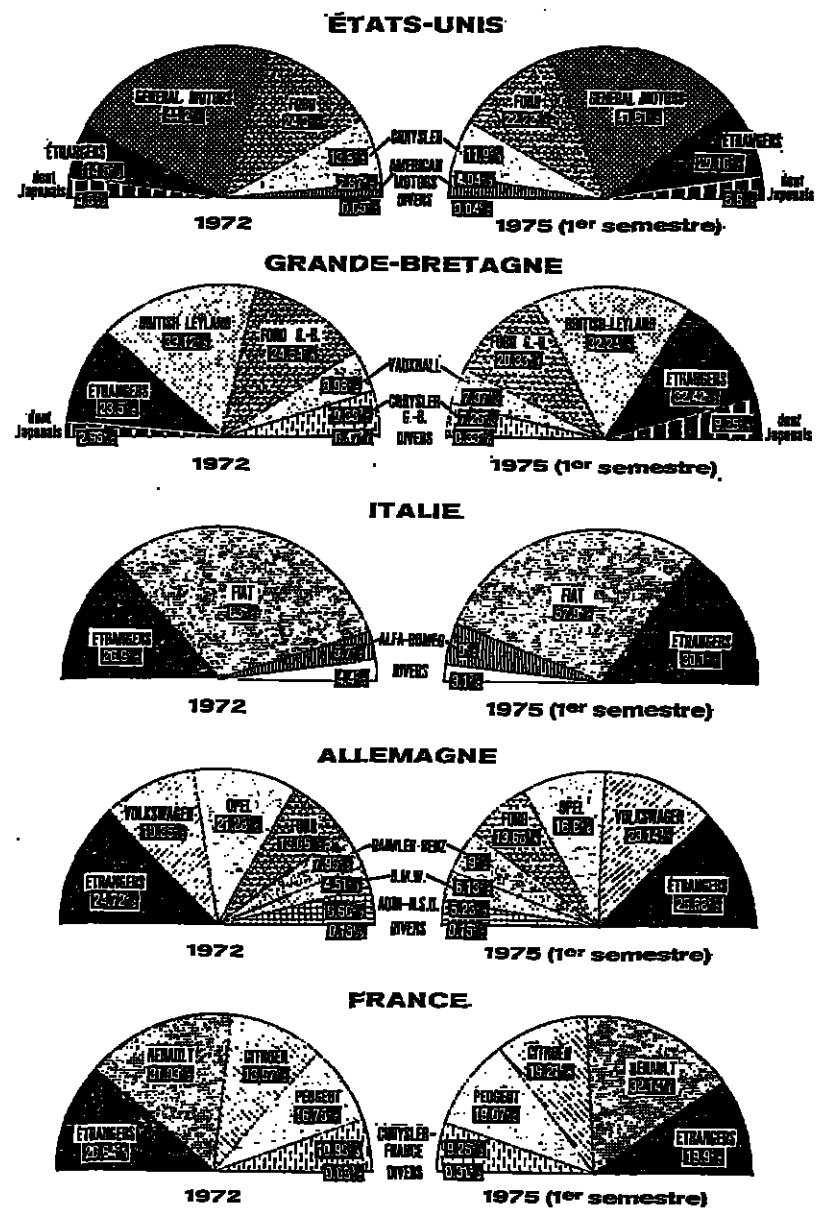
Etudierait toute proposition de collaboration auprès groupe national ou international, intéressé par réflexion et action dans cadre mutations en cours et à prévoir. Offre précise souhaitée. Discretion absolue assurée. Ecrire au n° 10.132,

« le Monde » Publicité.

(*) P.-D. G. des Chantiers de l'Atlantique, président du Centre français du commerce extérieur, M. Loygue devrait quitter mardi au conseil exécutif du C.N.P.F.

FAITS ET TENDANCES

AUTOMOBILE : la percée des Japonais sur les marchés anglo-saxons



Sur la plupart des marchés (sauf en France) la part des voitures importées s'est fortement accrue au cours des trois dernières années. Le phénomène est particulièrement sensible aux États-Unis et en Grande-Bretagne où la part des importations a progressé de près de 40 %. Il est dû, pour une large part, à la percée sur ces marchés des constructeurs japonais, qui sont devenus les premiers fournisseurs étrangers aux États-Unis (devant Volkswagen) et qui ont conquis plus de 9 % du marché britannique.

Leur tâche, il est vrai, a été facilitée par la faiblesse des firmes britanniques, qui, toutes, sauf British Leyland, ont perdu une large part de leurs marchés. On constate également que les filiales des groupes américains ont généralement plus mal passé la crise que les firmes nationales.

Le développement chinois

(Suite de la page 15.)

La Chine commande désormais de nombreuses usines clés en main aux pays occidentaux et au Japon, en usant souvent de formules de paiement différé.

Ces sortes de « raccourcis techniques » lui permettent de gagner du temps. Progressivement, les ingénieurs chinois reproduisent ou modifient les techniques de pointe importées au profit d'autres usines. Dans ce processus d'extension industrielle, le pétrole joue un rôle croissant (la production aura été d'environ 80 millions de tonnes en 1975). L'exploration et l'exploitation de « brut » ont avancé à une cadence rapide, en même temps qu'apparaissent les premiers oléoducs.

Mais la croissance n'est pas tout. A l'usine comme aux champs, l'écologie reste présente. C'est dans ce domaine qu'apparaissent des tensions en 1975, d'ailleurs pleinement reconnues par les dirigeants. Face aux très gros efforts d'industrialisation, les stimulants matériels (primes ou autres) sont plus que jamais stigmatisés, de même que les restes d'esprit bourgeois, chez les ouvriers et les cadres.

Le mouvement général de l'économie s'est traduit, bien entendu, par une forte hausse des échanges avec l'extérieur. Aux prix courants, la valeur des achats et des ventes est passée de 4,7 milliards de dollars en 1971 à 13,7 milliards de dollars en 1974 (+191 % en trois ans). Depuis 1973, la balance commerciale de la Chine est déficitaire (de 1 milliard de dollars notamment en 1974), ce qui s'explique entre autres par les commandes massives d'usines clés en main, des importations de grain, d'acier, d'engrais chimiques.

En 1975, un certain tassement des échanges s'est produit, comme dans le reste du monde, la Chine réduisant ses commandes de biens d'équipement et de machines. La hausse globale des échanges s'annonce donc faible. Quant au déficit de la balance commerciale, il devrait être ramené, pense-t-on, à environ 830 millions de dollars (-37 %).

GILBERT ETIENNE.

L'assemblée générale du C.N.P.F.

(Suite de la page 15.)

Pour parer à tout, néanmoins, le président du C.N.P.F. profitera de l'assemblée générale de mardi pour faire voter à ses pairs une motion générale sur la réforme de l'entreprise. Introduisant le sujet, M. Ambroise Roux exaltera l'entreprise et signifiera qu'une bonne réforme pourrait améliorer aussi l'efficacité générale. L'occasion pour lui de réaffirmer sa position de préconisateur des dispositions stimulant la naissance de nouvelles entreprises et facilitant les successions, en particulier dans les entreprises en difficulté et dans les affaires familiales.

Un clivage nouveau

A trois années d'intervalle, M. Ceyrac se trouve devant ses pairs en position bien plus confortable que lors de sa première élection, où il avait été le candidat de la dernière heure pour éviter une scission entre les partisans de M. Pierre de Calan, considéré comme « ultra-conservateur », et ceux de M. Pierre Deveau, soutenu en particulier par l'« alliance » progressiste » de l'organisation. A travers les idées de deux campagnes électorales (une législative et une présidentielle) et d'une crise économique, le président du C.N.P.F. a réussi à maintenir l'unité de ses troupes. Mais les rapports de forces y ont bien changé : alors que la poussée sociale était très forte à la fin de la période d'expansion — où la gauche patronale déclenchait la réaction de la droite — aujourd'hui la défense de la libre entreprise se craque spectaculairement, tandis que la gauche s'est apparemment éteinte, privant l'ensemble d'un équilibre utile.

Le Centre des jeunes dirigeants est dans une phase d'atonie, et le Centre français des patrons chrétiens reste discret. Entreprise et Progrès, après bier des hésitations, a négocié son intégration au C.N.P.F. Il est vrai que sa marge de manœuvre était étroite : les deux cents entreprises prospères sur lesquelles cette association s'appuyait s'occupent aujourd'hui plus de défendre leur survie que la qualité de l'assurance, et le C.N.P.F. a su coller assez au terrain pour ne pas laisser le beau rôle à d'autres quand cela était possible. Avec deux de ses membres dans le brain trust de M. Ceyrac et trois

KENYA : une crise qui se prolonge

De notre correspondant

Nairobi. — Pour le Kenya, 1975 a été une deuxième année de vaches maigres et toute relance sérieuse de l'économie semble encore exclue en 1976. Les relèvements successifs des prix du pétrole et l'inflation internationale ont porté un coup d'arrêt à une expansion assez satisfaisante pendant les dix années qui ont suivi l'indépendance proclamée en 1963. Le ministère du plan et des finances avait calculé qu'en 1975 le taux de croissance de 7,4 % par an, prévu par le plan de développement (1974-1978), serait difficilement réalisable, mais que, dans de bonnes conditions climatiques, « il serait possible d'améliorer le très médiocre taux de 3,6 % atteint en 1974 ». Selon les premières estimations, le taux de croissance n'a été, l'an dernier, que de 2,5 % à 3,5 %.

En 1974, la sécheresse de l'hiver précédent a entraîné un déclin de la production agricole commercialisée, et les importations alimentaires ont augmenté de 150 %. Selon les calculs du ministère des finances, la production, en termes réels, a décliné de 2,2 %. Compte tenu d'un taux d'expansion démographique de 3,3 % par an, cela représente une chute de 3,5 % de la production par capita. C'est la première fois, depuis l'indépendance, qu'un déclin du revenu par tête a été enregistré. De 1964 à 1972, le taux de croissance, assez régulier d'une année sur l'autre, avait été de 6,8 %.

En janvier 1975, soucieux de soutenir la production agricole, le gouvernement a décidé une augmentation générale des prix à la vente de produits comme le maïs, la farine de blé, la viande de bœuf, le pain, le sucre et le lait. Les trois quarts d'une population évaluée à treize millions quatre cent mille habi-

tants tirent leurs revenus de l'agriculture, qui constitue, pour sa part, 60 % des exportations et plus du tiers du produit national brut.

Ce relèvement des prix agricoles a surtout affecté les économiquement faibles et les revenus fixes. Pour rééquilibrer le tir, le gouvernement a annoncé, au milieu de l'année, une augmentation générale des salaires (à commencer par celle du salaire minimum autorisé) et présenté un « budget du pauvre » pour 1975-1976. Les taxes sur les produits de luxe importés ont été relevées de 30 % à 100 % dans certains cas, tandis que les prix du pain et de la margarine baissent légèrement. De nouveaux impôts ont été introduits sur les ventes, les bénéfices et les commissions des sociétés. Parallèlement, les dépenses de développement ont fait un bond de 30 % d'une année sur l'autre.

Le gouvernement s'est également attaqué au déficit considérable de sa balance des paiements en dévaluant, en novembre, le shilling kényan de près de 15 %. En 1973, le déficit de la balance avait atteint le montant record à l'époque, de près de 1 milliard de francs. Ce déficit avait plus que doublé en 1974, alors que certains experts estimaient que le shilling était surévalué. La dévaluation de novembre, la hausse sérieuse des prix du café, dont le Kenya est gros exportateur, et l'espoir d'une augmentation des prix de vente des matières premières sur le marché international devraient se conjuguer pour corriger ce déficit, qui pèse autant sur le ralentissement de la croissance que la baisse relative de la production agricole.

Relance de l'inflation

L'ensemble des mesures prises en 1975 a, en revanche, contribué à encourager une inflation dont le taux s'était déjà élevé à 16 % en 1974. Par suite de la relance générale des prix, décriée le mois précédent, l'indice du coût de la vie, en février, a fait un bond de 8 % (couches sociales défavorisées) et de 6,4 % (classes moyennes). Pour les neuf premiers mois de l'année, il a été évalué à 16,5 % et 18 % (le renversement des taux étant le produit de certaines mesures sociales, comme la baisse des prix du pain et de la margarine). La dévaluation de novembre devrait produire un taux d'inflation de 30 % environ pour l'ensemble de 1975.

Largement ouverte aux investissements étrangers, l'économie kényenne demeure particulièrement sensible au climat international. La tentative pour contrôler sur place l'inflation a contribué au ralentissement des affaires. Par secteur, les perspectives demeurent rela-

tivement médiocres : légère expansion du tourisme, stagnation de la construction, poursuite de l'expansion de secteur industriel et légère croissance des autres secteurs. En dépit de la sécheresse qui persiste dans le Kenya oriental, où sévit la disette, les récoltes s'annoncent heureuses. Mais, dans le domaine du commerce extérieur, le ministère des finances juge que la détérioration pourrait se poursuivre « en raison de l'augmentation des prix des produits importés et de la baisse des produits exportés ». Le café semble être la seule exception notable.

JEAN-CLAUDE POMONT.

La prospective

(Suite de la page 15.)

Ce qui frappe le plus dans ces scénarios de l'avenir, c'est l'incapacité de l'homme à imaginer quelque chose de réellement nouveau. Avant l'électricité, on ne savait vraiment pas qu'un jour il y aurait l'électricité. Avant les antibiotiques, on ne savait vraiment pas qu'un jour il y aurait la pénicilline. Avant Joliot-Curie et quelques autres, on ignorait qu'il y aurait un jour des réacteurs nucléaires.

Dans son étude sur l'an 2000, Herman Kahn établit une liste d'une centaine d'innovations techniques très probables d'ici à la fin du vingtième siècle, de vingt-cinq innovations pour le vingt et unième siècle et d'une dizaine d'innovations pour les siècles à venir. Réalisez attentivement cette liste : on n'y trouve rien que de déjà connu. Seule change parfois l'échelle.

Pour une morale

Malheureusement, pour l'industriel, le raisonnement avec l'évidence est une contrainte. Il ne peut l'éduquer. Il ne peut attendre. Il doit prendre une décision. La prospective est là, d'abord pour l'informer qu'une décision doit être prise, ensuite pour l'aider à prendre cette décision.

Cette décision ressemble, le plus souvent, à un tir sur un objectif mobile où le « projectile » tiré par l'industriel (c'est-à-dire la décision d'investissement, le produit nouveau...) n'interviendra sur le marché que trois, quatre ou cinq ans et parfois plus après le signal de mise à feu. Les mouvements de la cible, c'est-à-dire l'évolution du marché, ne sont évidemment pas programmés à l'avance, et les événements extérieurs viennent jeter le trouble le plus profond dans l'ordre que l'on était parvenu à introduire sous la forme rassurante d'un modèle.

Le directeur du laboratoire de prospective appliquée, M. Decouffé, assigne à la prospective un objectif essentiel : celui d'introduire dans l'examen des choses de ce monde une suffisante lucidité. « Cette lucidité, je la définis volontiers, dit-il, comme la combinaison fragile de la généralité, de la circonspection et de la rigueur : d'une ambition de philosophie, d'une vertu de méditation et d'une qualité de savoir. » Et il conclut : « Générosité, circonspection et rigueur se lient ainsi pour tenter de constituer la prospective, au bout de tous les comptes, en une morale du regard. » Les tentations sont grandes, en effet, dans le domaine de la prospective, de se laisser entraîner par ses propres phantasmes.

Les mesures prises en 1975 n'ont pas sensiblement affecté les structures d'une économie qui s'accommode de profondes disparités sociales. Un rapport de la Banque mondiale, publié fin octobre, juge que les dix premières années d'expansion économique n'ont guère eu d'impact sur le niveau de vie des couches sociales les moins favorisées, que le chômage prend depuis deux ans des proportions alarmantes. « Les difficultés de répartir équitablement les bénéfices du développement sont immenses au sein d'une communauté aussi diverse que celle du Kenya », souligne le rapport.

Le revenu moyen annuel du Kényan — évalué à 750 francs par tête — cache des différences considérables. Sur 569 000 kilomètres carrés de terres, 7 % seulement sont jugés bons pour l'agriculture, et 5 % supplémentaires seraient fertiles s'ils étaient irrigués. La distribution de ces terres est un problème qui est encore loin d'être résolu puisque, dans la catégorie des fermes moyennes, 1 334 Africains se partagent 500 000 hectares là où 295 Européens et citoyens d'origine européenne s'approprient encore, douze ans après l'indépendance, pas moins de 400 000 hectares. En 1972, on comptait encore quinze propriétés de 20 000 hectares et plus, ainsi que cent onze propriétés qui comprenaient entre 4 000 et 20 000 hectares.

Le chômage, particulièrement sensible à Nairobi — une capitale de près d'un million d'habitants — est lié à cette distribution des terres utiles. En 1974, sur 91 977 demandes de placement enregistrées par les autorités, 18 461 seulement ont été satisfaites. Selon un rapport du BIT, publié en 1971, la politique de « kényanisation » suivie par le gouvernement n'avait pas encore permis, à l'époque, de prévenir « une croissance économique selon les lignes dérivées auparavant par la structure coloniale ». La Banque mondiale estime de son côté, cette année, que, en s'attachant au mode de développement choisi dans les années 60, le Kenya aura de plus en plus de difficultés à maintenir un taux de croissance élevé sans provoquer un déficit insurmontable de la balance des paiements. Pour faire face au chômage et à la pauvreté, elle suggère que le Kenya abandonne ce modèle post-colonial de développement et accroisse ses efforts dans le domaine agricole et celui, peu développé, des industries utilisant des matières premières locales.

JEAN-CLAUDE POMONT.

LE MONDE

Après la signature par les Membres

Le nouveau bro et l'avenir du b

à Luxembourg

pour maintenir les brevets nationaux

RÉPUBLIQUE A
MINISTÈRE
SOCIÉTÉ NAT

AVIS DE

La Société
informe toutes
d'offres intérieures
la réclamation
de Pratiques Co
offres est repro

مكتبة من الأصل

LE MONDE DES AFFAIRES

Après la signature par les Neuf de la convention de Luxembourg

Le nouveau brevet européen et l'avenir du brevet français

par GEORGES VIANES (*)

La signature par les Neuf de la convention de Luxembourg sur le brevet communautaire, le 15 décembre dernier, marque une étape importante de la construction européenne. Au-delà de la libération des échanges maintenant réalisée, et d'un début d'harmonisation des politiques (voir de politiques communes dans certains secteurs), elle tend à créer pour la première fois un droit unitaire communautaire, embrassant un vaste domaine et se superposant aux législations nationales qui devront s'harmoniser.

Cette avancée s'explique par le caractère spécifique de la propriété industrielle. Celle-ci a toujours reposé sur la coopération internationale et son fondement est la convention d'Union de Paris signée en 1883, qui groupe désormais quatre-vingt-deux États. Sa nature même, qui est d'attribuer des droits exclusifs d'exploitation industrielle, rendait anachronique une mosaïque de législations nationales au sein d'une union économique.

Surtout le développement considérable des brevets depuis la seconde guerre mondiale, en liaison avec l'expansion économique, posait des problèmes qui ne pouvaient être résolus dans le cadre national.

De La Haye à Luxembourg

Le résultat acquis à Luxembourg est l'aboutissement d'une longue série d'efforts pour renforcer la protection de la propriété industrielle en Europe, qui a commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale par la création de l'Institut international des brevets de La Haye, premier organisme international de recherche documentaire. Après bien des aléas, et parallèlement à la conclusion du traité de Washington sur la coopération dans le domaine des brevets en 1972 (1), ces efforts ont débouché dans un premier stade sur la signature de la « convention sur le brevet européen » le 5 octobre 1973 à Munich par les neuf États de la C.E.E. et sept autres États européens (2). Cette première convention substitue une procédure unique de dépôt, d'examen et de délivrance des brevets aux différentes procédures nationales des États signataires en utilisant, dans toute la mesure du possible, le droit des brevets. Elle crée à Munich un Office européen des brevets qui, normalement vers la fin de 1977, examinera et délivrera selon des règles communes des brevets dits européens, mais qui en fait, au moment de leur délivrance, se divisent en brevets nationaux indépendants les uns des autres ou en brevets régionaux (cas du brevet communautaire).

La convention de Luxembourg complète cette première convention en allant beaucoup plus loin pour les neuf pays du Marché commun. Elle crée, en effet, un nouveau titre de propriété industrielle, le brevet

communautaire, délivré par le futur Office européen des brevets, qui produira ses effets sur le territoire des neuf pays au même titre que les brevets nationaux. Elle institue donc un droit unitaire communautaire se superposant aux législations nationales. Elle règle en même temps les modalités d'exercice de ce droit en tenant compte des règles fixées par le traité de Rome, notamment pour la libre circulation des marchandises.

C'est ainsi qu'un produit mis sur le marché par le breveté dans un des pays de la Communauté pourra ensuite être importé librement dans tout autre pays membre, règle qui pourrait mettre en échec une pluralité de brevets nationaux et qui a donné lieu à la jurisprudence de la Cour de justice européenne. Il y aura donc en France dans quelques années (3) deux sortes de brevets : le brevet national et le brevet communautaire.

Dans ces conditions, il est légitime de s'interroger sur l'avenir du brevet français. Celui-ci est-il conduit à disparaître ou bien à n'avoir plus qu'une existence théorique ? Quel sera le rôle de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) dont l'activité est principalement consacrée à l'examen et à la délivrance des brevets nationaux ?

La réponse à cette double question est la même. Le brevet français doit conserver une place importante tant sur le plan qualitatif que quantitatif. L'Institut national de la propriété industrielle doit conserver un rôle essentiel.

Pourquoi maintenir les brevets nationaux

Les États de la C.E.E. ont estimé que le maintien des brevets nationaux se justifiait parce qu'il était équitable que les ressortissants des pays du Marché commun puissent continuer à bénéficier de cette protection tout comme les autres ressortissants dans leurs pays respectifs. La protection de l'invention par le brevet national est, en effet, la voie la plus directe, la moins onéreuse et la plus accessible à l'inventeur. Elle constitue en tout cas la première étape d'une protection internationale.

A cet égard, il convient de rappeler que le premier dépôt d'une demande de brevet confère la propriété de l'invention. A ce premier dépôt est attaché un « droit de priorité » qui permet à l'inventeur d'effectuer pendant un délai d'un an des « dépôts secondaires » dans les autres pays de la convention de Paris, sans crainte que dans ce délai un autre déposant puisse prétendre à l'octroi d'un brevet pour la même invention. Si l'on considère que, dans les différents pays industriels, les solutions aux mêmes problèmes techniques sont souvent recherchées simultanément, on comprend l'obligation dans laquelle se trouve l'inventeur, au sens large du terme, d'opérer ce « premier dépôt » sans qu'il ait le temps de s'assurer de la réalité de l'invention, de sa valeur technique et économique. Ce délai de priorité d'un an constitue en fait un délai de réflexion au terme duquel il pourra décider si l'invention mérite une protection étendue à d'autres pays soit par la voie d'une pluralité de brevets nationaux, soit par la voie de la demande européenne, soit encore par celle de la demande internationale P.C.T. (dans le cadre du traité de Washington).

La voie traditionnelle d'une première demande nationale de brevet continuera

donc de s'imposer. Il faut encore observer que le rapport de recherche français, donnant lieu à avis documentaire, et le rapport de recherche européen, servant de base dans la procédure de délivrance du brevet européen, seront rendus identiques dans le droit commun dans les faits, puisque tous deux seront élaborés par l'actuel Institut international des brevets, future direction générale de l'Office européen des brevets. Le déposant d'une demande française aura ainsi l'avantage appréciable d'un gain de temps et d'argent dans l'éventualité d'une demande européenne ou d'une demande internationale.

(*) Directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.

Internationale, basée sur la priorité attachée à la demande française.

Dans presque tous les cas, la demande française fournira le délai indispensable pour élaborer la stratégie de propriété industrielle à adopter. Dans certains cas, complétés ou non par d'autres demandes nationales, elle suffira aux objectifs d'exploitation. Il faut donc préserver et améliorer la qualité du brevet français, ce que devrait permettre la révision prochaine de la loi de 1968.

Ainsi pensent également les autres États du Marché commun, ceux qui disposent actuellement d'un brevet fort et le maintiennent (République fédérale d'Allemagne) ou le renforcent (Royaume-Uni), comme ceux qui n'ont qu'un brevet faible et envisagent une réforme plus ou moins inspirée de la législation française (Italie, Belgique).

Le brevet européen sera d'ailleurs un brevet relativement coûteux. Les experts considèrent que le déposant ne trouvera d'avantage financier à une demande internationale que lorsqu'il envisagera d'étendre la protection à trois ou quatre pays européens. Le domaine des demandes nationales reste donc considérable.

Le nouveau rôle de l'Institut national

Ces considérations conduisent à esquisser que le volume annuel de demandes de brevets français auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (quarante-trois mille en 1974) sera dans une dizaine d'années diminué d'un peu plus de moitié. Quel rôle devra alors jouer l'INPI ?

La première constatation est qu'un Institut de brevets comme le nôtre a accumulé un capital d'hommes et de connaissances irremplaçable qu'il nous revient d'utiliser au mieux de l'intérêt général. La seconde est que l'Institut, mobilisé par la lourde tâche de l'examen et de la délivrance des brevets dans le cadre de la nouvelle loi de 1968, n'a pas toujours pu satisfaire comme il l'aurait souhaité les besoins du public. Jusqu'à présent l'organisme de caractère essentiellement juridique, il doit s'ouvrir à de nouvelles préoccupations.

Il doit d'abord s'employer, en liaison avec les milieux professionnels, à remédier à la sous-information de notre pays en matière de propriété industrielle. L'un des terrains privilégiés de cette action devrait être la petite et moyenne industrie.

Il doit ensuite améliorer et développer ses prestations de services tant à l'égard du public qu'à l'égard des pouvoirs publics. L'une des voies essentielles de cette politique devrait être un élargissement et une meilleure utilisation de son fonds documentaire, qu'il s'agisse des inventions, des marques ou du registre central du commerce. Déjà l'INPI envisage de mettre à la disposition du public dès l'an prochain un système de recherche mécanisée en matière d'antériorités de marques. Le succès de cette première expérience devrait permettre son extension à d'autres domaines.

Sur tous ces points une réflexion collective doit s'engager au sein de l'Institut et en liaison avec les milieux intéressés afin que, au moment même où le droit de la propriété industrielle se développe et se perfectionne, l'INPI reste plus que jamais au service du public.

(1) Ce traité, non encore ratifié, institue une coopération internationale dans le domaine du dépôt, de la recherche et de l'examen des demandes de brevets.

(2) Suisse, Suède, Autriche, Norvège, Grèce, Liechtenstein et Monaco.

(3) Ces conventions doivent encore être ratifiées par les États.

Le développement industriel en Irlande du Nord

Des usines contre la violence

« UN endroit idéal pour votre usine. » L'invitation au voyage et au séjour industriels en Irlande du Nord peut surprendre, alors que le pays continue d'être plongé dans une guerre civile larvée. Elle figure pourtant en couverture d'une brochure publiée, en août 1974, par le département du commerce à l'intention des hommes d'affaires français. A Belfast, les fonctionnaires énumèrent chiffres à l'appui, les avantages offerts à toute implantation d'usine... alors que patrouillent dans les rues les parachutistes anglais et que, dans le centre de la ville, le quartier des magasins est réservé aux piétons par souci de sécurité.

« La vie quotidienne de l'industrie continue malgré les troubles », souligne-t-on dans les milieux officiels. Depuis 1968, des entreprises britanniques et étrangères ont effectivement franchi les mers et l'océan pour s'installer en Irlande du Nord, en moins grand nombre il est vrai que durant les années 60 (une cinquantaine depuis 1970, contre plus de cent cinquante de 1960 à 1969). Attirées par la présence d'une main-d'œuvre disponible, relativement qualifiée et moins chère qu'ailleurs, ainsi que par l'octroi de divers avantages financiers, près de trois cents firmes se sont implantées dans les six comtés au cours des vingt dernières années. Trois sur quatre sont britanniques, mais trente-cinq sont américaines, dix allemandes, quatre néerlandaises, trois scandinaves, sans oublier Michelin et Nestlé. Ces firmes ont contribué au développement industriel d'un pays qui reste malgré tout très dépendant de Londres et se trouve largement soumis aux sautes de vent mondiales.

De notre envoyé spécial

Belfast. — Dans la région de Newry, au sud de Belfast, près de la frontière entre les deux Irlandes, un habitant sur quatre est sans emploi. Le taux de chômage — 24,5 % de la population active — est l'un des plus élevés d'Irlande du Nord. Autour de Strabane, au nord-ouest, il atteint 27,5 % ; dans l'agglomération de Belfast, il n'est que de 7 %. La récession mondiale a particulièrement frappé ces régions défavorisées et freiné un développement industriel que ne facilitent pas les affrontements entre communautés. A Newry, le chômage

s'élevait déjà à 12,5 % en décembre 1973 et à 15,5 % un an après. Point noir de l'emploi, Newry, habitée en majorité par des catholiques, est aussi un des points chauds de la carte militaire de l'Irlande du Nord, constituant une zone de passage de l'IRA. A l'entrée, des soldats montent la garde et effectuent des contrôles, entourés d'auto-mitrailleuses en batterie. Un ou deux kilomètres plus loin, une nouvelle usine vient néanmoins d'entrer en fonctionnement.

La plaie du chômage

D'une façon générale, les chefs d'entreprise font valoir l'intérêt d'une main-d'œuvre en surabondance, ajoutant que la « paix sociale » dans les entreprises et les relations avec les syndicats sont meilleures ici qu'ailleurs. Ils mettent en avant aussi, pour ceux qui sont implantés en dehors de Belfast, les avantages d'une vie à la campagne, offrant les plaisirs du golf, de la chasse ou de la pêche. Il ne faut pas oublier non plus les avantages financiers consentis par l'administration irlandaise, qui peuvent atteindre jusqu'à deux tiers des investissements initiaux.

Comme sa voisine du Sud, l'Irlande du Nord a été conduite à faire appel à des firmes extérieures afin de lutter contre le déclin des industries traditionnelles — textile, chantiers navals — et de réduire le chômage. Au cours des dernières années, le taux en a rarement été inférieur à 8 % (8,5 % en 1974) de la population active (l'Irlande compte 1,6 million d'habitants). A la suite de la récession mondiale, ce taux a même dépassé 9 % à la fin de 1975 (près de 11 % pour les hommes, plus de 7 % pour les femmes), ce qui correspond à près de 49 000 personnes (17 000 de plus qu'à la fin de 1974).

Le chômage a toujours été une des plaies de l'Irlande, où l'émigration sert de trop-plein à une forte natalité. En réaction, Belfast a mis en place, comme Dublin, une politique de développement industriel sous forme d'aides financières pour l'implantation ou l'extension d'usines, variables selon l'importance des créations d'emplois. Une subvention couvre de 30 à 40 % de maximum est de 32 % dans le reste du Royaume-Uni) du coût de construction des bâtiments et d'achat des machines et équipements. En outre, l'administration peut accorder des avances au démarrage et tient en permanence une douzaine d'usines standard toutes prêtes à la location.

Des efforts ont également été accomplis pour la main-d'œuvre. Le pays a été quadrillé de treize centres de formation technique, d'une capacité totale d'environ quatre mille places, tandis qu'un office central effectue des études gratuites sur les besoins des entreprises en personnel et que des services de placement tiennent des registres des travailleurs disponibles. Des primes d'emploi sont prévues et des indemnités accordées en cas de formation sur le tas. Des allocations peuvent couvrir les frais de voyage, de déménagement ou d'achat d'une maison des cadres supérieurs.

Créant des bureaux de propagande aux États-Unis, au Japon et dans plusieurs pays d'Europe, Belfast semble n'avoir rien négligé pour attirer les capitaux étrangers. Toutefois, les firmes extérieures, qui exportent en général leur production, sont soumises à un impôt de 52 % sur leurs bénéfices, alors qu'elles en sont exonérées pendant quinze ans en République d'Irlande.

Des résultats ont été obtenus, même s'ils n'ont pas été à la hauteur des ambitions. Selon le programme de développement pour 1970-1975, 40 000 emplois devaient être créés en cinq ans,

plus de 30 000 l'ont été actuellement. La production industrielle s'est diversifiée et a augmenté jusqu'à la crise récente d'environ 6 % par an. Le produit national brut s'est accru au point d'excéder le milliard de livres ; le revenu par habitant est passé des deux tiers à plus des trois quarts de celui de l'Angleterre.

Dependant le climat politique reste évidemment défavorable au développement industriel. Les gens hésitent à se déplacer pour se rendre à un lieu de travail éloigné. L'émigration a doublé au cours des dernières années, passant de 6 000 à 12 000 personnes par an et touchant surtout les ouvriers qualifiés et les diplômés. Même si l'industrie a peu souffert directement — mis à part des menaces et quelques bombes — d'une campagne terroriste dirigée surtout contre les « pubs » et les commerces, dix-sept firmes — toutes britanniques — employant au total 800 personnes, ont dû fermer leurs portes à cause des troubles.

Les actions de développement « ne suffisent pas à compenser l'absence de stabilité politique », note, dans son rapport annuel pour 1974-1975, le département du commerce. Si les usines continuent à « tourner », le volume des investissements, après avoir atteint un sommet au cours des années 60, n'a cessé de diminuer. L'an dernier, le nombre des emplois créés a été le plus faible des cinq dernières années : plus de 5 000 contre 6 000 en 1974, et 7 000 en 1973. Autre signe : les représentants de 70 sociétés seulement, contre 115 l'année précédente, ont visité l'Irlande du Nord pour la première fois.

Les effets de la récession mondiale se mêlent d'ailleurs à ceux de la violence pour bruyiller les cartes dont dispose Belfast. Le bâtiment qui devait abriter la seconde usine Grundig est toujours vide. Les armateurs hésitent à utiliser les cales de réparation irlandaises, tandis que le chantier naval Harland and Wolff souffre de la crise des grands pétroliers. Cette fragilité renforce la dépendance de Belfast à l'égard de Westminster, dont l'aide est passée de 50 millions de livres, en 1967, à 180 millions en 1973, 200 millions l'an dernier, et plus de 400 millions cette année (soit la moitié du budget de la province pour 1974) — non compris les dépenses militaires (50 millions).

Les chances industrielles de l'Irlande du Nord sont liées à la fois à la reprise économique dans le monde et à une solution politique dans le pays. En sens inverse, pour certains fonctionnaires, satisfaits de la tranquillité des entreprises, le chômage alimente en partie le terrorisme et le travail serait une « cure ». « Les classes moyennes ne sont pas assez nombreuses chez les catholiques », font-ils remarquer. Sans doute, mais la violence, qui s'inscrit depuis plus de six ans dans la vie quotidienne des Irlandais au point de faire partie de leur paysage, ne s'évanouira pas dans la fumée des usines.

MICHEL BOYER.

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

AVIS DE PROROGATION DE DELAI

La Société Nationale des Industries Chimiques informe toutes les sociétés intéressées par son appel d'offres international n° 1/75, relatif à l'étude et la réalisation « Produits en main » d'un Complexe de Produits Cosmétiques, que la date de remise des offres est reportée au 31 JANVIER 1976.

VOUS CHERCHER
UN JOB ?
VOUS VOULEZ
CHANGER DE JOB ?

SLAER SEARCH
100-101-102-103
CARRIAGE ROAD
LONDON W8 5TF

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Tibor Mende

SOLEILS LEVANTS
LE JAPON ET LA CHINE

Nous retrouverons toujours avec plaisir ce maître souriant, qui, assis dans sa vie, à l'université, que dans le journalisme ou la fonction publique internationale, pratique l'art éprouvé d'observer, de saisir, et, à l'inverse de tant d'autres, de présenter des problèmes complexes de façon claire. Le Japon du miracle, depuis la chirurgie de Mac Arthur, nous en avons souvent entendu parler, mais de son passé plus que de son avenir, de sa surface brillante plus que de son fond. Or la maturation progressive et la fin du « miracle », précisément par « érosion de ses piliers », entraînent contradictions et menaces.

Première surprise, sur divers points : bien des ressemblances avec nos propres errements, jusqu'à la caricature parfois ; c'est, par exemple, la retraite à cinquante-cinq ans, dans une population qui se peuple de vieillards (le nombre des plus de soixante-cinq ans va, en une génération, augmenter six fois plus vite que la population totale). Retraite punitive, d'ailleurs, car la montée continue des salaires, au cours de la vie, se termine par une chute brutale. Nous trouvons aussi l'enfer des examens, le refus fatal des jeunes sacrifiés, la mise à l'écart de la matière grise, devant le manque de matières premières, etc.

En revanche, le contraste est fréquent : densité démographique, densité économique (produit national par tête) bien plus élevée, fierté de la profession et conscience de l'ensemble (« le contrebasiste n'est ni moins heureux ni moins fier que le premier violon »), pas de travailleurs étrangers, en dépit de la pénurie de main d'œuvre, mais proximité de l'aide ad hoc où ponde des investissements (Hongkong, Formose, etc.), un taux préoccupant d'auto-alimentation 53 % (le plus bas des pays industriels).

Tibor Mende aurait pu ajouter, parmi les différences, la mystérieuse reprise de la natalité, le Japon étant le seul pays « occidental » dans ce cas.

Le passage sur la Chine n'a pas moins d'intérêt, mais, comme il est essentiellement politique, nous nous bornons à en recommander la lecture, qui procure autant de plaisir et demande aussi peu d'effort que celle du premier.

* Paris 1975. Editions du Seuil, 20 cm, 187 p., 27 F.

Jean-Hervé Lorenzi

LE MARCHÉ
DANS LA PLANIFICATION

UNE thèse de plein intérêt, sur un sujet d'actualité permanente et futur, sous la présidence de B. Rosier. Depuis cinquante ans, est dénoncée l'opposition entre le marché et le plan ; mais depuis vingt-cinq ans, nous cherchons, dans un camp comme dans l'autre, les conditions de leur mariage. Quel économiste ne s'est risqué à cette joute ? Qui n'a jamais esquissé un sourire vers le socialisme libéral ? L'opposition est bien soulignée entre la planifi-

cation pure (rêve initial), des quantités physiques, voire des temps de travail (Bettelheim), et la, non moins pure liquidité concurrentielle. Mais, vers 1950, le démon-valeur et le diable-plan ont troublé la pureté.

Dans un cas comme dans l'autre, l'insuffisance d'information, en un point quelconque du champ, entraîne une inadéquation — disons une distorsion — qui crée un « quasi-marché » (expression contestable, mais peu importe), avec pour conséquences, quelque part ailleurs, inflation et chômage ou remède ad hoc. Nous touchons ici à la biologie, comme aussi aux querelles des stratégies militaires d'il y a un siècle. A la fin de cette présentation, bien distillée jusqu'à la dernière goutte, se pose cependant la question du facteur temps (réflexe ou moment d'inertie), qui semble sous-estimée.

Le système concurrentiel se trouve manquer d'informations sur divers points (rendements croissants, biens collectifs, effets externes) ; comme, en revanche, le plan exigerait que toute l'information soit à la disposition du centre de décisions (de façon instantanée, ajoutons-nous), divers biais sont inévitables. Entre-temps, tout passe en revue, les stimulants, la tentative « prométhéenne » de Lénine, le conflit entre court et long terme, l'aventure yougoslave (investissements en détresse au début), l'agrégation des produits en branches, etc.

Si attachante est la lecture que nous ne voyons qu'en fin de parcours combien elle a été peu planifiée. Un historien, au fil des accidents, écartant d'expérience, eût avantageusement précédé une recherche critique de l'angélisme-optimisme, recherche assortie d'exemples concrets, réels ou imaginés.

Ne boudons pas, pour autant, ce travail de haute qualité, qui annonce un maître. Importants bibliographie.

* Paris 1975. P.U.F., 21 cm, 372 p., 65 F.

Philippe Zarifian

INFLATION
ET CRISE MONÉTAIRE

LA préface du secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale, un moment embarrassée, puis roulant à nouveau, nous place bien dans la mise en question du capitalisme devant ses infortunes. La tâche était simple et peut-être la marquée trop belle, en raison des dangers de la facilité. La thèse générale, émaillée d'observations justes et souvent pénétrantes, tourne trop souvent au cours doctrinal.

Après une partie de théorie classique vient le combat plus vivante historique, depuis la rupture monétaire de 1914, au désordre actuel, en passant par l'inévitable Bretton-Woods et le plan Marshall, bien analysé. Il n'y a pas besoin, ici, de malmenier le capitalisme, tant le défi est éloquent.

L'analyse se passe presque de chiffres, à l'exception de séries bien connues de prix, de bourse, ou de changes. Le projecteur étant toujours braqué sur les monopoles et le capitalisme qu'ils inspirent (capitalisme monopoliste d'Etat), les autres acteurs ne sont guère visibles, non plus que d'autres zones dignes d'intérêt (agriculture, sécurité sociale, rigidités

diverses, etc.). Nous retrouvons le péché mignon des monétaristes.

Quelques observations ne passent pas sans peine : qualifier de darwinisme le système concurrentiel, c'est peut-être oublier que Darwin a construit à l'inverse sa théorie de l'évolution sur le vu de la sélection des entreprises.

Le jeune et méritant « science po » a beaucoup lu et pénétré, mais il excelle à saisir de la fourchette les morceaux qu'il lui faut : les études récentes de l'INSEE sur la baisse de productivité du capital ne lui ont pas échappé, mais l'interprétation en est curieuse. Quant à la théorie-béton de la paupérisation absolue, et... attachante, elle mériterait d'être confrontée avec l'augmentation considérable de la consommation de produits courants depuis la guerre, pour ne pas parler des voitures.

Surprise finale : en fin d'ouvrage, exposition claire du dilemme inflation-chômage, pleinement conforme à la vue de Friedman, si fortement critiquée au début. Malentendu de présentation, sans doute, que tous les lecteurs ne saisisseront pas. Enfin, constamment attendu, la description concrète de la construction future ne vient malheureusement pas.

Un jeune de mérite, qui en aura plus encore en ouvrant les fenêtres.

* Paris 1975. Editions sociales, 18 cm, 382 p., 40 F.

Jean-Marc de Preneuf

L'INFLATION DÉMYSTIFIÉE
Préface de Michel ROLANT

LE même sujet, en somme, que l'ouvrage précédent traité, lui aussi, par un jeune « sciences po », mais d'une autre école. Le rapprochement plein d'intérêt permet de comparer les optiques, les méthodes, les conceptions de la société, et jusqu'aux façons dont s'entend la rédaction d'une préface.

Moins de considération de pure doctrine (la même première partie reste imprégnée d'observation) et plus de souci de pénétration au cœur de la réalité, donc plus de trouble intérieur. Le guide principal est cette fois moins la monnaie que les prix ; et nous remontons très haut dans l'Histoire, glissons vite à la Révolution pour trouver une intéressante comparaison du budget familial, à deux siècles de distance. Le souci de se placer du point de vue de l'ouvrier-consommateur se retrouve dans la suite.

Viens ensuite, dans un ordre que la logique n'impose pas toujours, une analyse de nos infortunes honnêtement nuancée, imprégnée parfois de préjugés habituels de l'opinion de tous milieux mais bien vivante et touchant toujours au réel ; peu suspect d'attachement au capitalisme, de Preneuf n'hésite cependant pas à signaler la perte des actionnaires en Bourse depuis l'accélération du poison doré qu'est l'inflation, ce qui ne réduit en rien la vigueur des attaques, inspirées de Lévinson, contre les multinationales.

Le plus intéressant, nous l'attendons toujours avec impatience, ce sont les propositions positives. Bien plus courtes que la partie analytique et critique, elles n'en sont pas moins riches et révélatrices. Dans les quinze pages qui s'intitulent « un autre système », nous ne sommes pas bercés par les rêves fuyants du style « changer de vie », mais nous recevons des pré-

sions sans défaillances. L'indexation de l'épargne à long terme (il faudrait ajouter à taux d'intérêt minime) pourrait nous donner à croire que nous abordons un havre capitaliste ; mais le reste met les choses bien au point. A la « réformette » de Galley est préférée la municipalisation des sols ; le marché (plus exactement l'économie) doit être planifié et la décentralisation constamment poussée vers la base et les travailleurs pour chaque décision ; le transfert des entreprises doit se faire largement vers les autorités locales. La coopération internationale eût gagné à être précisée.

Il y a certes, dans ces pages, beaucoup de jeunesse, mais ne savons-nous pas que celle-ci va avec le désintéressement et la promesse de progrès ?

* Paris 1975. Editions ouvrières, 18 cm, 235 p., 24 F.

Jean-Michel Collette

L'ALLOCATION DES RESSOURCES
DANS LES SECTEURS SOCIAUX
ÉTUDE SUR LES SYSTÈMES
DE DÉCISION

Préface de Donald V. McGRANAHAN

LES décisions publiques, notamment en matière de dépenses et même de fiscalité, ont été longtemps prises de façon purement empirique, après balancement entre solutions divergentes ; cette observation vaut, bien entendu, pour les gouvernements, le Parlement étant ici hors de question.

Depuis quinze ans environ sont proposées des méthodes plus rationnelles. Ce fut aux États-Unis le P.P.B.S. (planning, programming, budgeting system) et son pendant en France, la R.C.B. (rationalisation des choix budgétaires). Il ne s'agit pas ici seulement de budget. D'ailleurs le Plan, qui s'était longtemps borné à étudier le choix des investissements, s'est, depuis le VI^e (Plan), attaché à une planification « fonctionnelle ».

L'étude présentée ici a été menée à l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social et la préface a été rédigée par son directeur. Quatre secteurs sont particulièrement en vue : enseignement de base, enseignement supérieur, soins médicaux, logement social. Leur sont appliqués les modèles de simulation, selon la méthode longtemps restée au stade de l'entreprise (stocks optimaux, etc.).

Sans aller jusqu'à dire, avec l'auteur, que rationalité est synonyme d'innovation, le seul énoncé des méthodes suggère que la pression des contraintes pousse, dans une étude rationnelle, à l'innovation, refuge, confirmation du vieux adage de la nécessité de la pression sociale. D'autres analyses sont proposées, notamment pour une politique de l'emploi, trop globales malheureusement, selon l'illusion constante de la politique et du Plan.

Que penser, voici le plus troublant, du but déclaré « d'éviter l'arbitraire politique » ? Chacun peut aisément imaginer les reproches qui peuvent être prodigués de technocratie forcée. Il nous est bien évident que cette technique nouvelle nécessite un langage approprié. Mais peut-être tout n'a-t-il pas été fait, justement, pour rendre ce langage accessible.

* Paris 1975. Editions du Centre national de la recherche scientifique, 27 cm, 130 p.

Ecco vous propose des intérimaires. Pas des bouche-trous.



En juin 1975, une grande usine de Fos-sur-Mer crée d'urgence une cellule administrative.

Le Directeur des Achats a besoin dans la journée du 7 de deux magasiniers, de deux comptables, d'une sténo-dactylo bilingue et de deux secrétaires facturières.

Le problème est posé à Monsieur Bonifacio, Directeur de l'Agence Ecco de Fos-sur-Mer. Comme nos 150 agents en France, il connaît parfaitement les entreprises de sa région.

Dans la journée, il fournit les sept intérimaires demandés.

Très vite, tous donnent satisfaction. Par leurs qualités professionnelles, et aussi parce qu'ils ont su se faire adopter par tous les services.

Cinq d'entre eux sont engagés définitivement.

Ecco met à votre disposition du personnel intérimaire parfaitement adapté à votre entreprise.

Ainsi, il est immédiatement opérationnel.

Ecco

Des intérimaires aussi qualifiés que ceux qu'ils remplacent.

هكذا من الأصل

RADIO

Le gâteau du diable

D'une chaîne à l'autre

LES

LUNDI 12

FRANCE CULT

FRANCE MUS

MARDI 13 JANVIER

CHÂNE

FRANCE CULT

FRANCE MUS

« **Mamma Roma** », de Pier Paolo Pasolini (1962)

Lundi 12 janvier
À 20 h 30
3^e soirée
des
ÉCRITURES
CONTEMPORAINES
Denis Roche
et
Michel Fatalempin
LECTURE DIRIGÉE
par
Jean-Loup Rivière.
Théâtre Récamier
3, rue Récamier
Paris-3^e

Koizumi dirige l'Orchestre national

■ Le groupe Saravah, les Rallyes Montmartrots, le Théâtre municipal de Villeparisis, et le Théâtre Parla-Nord se réunissent pour organiser une fête « à Montmartre », du 25 janvier au 3 février, qui comprendra des manifestations très éclectiques, allant du concours de baby-foot au concert d'orgue, en passant par le cinéma, le théâtre, le cirque, etc. (Renseignements : 606-43-81.)

Le cycle Wagner commémorant le cantanal de Bayreuth, organisé par l'Institut Goethe et la revue *Musique en Jeu*, s'est ouvert par un sérieux embouteillage dans les salons du 17 avenue d'Iéna, provoqué par une « rencontre avec Pierre Boulez et Patrice Chéreau ». Le chef d'orchestre et le metteur en scène ont expliqué, deux heures durant, comment ils abordent la réalisation de la *Tétralogie* de Wagner à Bayreuth l'été prochain.

Le cycle de l'Institut Goethe se poursuivra le 13 janvier, à 18 h. 30, par un exposé avec débat et film sur Wieland Wagner, par Christian Cheyrez ; le vernissage de l'exposition Wagner-Bayreuth 1976-1978 est reporté au 18 janvier (18 heures) avant la conférence de M. K. Baum sur l'histoire du Festival de Bayreuth. — J. L.

**LES RENCONTRES
DU PALAIS ROYAL**

1975 - X^e SAISON - 1976

Bernard Gavoty et **Paul-Émile Deiber**
reçoivent

MADELEINE RENAUD
et
ET JEAN-LOUIS BARRAULT
et animent

« **LA VIE OFFERTE** »
ou
« **l'Amour du théâtre** »

Soirées : **lundi 12-19-26 janvier à 20 h. 30**
Matinées : **jeudi 15 - samedi 17-24 janvier à 14 h. 30**

**ABONNEMENT ET LOCATION
TOUS LES JOURS DE 14^h à 19^h**

THEATRE DU PALAIS ROYAL
742.79.19 - 38 rue de Montpensier PARIS 1^{er}



PARTE DE VERSAILLES

et
Winter

PRÉSENTENT DU
20 JANVIER
AU
14 FÉVRIER

LOCATION
PAR CORRESPONDANCE
RETOURNER CE BON AU PALAIS DES SPORTS
Porte de Versailles - 75015 PARIS
accompagné par : chèque bancaire,
chèque postal 3 vales, mandat/lettre
établi à l'ordre du Palais des Sports.
Joindre une enveloppe timbrée
à votre nom.



RUDOLF NOUREEV et le

LONDON FESTIVAL BALLET
DANS

LA BELLE AU BOIS DORMANT

CHORÉGRAPHIE RUDOLF NOUREEV

SOIRÉES 20 H.15 — DIMANCHE 15 H.15 et 20 H.15
(SAMEDI) 14 FÉVRIER 15 H.30 — RELACHE LUNDI

ORCHESTRE 1^{re} série 80 F PISTE 1^{re} série 40 F
ORCHESTRE 2^e série 60 F PISTE 2^e série 30 F
ORCHESTRE 3^e série 40 F BALCON 3^e série 20 F

DATES

1^{er} choix.....heure.....
2^e choix.....heure.....
3^e choix.....heure.....

NOM.....
LOCALITE.....
ADRESSE.....
LOCALITE.....
DEPT......**TEL.**.....
NOM.....
PRÉNOM.....

PHOTO: J. L. L. / AGF

MERCREDI

une femme... une bombe... une mission...

Blondy

un film de **SERGIO GOBBI**

aux cinémas : BALZAC ELYSEES - OMNIA BOULEVARDS - RIO OPERA - MERY LIBERTE - QUINTETTE - CAMBRONNE - GAUMONT SUD (Place Clichy)
et dans les meilleures salles de périphérie

théâtres

cinémas

Le Monde de l'éducation

Le numéro de janvier est paru

AU SOMMAIRE :
L'ORTHOGRAPHE

UN MONUMENT DE LA
SOCIÉTÉ BOURGEOISE, par
Jacques Cellard

LES ILLUSIONS DE LA DICTÉE
par Hélène Huot.

MESURES D'URGENCE, par
René Haby.

CORRIGER LES ANOMALIES LES PLUS CRIANTES, par Jean

Mistler, de l'Académie
française.

QU'EN PENSENT LES ÉCRIVAINS ET LES ENSEIGNANTS

ET LES AUTRES RUBRIQUES
Nouvelles de l'étranger.

Universités et grandes écoles
Formation continue

les livres et les revues.

Le numéro : 5 F.
Abonnement (11 numéros par an)
France : 50 F.
Etranger (télégrammes) : 60 F.

stranger (voix normale) : 68 s.

the mission...

The chemical structure shows a benzene ring with a carboxylic acid group (COOH) at the top position. A side chain is attached to the ring at the 3-position, consisting of a methylene group (CH_2) followed by a carbon atom bonded to a methyl group (CH_3) and a hydrogen atom (H). The side chain is labeled with a circled '1'.

Interdit aux moins de 18 ans

A - MERY (Place Clichy)
JD

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

SONATRACH

DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION

Dans le cadre de l'implantation de son Plan Informatique Horizon 1980

recherche

★ EXPERTS INFORMATIENS

- Hautes Etudes Commerciales
- Sciences Economiques
- Recherche Opérationnelle et Statistiques
- Software
- Exploitation de salles d'ordinateurs
- Télévision
- Gestion des bases de données

Nous souhaitons :

- Un niveau Universitaire élevé (Licence, Ingénieur, Maîtrise, Doctorat ou équivalent)
- Une expérience prouvée de 5 années minimum dans la branche postulée
- Une formation générale bilingue — français-anglais
- Un esprit créatif et dynamique

Nous offrons :

- Un poste dans un environnement en pleine expansion
- La participation à l'élaboration et mise en place du Plan Informatique
- Un salaire intéressant
- De nombreux avantages sociaux.

Les dossiers de candidature (curriculum vitae détaillé et toutes pièces justificatives des titres et qualifications) doivent parvenir à :

DÉPARTEMENT CENTRE DE CALCUL
DIRECTION ORGANISATION ET PLANIFICATION
80, AVENUE AHMED-GHERBOUL. — ALGER.

La SOGEMAP - filiale belge de la SEMA - recherche

UN INGENIEUR ORGANISATEUR EXPERIMENTE

capable de gérer des projets d'organisation importants et de diriger une équipe de quelque 20 universitaires; de préférence, diplômé d'une grande école, il devra disposer d'une expérience de 7 à 10 années dans le domaine de l'organisation; il sera souhaitable que cette expérience ait été acquise au sein d'un bureau-conseil. Il sera appelé à s'installer à Bruxelles avec sa famille.

UN INGENIEUR ECONOMISTE
spécialisé dans le domaine de la programmation d'investissements collectifs (infrastructures de transports et communications, équipements socio-culturels urbains, viabilité); il devra être capable d'évaluer les investissements en cause et de conduire des analyses coûts/bénéfices pour en définir les priorités; il devra s'insérer dans une équipe chargée de l'établissement du plan de développement d'un pays d'Afrique extra-continental; il devra nécessairement être ingénieur, et posséder des connaissances et de préférence avoir accompli des études universitaires complémentaires dans le domaine de l'économie. Il devra avoir au moins 5 années de pratique dans le domaine défini ci-dessus.

UN INGENIEUR ECONOMISTE
spécialisé dans le domaine du développement urbain, vu plus spécialement sous l'angle des problèmes de trafic et de transport. Une connaissance technico-économique des problèmes d'exploitation des transports en commun est souhaitable. Dans un premier temps, il devra s'insérer dans une équipe chargée de l'établissement d'un plan de transport dans un pays d'Afrique Latine pour ensuite, être appelé à avoir sa résidence permanente en Belgique.

Prévoir de faire acte de candidature à l'attention de M. B. VAN OMMESELAGHE, directeur général de la SOGEMAP, place du Champ de Mars 5, (boîte 40) à 1050 Bruxelles en joignant un curriculum vitae détaillé. Discretion absolue.

UNIVERSITÉ DE MELBOURNE CHAIRE DE RUSSE

L'Université de Melbourne vient de créer une chaire de russe.

Les candidats intéressés pourront posséder des diplômes d'études russes générales ou être spécialisés dans la langue ou la littérature russes.

La rémunération est actuellement de 24.394 dollars australiens et sera bientôt augmentée.

Pour tout autre renseignement relatif aux détails de l'enseignement et des recherches entreprises dans ce nouveau département, au personnel, aux conditions d'entrée, dépenses de voyage et de déménagement, aides au logement et conditions de nomination, ainsi qu'à la procédure d'inscription, écrire à l'adresse suivante : « Confidential » au Registrar, the University of Melbourne, Parkville, Victoria, 3052, Australie.

La date limite d'inscription est fixée au 27 février 1976

PS Conseil

Une Société multinationale recherche un

DÉLÉGUÉ POUR L'ALGÉRIE

Se candidate à été principalement orientée vers le marketing et c'est un homme entreprenant.

Son activité se situe dans le domaine des télécommunications, ou plus généralement dans les « produits industriels légers ».

Il doit être âgé d'au moins 34 ans et parler parfaitement le français (de bonnes connaissances en anglais sont également nécessaires).

La rémunération, en relation avec le niveau élevé de cette fonction, des indemnités d'expatriation et de nombreux avantages rendent ce poste très attractif.

Pour ce poste, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Prière de préciser la réf. sur l'enveloppe et adresser C.V. à :

PS CONSEIL

8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16

AGENT CATERPILLAR

recherche

pour Afrique de l'Ouest francophone

SERVICEMEN EXPERIMENTES

Qualification technique très poussée, niveau analytique, sur matériels Caterpillar.

Ecrire avec C.V. à DELMAS EXPORT

17, rue Vauban, 33075 BORDEAUX CEDEX

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE

INFRASTRUCTURES DE TELECOMMUNICATIONS

cherche pour diriger chantiers

en INDONÉSIE

INGÉNIEUR

● Océanographique de préférence :

● formation T.F. ou équivalent;

● bonne connaissance de l'Anglais exigée.

Envoyer C.V. et le n° 36.206, CONTEXTE Publicité,

20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.



emplois régionaux



CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

Ses responsabilités directes s'exerceront dans tous les domaines de la gestion en particulier : classification et rémunération, recrutement, mutations, promotions, appréciation et potentiel, formation et perfectionnement, évolution du travail, relations patronales, structures, information et tableaux de bord.

Toutes ces activités seront à orienter vers la gestion prévisionnelle.

Il assurera d'autre part le contrôle de l'administration du personnel.

Ce cadre, de 30 ans minimum et de formation supérieure — enseignement universitaire ou équivalent, — maîtrisera les différents aspects de la Fonction Personnel — y compris le dialogue paritaire — dont il possèdera une expérience confirmée acquise de préférence dans une entreprise industrielle.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à notre Conseil.

(sous la référence 539)

13 bis, rue Henri-Monnet - 75009 PARIS.

centor

GRANDE ÉCOLE DE GESTION

située en province

recherche

RESPONSABLES DES ÉTUDES

Le candidat :

- Diplômé d'enseignement Supérieur (Grande École ou Université).
- Expérience d'un poste à responsabilités en entreprises souhaitée.
- Goût pour la recherche pédagogique et l'analyse de la communication avec un public étudiant.
- Qualité d'animateur, esprit créatif, dynamique.

La fonction :

- En étroite collaboration avec le Directeur, il sera chargé de :
- Établissement et mise en œuvre des programmes, coordination des enseignements, contrôle.
- Animation de tout le corps professoral, suivi des études et contact avec les élèves.
- Réflexion sur l'enseignement de la gestion en liaison avec les entreprises et les autres Grandes Écoles de Gestion.

Nous proposons :

- Un contrat à durée déterminée et une rémunération en rapport avec les compétences.

Env. lettre manuscrite expliquant les motivations et C.V. détaillé à :

J.D. 302 HAVAS (B.P. 507)

76002 - ROUEN CEDEX

Culligan. FRANCE

recrute son FUTUR DIRECTEUR D'AGENCE

à ORLÉANS

PROFIL :

École de Commerce + 2 années d'expérience.

FONCTION :

Après un stage de formation rémunéré de 3 mois sur la région parisienne, le candidat devra recruter, former et animer une équipe de vente.

Il devra développer le CA, dans le cadre d'une Direction par objectifs.

Salaire après formation 50.000 F +

Ecrire CULLIGAN FRANCE - Ch. OLIVIER

4, Av. Kennedy - 78340 LES CLAYES S/BOIS.

Importante Entreprise Lyonnaise

recherche pour sa

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES

JURISTE

ayant plusieurs années expérience industrielle dans :

- Préparation, rédaction et négociations France et Etranger contrats commerciaux et techniques (licence, ingénierie)
- Problèmes propriété industrielle et Droit consensuel de la concurrence.

Bonne connaissance de l'Anglais.

Ecrire à No 36.619 CONTEXTE Publ.,

20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 q. tr.

Société moyenne importance (600 personnes)

recherche

pour BOURGES (Cher)

1 ADJOINT

AU CHEF DE COMPTABILITÉ

Niveau B.T. ou B.P. ayant quelques années d'expérience, son activité sera dirigée plus spéc. vers comptabilité générale.

Ecrire avec réf. sous numéro 7.970, « le Monde » P.

5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9^e.

UNE IMPORTANTE BANQUE DE PROVINCE

renforce ses Services d'Exploitation et offre excellente situation à :

DIRECTEUR DE GROUPE D'AGENCES

- âgé au minimum de 30 ans;
- diplômé d'études Supérieures (B.E.C., E.S.E.C., Sup. de Co., E.D.E.C.);
- justifiant d'une expérience bancaire d'au moins 5 ans.

Sa mission :

- coordonner, planifier, animer un réseau d'agences dans le cadre d'objectifs précis, sur un mandat qu'il devra progressivement connaître et développer.

Ce poste est doté d'une très bonne rémunération, assortie d'avantages divers.

Entrée en fonction immédiate ou selon accord mutuel.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae détaillé, indiquant les appointements, adressée sous la référence 6.718 à :

3, rue de Téhéran.

75002 PARIS.

B.E.O., DISCRETION ABSOLUE DE BIGNOUR

La Direction du Financement Commercial

d'un très grand Constructeur de biens d'équipement recherche

UN RESPONSABLE CRÉDIT

dépendant du Directeur de Service il contrôle les très importants crédits accordés à notre réseau commercial dans la région qui lui est attribuée.

Le poste comporte de nombreux contacts, des responsabilités, de fréquents voyages. Il convient à un diplômé d'une École supérieure de commerce ou licencié en droit, ayant quelques années d'expérience dans un service similaire d'une banque ou grande Société.

Possibilités d'avenir intéressantes.

Lieu de travail : grande ville du Val-de-Loire.

Ecrire sous le numéro 200.527, à ORLÉANS,

138, av. Ch.-de-Gaulle - 92 NEUILLY-sur-SEINE.

POSTE EN CRÉATION

Entreprise industrielle proche BESANCON (S.A. au sein d'une holding - 2 usines - 230 personnes) recherche son

RESPONSABLE DU PERSONNEL

- Ce poste correspondrait à un cadre ayant une expérience confirmée, dans le secteur privé, des problèmes spécifiques au poste :
- supervision des problèmes administratifs;
- harmonisation de la politique du personnel;
- recrutement, accueil, mise en place, formation, notation, rémunération...
- information;
- législation sociale, relations avec comités et syndicats...

Adresser curriculum vitae en indiquant votre rémunération annuelle sous

référence 543 à :

JOURLIN 34, r. de Penthévre, Paris-8^e.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

HEWLETT PACKARD

GRENOBLE

recrute

POUR LA SECTION SOFTWARE

DE SON DÉPARTEMENT DE RECHERCHES

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

SUR MINI-ORDINATEUR

Formation grandes écoles option informatique ou instituts de programmation.

Anglais courant.

Ecrire avec cur. vitae - HEWLETT PACKARD,

Service du Personnel - 5, avenue Raymond-Chassa-

gnon, 38000 GRENOBLE.

فكرنا من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Numéro 1
du classement en France
recherche

1 SUPERVENDEUR

Professionnel de la vente pour diffuser une gamme de matériels exceptionnels et de haut standing sur la RÉGION PARISIENNE

Votre ambition et votre forte personnalité nous amènent à vous offrir
UNE RÉMUNÉRATION SUBSTANTIELLE ET SANS PLAFOND
en aucun cas le salaire mensuel ne sera inférieur à 6.000 francs.

Voiture indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à
ONC S.A., Monsieur Marc SEROR,
11, rue de Cambrai, 75019 PARIS.



emploi régionaux

Importante Société

1.300 personnes, petit matériel électro-mécanique
(Jouets) implantée dans le JURA
recherche

DESSINATEUR PROJETEUR

Diplômé ou B.T.S. expérience mini 5 ans niveau chef de groupe; connaissances montage thermo-plastique appréciées.

Pour mettre en place et prendre en charge une section recherche et conception (8 à 10 personnes).
Env. C.V. et photo à M. J. B. « le Monde » Publi-
cité, 5, rue des Italiens - 75227 PARIS (9^e).

STE DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour chantier
LOIRE-ATLANTIQUE

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation complète (comptabilité générale et analytique),
— Connaissance parfaite et lois sociales.

Ce poste conviendrait à un homme de 30 ans min., ayant une expérience d'au moins cinq ans sur un chantier de travaux publics.

Env. C.V. et photo à : HAVAS CONTACT, 104, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 38.207, qui transmettra.

Ass. Culturelle de CLUNY
rech. animateur dipl. pour animation globale a/c 1-3-7-8.
Adress. Cand. et C.V. avant le 18-1-76 à M. J. B. « le Monde », 5, rue des Italiens, 75227 PARIS, qui transmettra.

COMPTABLE
B.T.S., D.U.T. ou équivalent.
Expérience indispensable : bilan, budget, situations fiscales, déclarations fiscales.

Poste à pourvoir dans ville agréable Centre Ouest à proximité immédiate Centre universitaire.

Env. C.V., photo et prétentions à : M. J. B. « le Monde », 5, rue des Italiens, 75227 PARIS, qui transmettra.

Organisation de formation NIORT, recherche COLLABORATEURS :
— Licence DROIT PRIVÉ 4
— Diplôme Institut des Assurances et (ou) expérience professionnelle assurance.
— Comptable titulaire DECS 4
— Expérience professionnelle.
— Animatrice stages secrétariat (diplômée enseignement sup., 1^{er} exp. profess. 5 ans min. exigée).

Ecrire C.V. + photo à : HAVAS CONTACT, 104, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 38.207, qui transmettra.

Entreprise textile CALAIS recherche

ADJOINT DE DIRECTION GÉNÉRALE
avant expérience initiale confection bonneterie.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions : E.O.S., 79, rue Paul-Lelong, 75002 Paris.

RECH. pour AVIGNON (84)
REDACTEUR (travaux) actus. Sociétés plus, act. de prat. Adr. C.V. et photo à : HAVAS AVIGNON 228.

ORGANISME FORMATION
recherche pour ses activités en province FRANCHE-COMTE

ANIMATEUR RESPONSABLE FORMATION

FONCTIONS : — Organisation, gestion et animation d'actions de formation.

— Responsabilité d'animation et d'encadrement d'équipes pédagogiques.

— Age : 28 ans minimum.

— Avoir une bonne pratique de la formation d'adultes et de jeunes.

— Avoir le sens de l'organisation et du contact.

LIBRE DE SUITE

Adress. C.V. déposé à : ACEREP, 124, rue de l'Église, 75009 PARIS CEDEX 15.

SIÈGE PARIS

recherche pour

ETABLISSEMENT NANCY RESPONSABLE SCE PERSONNEL

Formation licence droit après C.F.P.O.P. ou équivalent. Exp. de la fonction soumise à la fonctionnelle au Service Personnel Paris, Poste. Adress. C.V. et photo à : HAVAS CONTACT, 104, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 38.207, qui transmettra.

Ass. Culturelle de CLUNY
rech. animateur dipl. pour animation globale a/c 1-3-7-8.
Adress. Cand. et C.V. avant le 18-1-76 à M. J. B. « le Monde », 5, rue des Italiens, 75227 PARIS, qui transmettra.

BANQUE POPULAIRE DU NORD
offre situations d'avenir à

DIRECTEURS D'AGENCES

et

CHEFS DE BUREAU

Env. lettre man. av. C.V. indic. descriptif appointements versés à B.E.D. (réf. 637), 3, rue de Valenciennes, 75001 Paris. DISCRETION ASSURÉE.

Centre de Recherches NANCY TECHNICIENS SUPÉRIEURS

1. FORMATION PHYSICIEN. — Connaissances approfondies et expér. 3 ans en mesures et instrumentation labo. — Formation complémentaire thermique appréciée.

2. ELECTRONICIEN ou PHYSICIEN (Maîtrise ou équivalent). Avec certificat complémentaire en biologie ou inversement. — Connaissances en acoustique appréciées.

3. PHYSICIEN en traitement du signal. — Connaissances des chaînes de mesures et d'analyse indispensables. — Expérience banc d'essai physique ou mécanique appliquée.

4. CHIMISTE. — Connaissances indispensables en chimie analytique et organique et chimie microchimie. — Expérience domaine des polymères.

5. TECHNICIEN CHIMISTE. — Expérience en chromat. — Formation des techniques ou équivalent.

Adresser C.V. et prétentions en précisant la poste choisie à : M. J. B. « le Monde », 5, rue des Italiens, 75227 PARIS, qui transmettra.



Société de Conseil et de Réalisation en GESTION et en INFORMATIQUE, nous comptons une certaine de collaborateurs et nous appartenons à l'un des premiers Groupes de Sociétés de Services en Informatique. Désirant engager de futurs responsables de projets, nous cherchons pour des postes basés à PARIS :

deux jeunes ingénieurs ou consultants

Diplômés ECP, ESSEC, HEC, X...

Vous acquerez une expérience de tout premier plan : ampleur et diversité des projets, qualité des interlocuteurs et des partenaires professionnels, rigueur et leadership à exercer pour conduire les changements dans les entreprises les plus dynamiques de leur secteur.

Une expérience en Informatique n'est pas nécessaire. En revanche, si vous avez le goût des contacts, si vous voulez développer des solutions nouvelles, réalistes et efficaces dans des situations souvent complexes, votre candidature nous intéresse.

Ecrivez à H. REFREGIER sous référence 5029 M, qui étudiera confidentiellement votre candidature SERTI-Sélection 49, Avenue de l'Opéra 75002 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME SECTEUR SANTÉ

recherche
DEPARTEMENT INFORMATIQUE
APPLICATIONS DE GESTION
(Matériel utilisé : ordinateurs I.B.M. et C.I.I.)

Chefs de Projets

— 5 ans minimum d'expérience en informatique;
— Formation supérieure souhaitée.

Ingénieurs Analystes

— 3 ans minimum d'expérience en informatique.

Analystes Programmeurs Confirmés

— Connaissance COBOL, algèbre;
— Connaissance des matériels I.B.M. et C.I.I. appréciée.

Les candidats seront intégrés dans des équipes jeunes et dynamiques.

Postes à pourvoir à PARIS, POITIERS, BORDEAUX, LYON, GRENOBLE.

Adresser curr. vitae, photo et prétentions à : C.N.R.E. - 5 bis, rue Pérignon, 75015 PARIS.

Je veux travailler avec des hommes qui ont l'habitude de

- GAGNER DE L'ARGENT
- A LA COMMISSION
- BEAUCOUP D'ARGENT

des hommes qui désirent construire leur avenir avec une Société Internationale de Vente (France, outre-mer, étranger).

Ecrivez avec curriculum vitae et photo à
DAVID G. TUCKER - c/o CICA,
45, rue de Courcelles - 75008 Paris.



ROWNTREE MACKINTOSH
Groupe International de
CONFISERIE
recherche

pour son usine de NOIRIEL (S.-et-M.)

CHEF de SERVICE ENTRETIEN

(régimes, mécaniciens, électriciens, etc...)

Le poste convient à un homme de 35 ans minimum

justifiant :

- une solide formation mécanique (type ONAM ou équivalent);
- de plusieurs années d'expérience industrielle de l'entretien, de préférence dans la branche alimentaire;
- du sens du commandement et de l'organisation.

La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adr. C.V. dét. photo (retour garanti) et présent à Direction du Personnel ROWNTREE MACKINTOSH 77620 NOIRIEL.

CARINET DE PROPRIÉTÉS INDUSTRIELLES

à clientèle internationale et de structures modernes et dynamiques

INGÉNIEUR

- débutant ou dont la carrière dans l'industrie pure n'a guère été engagée au-delà d'une à deux années;
- disponible rapidement;
- goût du droit et à la recherche d'une carrière dans la sector technique-juridique;
- souhaitant s'intégrer dans une équipe de Consultants d'entreprises après formation appropriée;
- et capable d'assumer, à moyen terme, des responsabilités en province.

Une bonne connaissance de l'anglais est requise, celle de l'allemand souhaitée.

Adr. C.V. dét. avec photo et prêt. se le n° 7971 « le Monde » F., 5, rue des Italiens, 75227 Paris-9.

INGÉNIEUR CONSEIL

DIAGNOSTICS D'ENTREPRISES
POUR IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

Nous vous proposons :

- Dans un premier temps de former et d'entraîner nos responsables de clientèle industrielle et commerciale aux méthodes d'analyse globale des entreprises moyennes;
- Puis, d'assister et de participer à la conduite effective de diagnostics.

Vous avez :

- Une formation supérieure complétée par une bonne connaissance des méthodes de gestion d'entreprises;
- Une expérience de 7 à 8 ans acquise de préférence dans différentes fonctions de l'entreprise (expérience complémentaire de 2 à 3 ans dans une activité de Conseil appréciée);
- Des aptitudes à l'animation de groupe;
- 33 ans minimum.

Ce poste vous amènera à effectuer des déplacements en province, courts mais assez fréquents.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, prétentions et photo à : n° 4819 - COFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

TOTAL

Compagnie Française de Distribution

La plus importante Société distributeur des produits pétroliers en France.

Nous recherchons

jeunes diplômés

Grandes Ecoles Commerciales, Grandes Ecoles Ingénieurs avec formation économique complémentaire, double diplôme universitaire.

et nous vous proposons après une période de formation et d'insertion progressive de faire une carrière mobile, variée, en occupant des postes de responsabilité croissante dans nos Directions Régionales

BORDEAUX - LILLE - LYON - NANCY - MARSEILLE - NANTES - PARIS - TOULOUSE

Selon vos goûts et vos compétences, vous pourrez évoluer successivement dans des branches d'activités diverses : vente - études de marché - gestion - exploitation - personnel.

Si vous êtes intéressés, écrivez-nous à Direction des Relations Sociales « l'ouvrier », 84 rue de Villiers 92538 LEVALLOIS-PERRET.

Important bureau d'études français recherche

INGÉNIEURS SIDÉRURGIE

(Algérie 3 ans, puis France ou étranger)

- **COORDINATEURS** (réf. 5894)
pour études et suivi de chantiers d'extension train à chaud et lignes de finissage. Effectif : 10 ingénieurs et 10 techniciens.

- **MANUTENTION** (réf. 5895)
continus et discontinus.

- **MÉCANICIENS** (réf. 5893)
spécialistes en lignes de finissage et par-chèvement.

- **THERMIENS** (réf. 5896)
spécialistes en fours de réchauffage sidérurgiques et fours de recuit.

- **SPECIALISTES TUYAUTERIE**
Haut - Press - Vapeur. (réf. 5897)

- **GÉNIE CIVIL** (réf. 5898)
zones et chantiers de sidérurgie, spécialistes béton armé, sidérurgie.

Expérience minimum dans la fonction : 3-4 ans.

Ecr. se le n° 38.286, CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}), en précisant la référence du poste.

jeune cadre de gestion

La Société : fait partie d'un Important Groupe Industriel (C.A. supérieur à 2M) développant rapidement son activité vers l'étranger.

Le Poste : assure la gestion de la production (prévision budgétaire, contrôle des coûts, analyse des écarts) en liaison directe avec le Directeur de la Production.

Lieu de travail : PARIS, mais les possibilités d'évolution vers une mission incluant des aspects administratifs et financiers se présentent tant en France qu'à l'étranger.

Le candidat retenu doit être attiré par les problèmes opérationnels et avoir une formation ESSEC ou SUP de CO.

Pour un premier contact, adressez CV et photo sous référence 3784 à :

Q7 organisation et publicité
2, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

Important Groupe Financier recherche

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES

ayant formation supérieure et expérience

Rémunération intéressante.

Avantages sociaux.

Adresser C.V. manuscrit photo (ret.) n° 4313 PARIS-14^e P. 4, r. Robert-Etienne, 75008 Paris, qui transmettra.

Importante Société (C.A. 320 millions de francs), leader dans une branche industrielle, en constante expansion, filiale d'un Groupe européen, recherche pour l'une de ses Usines, située à 25 km de Paris

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Mines, A. et M. ou équivalent

ayant une bonne expérience en Usine et à qui sera confié dans ses premiers temps le

Département entretien et Travaux neufs

Dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, il sera directement responsable auprès du Directeur d'Usine :

- de l'animation de son département (30 personnes dont un bureau d'études);
- du budget d'entretien;
- de la politique et du respect des objectifs nationaux.

Il aura également à proposer et mettre en œuvre toute solution propre à accroître la productivité des installations.

La candidate pourra ensuite se voir proposer :

la direction d'une usine

ou d'importantes responsabilités de gestion.

Envoyer curriculum vitae, photo et rémunération sous le n° 4870 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Growing international management consulting firm with European headquarters in Paris, providing specialized business and investment planning as well as implementation services, offers challenging career opportunity to

SENIOR CONSULTANT

Requirements for the successful candidate include

- Proven new business development and project management capability.
- Minimum of five years' consulting experience with European and US companies, including multinational, particularly in corporate development, strategic planning, business evaluation, marketing, organization, and acquisitions.
- At least three to five years of business experience with an industrial or consumer product company.
- MBA degree from US or European Business school or equivalent: bilingual French/English, German desirable.

The compensation package offered is in line with the requirements of the position and growth possibilities.

Please contact box n° 7987, « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75009 Paris, with detailed resume - indicating your progressive accomplishments, desired income and earliest possible starting date - and with recent photograph. Absolute discretion assured.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Depuis 15 ans, des centaines de milliers de personnes dans le monde bénéficient des progrès de la stimulation cardiaque. Le stimulateur cardiaque s'est imposé comme étant le traitement de choix pour les blocs cardiaques chroniques et symptomatiques. Qualité et fiabilité sont deux des objectifs inscrits dans la charte de MEDTRONIC. Pour cela la collaboration étroite entre Ingénieurs et Médecins est primordiale dans notre organisation: chaque appareil est aussi important que la vie qu'il est destiné à maintenir. En poursuivant sa croissance, MEDTRONIC est amené à créer les postes de :

sales manager france

réf SMF

Mission : Concevoir la stratégie des ventes en accord avec la Direction Générale. Former et animer une équipe de vente de 20 personnes. Etablir des prévisions de ventes et des dépenses.

L'homme : De formation supérieure (ESSEC, Sup de Co Paris ou équivalent), il aura 5 ans d'expérience réussie de la vente en milieu médical et du management par objectif. Il maîtrisera parfaitement l'anglais.

product communications specialist europe

réf PCSE

Mission : Basé à PARIS. Fabriquer les supports de la communication des produits (plaquettes, notices, fiches techniques, programmes de formation des utilisateurs). Prévoir, élaborer et suivre les budgets. Coordonner les opérations à l'échelon européen avec les services marketing et ventes de chaque pays.

L'homme : De formation supérieure (Marketing de préférence), il aura des connaissances techniques approfondies des supports de la communication (impression, édition, audio-visuel, vidéo etc...) et aura l'expérience de produits de haute technicité (dans le domaine médical de préférence). Le sens du management et la pratique courante de l'anglais et de l'allemand sont indispensables.

Pour faire acte de candidature, envoyer lettre manuscrite en anglais, C.V. détaillé, photo et salaire actuel sous réf correspondante à A.L. Van de Perre / Medtronic European Headquarters / Human Resources Department / 120 Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

sales engineers

réf SE

PARIS - LILLE - RENNES - NANCY - LYON - MARSEILLE - BORDEAUX - TOULOUSE

Mission : Vendre et diffuser nos produits (stimulation, oxygénation, dialyse rénale) et appuis techniques aux utilisateurs.

Les hommes : De formation supérieure, ils auront une expérience réussie dans la vente de produits de haute technicité (électromédicale de préférence). Ils pratiqueront couramment l'anglais. Possibilités de carrières exceptionnelles. Voiture fournie + frais de déplacement.

competition specialist europe

réf CSE

Mission : Basé à PARIS. Analyser l'évolution de l'environnement concurrentiel dans les différents marchés : collecte de l'information / établissement des procédures d'analyse / communication avec les départements ventes et marketing.

L'homme : Diplômé Grande Ecole d'Ingénieur, il aura l'habitude des problèmes du marketing et une formation économique complémentaire. 2 ans d'expérience dans une Société Internationale opérant de préférence dans un secteur proche seront un atout. Il sera parfaitement trilingue (Français, Anglais, Allemand).

jeune cadre financier et comptable PARIS

- Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce (option Finances/Comptabilité).
- Vous possédez une à deux années d'expérience acquise de préférence dans un cabinet d'audit anglo-saxon.
- Vous connaissez parfaitement l'anglais.

Nous vous offrons de poursuivre votre carrière au sein de la Direction financière d'un GROUPE INTERNATIONAL agissant dans des domaines industriels diversifiés (produits pétroliers - chimiques - pharmaceutiques - activités minières). Le salaire proposé tiendra compte de la formation et de l'expérience. Une évolution de carrière vous sera assurée dans la filière Financière ou dans d'autres filières du Groupe selon vos motivations.

Adressez votre C.V. détaillé ainsi qu'une photo en précisant le moment de votre rémunération annuelle à No 36.488 - Contasse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra, vous serez reçu en entretiens privés à notre siège social.

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL

Dynamiques et ambitieux... Mais aussi CONCRETS et REALISTES !

PHILIPS

MATÉRIEL GRAND PUBLIC

Vous proposez

DE NOUVEAUX POSTES AU SEIN DE SES ÉQUIPES DE VENTE à Paris et dans les Grandes Métropoles Régionales. Si vous admettez qu'un stage à notre Centre de formation suivi d'une expérience pratique de 3 ans sur le terrain confirmeront votre personnalité, valoriseront vos connaissances théoriques, vous préparant ainsi à une carrière à la mesure des dimensions de notre GROUPE.



Adressez alors d'urgence lettre manuscrite, C.V. et photo à : Monsieur CAU, Direction Centrale du Marketing, 50, avenue Montaigne, 75008 PARIS en précisant lieu de travail souhaité et vos prétentions.

Tout candidat retenu sera convié à un entretien individuel pour lui permettre d'être largement informé des diverses possibilités de carrière. Il sera répondu à toutes les candidatures avec la discrétion de l'Agence.

Banque Rothschild

recherche pour ses Agences de Paris

ATTACHÉS COMMERCIAUX

CLASSE IV ou V

- Les candidats devront avoir :
- une excellente présentation ;
 - le sens du contact humain ;
 - l'esprit d'entreprise et justifier d'une bonne expérience des services bancaires et des relations commerciales.

ATTACHÉS DE DIRECTION

CLASSE IV ou V

- Les candidats devront posséder :
- une connaissance approfondie de la Bourse et des opérations sur titres et une expérience affirmée de la clientèle privée.

Adr. lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à : BANQUE ROTHSCHILD, Division du Personnel, 21, rue La Fayette - 75009 PARIS.

DES INGENIEURS MECANICIENS ELECTROTECHNICIENS, ELECTRICIENS, ELECTRO-MECANICIENS

POUR LE CONTROLE ET L'ASSURANCE DE QUALITE

Vous avez des connaissances en soudage - métallurgie - essais non-destructifs doublées d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise en bureau d'études, fabrication, contrôle. Nous vous proposons de valoriser votre expérience dans un secteur de pointe, la Nucléaire. Une exigence dans ce secteur : garantir la qualité et la fiabilité. Pour cela il faut notamment apprécier chez les fournisseurs, dans nos usines ou sur nos chantiers, l'ensemble des procédures d'organisation et de réalisation à toutes les étapes de la vie d'un produit, des études à l'exploitation. Puis en contrôler l'application. Pour ces fonctions impliquant de nombreux contacts et déplacements, l'anglais serait un atout.

Ecrire à No 36.483 - Contasse Publicité - 20 av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.



JEUNES DIPLOMÉS, E.S.C., UNIVERSITAIRES, IUT,

souhaitant développer une carrière commerciale de la vente et disponibles pour des déplacements fréquents. Nous sommes le premier groupe européen fabricant de l'appareillage électrique d'installations. (6500 personnes, C.A. 650 millions). Notre expansion est bonne et nous avons un rayonnement international. Nous vous formerons à la connaissance de nos produits et à des méthodes modernes de vente et de négociation. Vous pourrez vous intégrer à une équipe dynamique et évoluer en participant à notre développement. Nous avons des postes à pourvoir à Lille, Marseille, Le Mans, Paris...

Adressez C.V. et prêtent, sous références 121 M 793 30 rue Mogador 75009 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche

INSPECTEUR COMPTABLE

chargé de vérifier la comptabilité des filiales commerciales françaises. Ce poste convient à un Cadre comptable ayant :

- une formation supérieure (complétée par le DECS) ;
- une expérience approfondie de la comptabilité générale ;
- une forte personnalité ;
- 35 ans minimum ;
- une grande disponibilité.

Poste basé à PARIS mais nécessitant des déplacements permanents en PROVINCE (plusieurs semaines). Large évolution de carrière dans un Groupe de premier plan.

Envoyer C.V., photo, prétentions ss réf. EGO (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES 30 rue Verneil 75008 PARIS.

JCB FRANCE

Premier constructeur européen de Backhoe-loaders crée le poste d'

INGENIEUR

« CONCEPTION et PROMOTION COMMERCIALE »

au sein de notre service Marketing-Promotion pour :

- 1° analyser les conditions d'exploitation de nos matériels en clientèle en vue d'orienter l'ensemble de nos actions : information technique, formation des vendeurs, démonstration, etc.
- 2° prendre lui-même en charge la réalisation d'un certain nombre de ces actions.

Nous confierons ce poste à un diplômé d'une grande école d'ingénieurs (AM, TP, ...) ayant acquis une très bonne connaissance des engins de TP, soit chez un constructeur (service technique ou développement), soit chez un utilisateur (service matériel ou chantiers), et intéressé à nous aider par sa compétence technique à améliorer notre efficacité commerciale et notre service à la clientèle.

Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Ecrire avec CV détaillé au Service 1584M

plein emploi 10, rue du Mail PARIS 2ème

Un des leaders mondiaux du marché des produits abrasifs recherche pour sa filiale française

l'adjoint du

directeur produits

destiné à lui succéder dans une période de 3 à 5 ans.

- Dans une première phase de sa prise de fonction, il sera chargé des problèmes logistiques (stocks, approvisionnement, gestion des stocks, magasins, expédition).
- Par la suite il interviendra en outre, et de plus en plus, dans la fonction de direction de produits (Marketing des produits existants et recherche de nouveaux produits à importer ou à fabriquer).

Diplômé d'une grande école de commerce, l'homme recherché a 4 à 5 ans d'expérience de gestion dans une Société structurée de dimension internationale. Il parlera parfaitement l'anglais et la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire. Le poste est à pourvoir en Banlieue Ouest de Paris.

François Hamblot vous adressera sur simple demande sous références 1129 A une notice d'informations complémentaires.

Legor 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

INGENIEUR COMMERCIAL

Vente de haut niveau

- Machines pour la sélection et l'édition de l'information.
- Contrôleurs Electroniques de Gestion.

Succursales : PARIS, LYON, MARSEILLE, STRASBOURG, AMIENS, METZ.

Stage : rémunéré, formation technique et commerciale.

Conditions motivantes : rémunération proportionnelle au travail réalisé avec minimum garanti important.

Frais forfaitaires - Statut V.R.P. Cadre après période probatoire.

Cette offre s'adresse à des hommes ambitieux et agiles, désireux de devenir des spécialistes d'un matériel hautement compétitif, pouvant justifier :

- soit d'études commerciales
- soit d'expérience dans l'un des domaines suivants :

- organisation administrative
- ordonnancement-lancement
- service approvisionnement
- gestion stocks
- expérience vente produits industriels.

S.M.O.

C.A. 85 millions : 15 succursales.

Lettre manuscrite + C.V. + photo à adresser à M. LAMBERT, S.M.O. 2 et 4, avenue de l'Europe, 78140 VELIZY

offres d'emploi

Une très importante BANQUE INTERNATIONALE recherche à PARIS un

juriste

Adjoint direct du Responsable du Service Juridique, il l'assistera dans tous ses travaux.

Le candidat devra :

- être licencié en Droit;
- avoir si possible une formation complémentaire de type I.E.P., Grande Ecole de Gestion, ou Doctorat en Droit des Affaires;
- avoir une bonne connaissance de l'Anglais;
- avoir un sens du contact et de la négociation pour les relations externes et internes.

Quelques années d'expérience ou des stages de longue durée, de préférence dans le secteur bancaire, seront pour un jeune Juriste un atout supplémentaire.

Envoyer CV détaillé et photo au Service 7604

plein emploi PUBLICITE

10, rue du mail PARIS 2ème

offres d'emploi

CITICORP FRANCE recrute

Account Officers

to staff its Corporate Banking Division

The Division handles French and foreign account relationships on a worldwide basis. Its officers are routinely involved in large multinational transactions requiring a good understanding of international banking practices and a sound knowledge of Eurocurrency loans, medium term export facilities and foreign exchange operations.

The selected applicants will be :

- Mature, poised individuals;
- Top performers and sharp negotiators;
- Of French mother tongue;
- MBA graduates.

CITICORP, established in over 100 countries, offers the opportunity to progress rapidly in a challenging environment.

Letter + CV to FRNCB/Personnel, 60, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

offres d'emploi

IMPRIMERIE L'une des premières imprimeries françaises, recherche son

chef de production

Il est responsable, devant le Directeur de l'Exploitation de la gestion des fabrications (quantités, délais, coût).

Il anime l'ensemble des ateliers (compo, tirages typo et offset, finition, magasins) qui représentent 480 personnes.

Ce poste offre de réelles responsabilités humaines et de gestion et s'adresse à un jeune ingénieur ayant 3 à 5 ans d'expérience en production et de préférence dans une industrie forte utilisatrice de main d'œuvre.

Lieu de travail : 50 km à l'Ouest de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence 4135 A.

Legor 5, rue Meyerbeer 75009 - Paris

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES TRANSPORTS

recherche

ANALYSTE CONFIRMÉ

pour diriger la conception et la réalisation d'applications d'informatic pédagogique.

IL EST DEMANDÉ :

- Niveau licence, maîtrise ou D.E.A.
- Au moins 3 ans d'expérience informatique.
- Appétit relations humaines et communications.
- Sens aigu de la qualité du travail.
- Pratique PL/I, (ou FORTRAN ou APL).

IL EST SOUHAITÉ :

- Expérience réussie de la conduite de projets.
- Maîtrise de recherche opérationnelle, simulations, probabilités.
- L'expérience du DOS/VS, des traitements conversationnels et des connaissances en gestion seraient des atouts.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prêt, et diplôme à : **DEYREUTHER - APT - Tour Horizon**, 52, quai National - 92806 PUTEAUX.

ORGANISATION DE COOPERATION et de DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES PARIS

recherche

TRADUCTEURS CONFIRMES

QUALIFICATIONS EXIGÉES : langues maternelles française et excellentes qualités de rédaction dans cette langue; très bonne connaissance de l'anglais; solide formation économique; plusieurs années d'expérience de la traduction à l'échelon international.

TRAITEMENT : de l'ordre de 100.000 Francs par an (chef de famille résident) libres d'impôts. Régime de pensions et autres avantages.

Candidatures marquées "TRA" et accompagnées d'une description détaillée des qualifications et des expériences, à adresser avant le 15 Février 1976 à :

DIVISION DU PERSONNEL
2 rue André Pascal 75775 PARIS CEDEX 16

Seules seront prises en considération les candidatures contenant ces informations et correspondant aux qualifications requises; les candidats ou candidates retenus seront invités à subir ultérieurement les épreuves d'un examen de traduction.

LE CRÉDIT CHIMIQUE BANQUE PRIVÉE

recherche

chef d'agence

L'Agence, située dans un quartier résidentiel à vocation de clientèle particulière, demande du candidat un dynamisme commercial et une connaissance des services bancaires destinés aux particuliers.

Le poste conviendrait à un homme de 35 ans minimum, de formation secondaire ou supérieure, ayant exercé pendant plusieurs années des fonctions le préparant à des responsabilités similaires.

Écrire avec C.V. + photo sous référence **CA/M à St. AMELOT**, chef du personnel, qui garantira une réponse à chaque candidat et la plus grande discrétion.

CRÉDIT CHIMIQUE
20, rue Trudaine - 75002 Paris

ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES TRANSPORTS

(500 personnes, 11 centres nationaux ou régionaux) crée un poste de

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

Ce responsable sera chargé de prendre en mains la réalisation du système informatique de gestion; il devra :

- Contrôler la mise en œuvre des premières applications prévues.
- Etudier et concevoir de nouvelles applications.
- A moyen terme, étudier des extensions éventuelles (télétraitement).

Cette fonction requiert un niveau Ecole d'Ingénieurs, de bonnes connaissances en gestion, un minimum de 4 ans d'expérience de l'informatique de gestion avec la responsabilité d'un moins un projet important, ainsi que de sérieuses aptitudes d'organisateur.

Adresser C.V. et présent. à M. ROUX, Délégué à la Pédagogie - A.P.T., Tour Horizon, 52, quai National, 92806 PUTEAUX.

MATRA

la division des systèmes civils recherche

pour son département Intégration et Maintenance

UN ATP ELECTRONICIEN

Il assure la maintenance en clientèle des systèmes équipés de calculateurs industriels (mitra 15, nova, T 1600, ...) et de périphériques spécialisés dans le domaine télétransmission et télésurveillance.

Il convient pour ce poste d'avoir déjà l'expérience de ce type de matériel.

Il est amené à faire des déplacements fréquents en France et pays limitrophes.

Anglais lu + permis V.L.

Adresser lettre manuscrite CV et présentations en indiquant la référence 117.

MATRA Monsieur KORFAN BP. n°1 78140 VELIZY

Cadre en organisation

80.000 +

Nous avons pour vocation d'aider les Entreprises et les Administrations à se créer un cadre de vie adapté à leurs objectifs, aux motivations et besoins de leurs collaborateurs et à l'évolution de ces données à long terme.

Notre métier, nouveau et passionnant, nous conduit à partager la vie de nos clients, de l'analyse des besoins à la mise en place du nouveau cadre de vie, en passant par la réalisation d'un cahier des charges rigoureux pour guider les travaux des architectes. Notre petite équipe soutient et accompagne le cadre de formation supérieure consultant la grande Entreprise par une expérience de quelques années, par exemple, dans un poste d'organisateur, capable d'être à la fois un homme d'études précises et méthodiques et un homme de contacts, sociable et enclin à l'écoute, flexible et discret assuré à sa lettre man. + CV + photo + rém. adressée au réf. 3893/M à Mme Sutterlin.

bernard juliet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ENTREPRISE GÉNÉRALE

SECTEUR BATIMENTS INDUSTRIELS ET BUREAUX

recherche

Responsable d'affaires

AGE : 30 ANS MINIMUM

PREFÉRENCE : FORMATION INGÉNIEUR

Le candidat à ce poste devra être capable de prendre en charge une ou plusieurs affaires suivantes :

- travaux de bureau;
- mise au point technique et financière de projet;
- réduction des dépenses;
- coordination.

Il aura aussi à l'exécution :

- coordination et chantier;
- rapports avec Maîtres d'ouvrages, Maîtres d'œuvre et entreprises;
- gestion financière.

Adresser curriculum vitae et présentations à : **PUBLICITE FRANCE** - BP 102, 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra.

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche

pour le développement dans le secteur services d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-

processing, des

chefs de projets

Le matériel actuellement installé se compose de :

- deux 370/168 - 4800 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 350 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 7377 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081-Paris La Défense.

GIE

Très important Groupe TRANSPORTS

Francs à Activités Internationales recherche pour Paris son

Responsable Informatique

- Formation supérieure ou équivalente, ayant déjà animé équipe organisation et informatique au minimum 5 ans;
- expérience Transport très appréciée;
- connaissance IBM et autres matériels.

Nous offrons un salaire intéressant.

Carrrière ouverte.

Envoyer C.V. détaillé + PHOTO et présentations à : **J. Guibert International Consultants** 2, boulevard Magenta - 75010 PARIS.

Pour son siège social (PARIS SUD-OUEST)

FILIALE PHILIPS MAZDA

5.000 personnes, cherche :

CADRE COMPTABLE TRÈS BON NIVEAU

30 ans minimum

D.E.C.S. ou expérience équivalente pour assister le Chef du Département COMPTABILITÉ GÉNÉRALE de la société

- Connaissances fiscales et expérience notions informatiques souhaitées.
- Courts déplacements dans les 8 usines du groupe à prévoir.

Ce poste est susceptible d'une évolution très intéressante

Envoyer lettre manuscrite, curricula vitae, photo et Boite Postale 38 - 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Chambre de Commerce et d'Industrie départementale dans ville importante nord de Paris

recherche

DIRECTEUR

Niveau exigé : H.E.C. ou E.N.A. ou équivalent universitaire droit et économie.

Candidats doivent être âgés de 35 ans minimum, avoir occupé poste similaire dans G.O.L. Qualités de manager d'hommes, sachant commander et animer. Bonne présentation et aptitude aux contacts humains.

Ad. C.V., photo, prêt, à no 7552 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9).

Très important groupe para-chimique

recherche

pour étayer la division internationale dans le cadre du développement de ses activités à l'exportation

UN CADRE CONFIRMÉ

sur le plan international, connaissant les vernis et peintures (grand public, bâtiment, anti-corrosion).

Âge : 35 ans minimum; langues pratiquées : Anglaise (au moins), pouvant se déplacer à l'étranger très fréquemment.

Lieu de travail : Italie Sud (30° Paris).

Libre très rapidement.

Après 3 mois de formation complémentaire, ce Cadre sera chargé d'un secteur géographique important dont il aura la responsabilité totale sous l'autorité du Directeur de Division.

Rémunération intéressante, selon expérience. Convention collective de la chimie.

Adresser C.V., photo et présentations à Nicole LIET, **REPLIN-GEORGET-VESTIAG**, Le Palatin, 17, avenue de Choisy, 75043 Paris CEDEX 13.

IDEA DIVISION AUTOMOBILE TOURISME

recherche pour son

SERVICE EXPORT

CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL

Il sera chargé de maintenir et de développer notre position chez les constructeurs de plusieurs pays d'Europe.

Son rôle sera d'assurer la liaison entre nos services techniques et les clients à tous niveaux, ainsi que de préparer la négociation des contrats.

Pour réussir il faut impérativement :

- Maîtrise de l'anglais;
- Qualités de contacts, diplomatie, esprit d'initiative;
- Expérience réussie dans fonctions similaires.

Adresser C.V., photo et présentations au Responsable du Recrutement des Cadres, DRA/DAT - Centre Paris-Pleyel - 93521 SAINT-DENIS Cedex VI.

Ses constructions appareils automatiques

Machines de bureau, filiale C.G.E., recherche

PREPARATEUR III ou TECHNICIEN

bonnes connaissances en usage conventionnel et découpe, rédaction gammes, chiffrage, mise en route en usine.

Lieu de travail : PORTE DE SAINT-OUEN

Déplacements fréquents de quinz jours en province. (300 km de PARIS)

Salaire proposé pour début : 3200 - 3500/40 heures.

Écrire avec C.V. et présentations à SATMAM 63, boulevard Bessières - PARIS 17ème

Pierre Lichau s.e.

GRAND SERVICE PUBLIC

recherche

jeune diplômé(e)

HEC, ESSEC, ESCP, même débutant

Participation à des Etudes Economiques générales et sectorielles; Prévisions à moyen et long terme.

Situation stable. Evolutions possibles.

Adresser C.V. détaillé manuscrit et présentations sous référence 6033 à : **L.T.P.** 31 Bd. Bonne Nouvelle 75002 PARIS

SOCIÉTÉ DE PROMOTION ET RELATIONS PUBLIQUES

recherche pour son Département

PAYS ARABES

des COLLABORATEURS (TRIGES)

BILINGUES FRANÇAIS-ARABE

résident en région parisienne pour leur confier des missions temporaires.

Adx. curriculum vitae dét. sous numéro 36.674, Contesse P. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

GENERAL AUTOMATION FRANCE
« EXPOSE » ET RESTRUCTURE
SON SERVICE DE MAINTENANCE EN RAISON
DE LA CROISSANCE IMPORTANTE DE SON PARC
DE MINI-ORDINATEURS

NOUS RECRUTONS IMMEDIATEMENT :

10 INSPECTEURS DE MAINTENANCE
QUALIFICATION AT2 A INGENIEURS

- TOUS NOS CANDIDATS DEVONT :
- Justifier 3 années minimum d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et périphériques (chez nos concurrents par exemple)
- Être capables de recevoir leur formation pendant plusieurs semaines en Europe en langue anglaise.
- Une évolution rapide est offerte aux candidats sachant valoriser leur formation.
- LIEU DE TRAVAIL : PARIS ET REGION PARISIENNE.
- Il sera répondu à tous les C.V. que nous recevrons :

GENERAL AUTOMATION
24, rue du Sergent-Bauchat, 75012 PARIS,
à l'attention de MICHEL CADOT

Nous assurons à chacun la discrétion sur tous les dossiers reçus.

HONEYWELL S.A.
recherche pour
son Département AUTOMATION-
REGULATION-BATIMENTS

**INGENIEUR
TECHNICO-
COMMERCIAL**

Pour VENTE de MATÉRIELS et de SERVICES.

- Expérience commerciale dans ces activités souhaitées.
- Voiture fournie - Déplacements.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence ARG/SAV, Direction du Personnel Société HONEYWELL, 4, avenue Ampère, 78390 BOIS D'ARCY.

**SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS DE LIVRES
ET PÉRIODIQUES**
recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

ayant solide expérience
dans le branchement, du moins dans ce secteur de
vente directe tels que vente par correspondance,
courage, etc.

Il s'agit d'une fonction importante, basée à Paris,
comportant effectivement la connaissance de
l'anglais courant, l'habitude des concepts modernes
de gestion et de marketing, la capacité de colla-
borer pleinement à une entreprise dynamique en
sachant y prendre ses responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et
prétentions sous n° 198.227 M à
REGIS-PIERRE, 61 bis, rue Beaumartin, PARIS-2.

SI2 Société Générale
de Service et de Gestion
dans le cadre de son expansion

**RECHERCHE
INGENIEURS
GRANDES ECOLES**
(Centrale, Sup'Aéro, Télécom, etc...)

• Débutants ou quelques années d'expérience.

**INGENIEURS SPECIALISTES
RESEAU
TELECOMMUNICATION**

Adresser C.V. et prétentions sous réf. PHY/176 à :
SG2 75016 PARIS

IMPORTANTES SOCIÉTÉS - PARIS (9^e)
recherche pour
Service Etudes Juridiques et Economiques

JEUNE CADRE

Niveau rapidement
Formation supérieure (droit privé, économie),
Qualité de rédaction souhaitées.
Anglais et allemand indispensables.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions n° 6006,
AXIAL Publ., 91, Pg St-Honoré, 75008 Paris, c. tr.

SOCIÉTÉ ENGINEERING
recherche

INGENIEUR ACOUSTICIEN
CONFIRME

- Bruits et vibrations, bâtiments, usines, struc-
tures mécaniques.
- Niveau grandes écoles ou équivalent.
- Anglais.

Envoyer curriculum vitae et photo à
S.E.E., B.P. 6 - 78230 ROC.

offres d'emploi

**Importante Société de Réparation
de moteurs d'Aviation**
recherche
pour son Département
Atelier de Réparation à l'Etranger

UN INGENIEUR

ayant acquis une bonne expérience de la
maintenance ou de la réparation des ma-
chines énergétiques et en particulier des
installations industrielles et moyens d'essais.

Connaissance de l'Anglais indispensable et
de l'Espagnol souhaitable.

Déplacements fréquents France et étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V.
et prétentions sous n° 3278
à PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

FAIVELEY S.A. (Saint-Ouen)
recherche pour Service Commercial
Département Ferroviaire

INGENIEUR D'AFFAIRES
A.M. - SUP-ELBO ou EQUIVALENT

Ayant expérience vente et installation biens d'équi-
pements industriels, capable de :

- rechercher les tendances du marché ;
- établir un devis ;
- négocier la commande ;
- assurer son suivi et l'après-vente.

C'est un homme méthodique, rigoureux, bon négocia-
teur, parlant anglais couramment.

Envoyer C.V., manuscrit + photo + salaire actuel
et n° 161, se réf. 75008 à Paula DELOREME, 24, rue
de la Scellerie, 75009 TOULON - Tél. (47) 05-41-34,
chargée de la sélection.

Centre d'information pour la promotion
des échanges culturels et économiques
avec le Tiers-Monde engagé :

ANIMATEUR RESPONSABLE
compétence aux techniques de communication
(documentation - presse - audio-visuel -
réunions, etc.)

- 25 ans minimum
- Perfectionnement bilingue français-anglais
- Rémunération de l'ordre de 60 000 F

Lettre manuscrite, photo et C.V. sous
référence SI. M. 82123, J.J.P.,
66, rue de Provence, 75009 Paris, qui
transmettra. Discrétion et réponse assurées.

selecom

**Société INDUSTRIELLE
BATIMENT SECOND-ŒUVRE**
recherche

**UN JEUNE
CADRE COMMERCIAL
DIPLOMÉ**

Motivé par l'analyse du marché et par la recherche
de solutions à apporter.

Ayant une personnalité suffisante pour accéder
progressivement à un poste de responsabilité dans
le cadre de la Direction Commerciale.

Ayant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans
minimum.

Bureaux commerciaux proche BANLIEUE SUD

Envoyer C.V. et prétentions à n° 38.753,
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

**Le service études de marché d'un
important groupe pharmaceutique**
RECHERCHE pour compléter son équipe

**UN CHARGÉ
D'ÉTUDES**

Niveau DUT, Sciences ECO, anglais indispensable.
Première expérience souhaitée en études de marché
ou administration des ventes, de préférence dans
les secteurs chimie ou pharmacie.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
sous référence 61119 à :

GANIDE
19, Rue de Montmorency
75003 PARIS - chargé du recrutement

Sté de Service et Conseil en Informatique
recherche pour son
DÉPARTEMENT CALCUL DE STRUCTURES

INGENIEUR

expérimenté dans les méthodes de
CALCUL PAR ÉLÉMENTS FINIS

Le poste comporte des aspects techniques (assis-
sance, études d'ingénierie) et commerciaux
(ventes de programmes et d'études).

Formation Grande École indispensable.
Université américaine appréciée.
Expérience 2 ans minimum.

Téléphoner : 292-05-07

offres d'emploi

**F.S.E. centre
en expansion**
Le doublement de notre activité en cinq ans nous
conduit à une requalification complète de nos
moyens de gestion (machines comptables élec-
troniques et ordinateurs).

C'EST POURQUOI NOUS RECHERCHONS

1 GESTIONNAIRE

Capable de prendre en main la coordination de ces
moyens et d'assurer l'interface avec nos conseils.

Le candidat sera âgé de 35-40 ans et posséder une
solide expérience de la comptabilité et de la
gestion à un niveau responsable. IL S'ERA FAMI-
LIARISÉ AVEC L'INFORMATIQUE.

Nous accordons plus d'importance à l'expérience
et au contact humain qu'à nos diplômes. LA RE-
SISTE dans ce poste peut conduire le candidat à
s'intégrer à l'équipe direction.

Envoyer C.V., manuscrit, photo, prétentions à :
J.M.E. Consultant - 34090 Longchêneval
qui conduit pour nous ce recrutement.

EPAMARNE
Etablissement public d'aménagement de la ville
nouvelle de Marne-la-Vallée recherche un

ingénieur

Il prendra en charge les études techniques, le montage
des opérations, la coordination des bureaux d'études
externes, pour l'aménagement du centre urbain
régional, où la densité des opérations pose des
problèmes particuliers et très complexes : super-
position d'ouvrages, passage multiples... Les pro-
jets en cours sont très intéressants opérationnel et donc
possèdent une expérience d'aménagement d'opérations
complexes de même nature. Réponse et discrétion
assurées à la lettre man. - CV + photo + rém. adre-
ssées réf. 3887/8 à Mme Buterlin.

bernard juliet psycom
63, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

**Importante Société
de la région parisienne**
cherche

**CHEF DE SERVICE
INGENIEUR CHIMISTE**

AYANT :

- expérience pratique dans diverses industries ;
- l'habitude des négociations au plus haut niveau ;
- de solides notions de marketing et lancement de
produits nouveaux.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Adresser C.V., photo et prétent. n° 38.753 CONTEXTE
Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75009 Paris Ceder 01,
qui transmettra.

MATRA 
la division des systèmes civils
recherche

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Grande École : ESE, Télécom, ...

Il a 2 à 3 ans d'expérience HARDWARE sur calculateurs
industriels.

Il définit les essais du système temps réel d'un projet
spatial et assure la coordination des essais en laboratoire.

Bonne maîtrise de l'anglais lu.

Adresser lettre manuscrite CV et prétentions
en indiquant la référence 116

MATRA Monsieur KORFAN
B.P. n° 78140 VELIZY

**POUR SON CENTRE TECHNIQUE
DU PLESSIS-ROBINSON**
Département Poissons Hertzien

T.R.T.
recherche

**INGENIEURS
E.S.E. - E.N.S.T.**

Débutants ou ayant quelques années d'expérience
dans le domaine des télécommunications

pour études et développement.

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo
5, avenue Beaumartin - 92350 Le Plessis-Robinson.

**IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
AU PLAN NATIONAL**
recherche

POUR SON ACTIVITÉ REGION PARISIENNE

Inspecteurs des Ventes

- Être souhaitable ou équivalent ;
- Expériences : 2 à 4 ans d'activité commerciale.

LA FORMATION SPECIFIQUE SERA ASSURÉE

Adresser C.V., manuscrit à Mme GOURNAY, B.P. 25,
Grets-Arnalvilliers 77228 Tournan-en-Brie.

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
DES TRAVAILLEURS SALARIES** recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
ayant au moins cinq ans de pratique industrielle.

**DES CONNAISSANCES EN ELECTRICITE
SERAIENT APPRECIÉES**

Adresser candidature avec curriculum vitae détaillé
et références : 55, avenue Boquet 75009 PARIS.

offres d'emploi

(cacharel)
LEADER EUROPÉEN DU PRÊT-A-PORTER
recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX
(H. ou F.)

- allemand courant
- (connaissance de l'anglais apprécié) ;
- déplacements fréquents en Europe et disponible
immédiatement ;
- préférence sera donnée à élément jeune et dyna-
mique.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à :
CACHAREL - Service du Personnel
18-20, rue du Faubourg-du-Temple - 75011 PARIS.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche
pour la REGION PARISIENNE

CADRES ADMINISTRATIFS
Diplômés d'études supérieures

COMPTABLES

Titulaires du B.T.S. ou D.E.C.S.

Ces postes offrent des perspectives de carrière au
sein d'une des premières entreprises européennes.

Adresser lettre man. avec C.V., photo et prêt., n° 38.386,
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

FELIX-POTIN
19, avenue Montaigne, 75008 PARIS
recherche

pour agrandir son PATRIMOINE IMMOBILIER

**INGENIEUR T.P., A.M.
ou EQUIVALENT**

Le candidat aura :

- 30 ans minimum ;
- expérience d'au moins 5 ans investisseur im-
mobilière ou promoteur.

Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo
+ prétentions, sous la référence CWS, à

PROSEL
23, rue du Renard, 75004 PARIS.

Importante Société Américaine
spécialisée dans l'industrie des

POLYURÉTHANES

recherche pour sa filiale française un

INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL
pour la commercialisation de ses produits
en France et à l'étranger.

Le candidat devra avoir une bonne expérience
technique et commerciale dans ce domaine et
devra maîtriser l'anglais couramment.

Ecrire à MERDIO (réf. HY-1841),
20, rue du Sentier - 75003 PARIS,
qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE
DE SOCIÉTÉS DE SERVICES**
recherche son

JURISTE

Sous la responsabilité du DIRECTEUR ADMINIS-
TRATIF ET FINANCIER, il prendra en charge
les problèmes juridiques du groupe :

- Droits des sociétés, assurances, propriété indus-
trielle, contentieux, fiscalité...
- Formation des nouveaux droit privé ou des affaires.
- Anglais souhaitable.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS (9^e)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à :
N° 512/3R - 40, rue Olivier-de-Serres
A.M.P., 75015 PARIS, qui transmettra.

**IMPORTANTES SOCIÉTÉS
Région Cergy - Pontoise 95000**
recherche

CHIMISTE

Formation :
Ingénieur, Universitaire ou Technicien Supérieur.

Il sera chargé :

- de la mise au point et du contrôle de la
qualité d'une ligne de produits ;
- il coordonnera notamment le déroulement des
essais de fabrication et mettra à jour les stan-
dards opératoires.

Il assurera :

- l'encadrement d'un petit groupe d'employés
techniques.

Quelques années d'expérience dans l'industrie
seraient très appréciées.

ANGLAIS INDISPENSABLE.

Env. C.V., photo et prêt., sous référence 3.085, à
F. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS,
cédex 01, qui transmettra.

**IMPTÉ SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
PARIS, recherche**

**chargés d'études-
économistes-statisticiens**

débutants ou 2-3 ans d'expérience

Profil : I.S.U.P., E.N.S.A.E., E.C.C. ou équivalents.

Adresser C.V. détaillé et photo et la réf. 6095 à :
AXIAL Publ., 91, Pdg-St-Honoré, Paris-8^e, qui tr.

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.

OFFRES D'EMPLOI	Offres d'emploi "Placards encadrés"	35,00	42,03
	minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,97
DEMANDES D'EMPLOI		8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.		65,00	75,89

La ligne La ligne T.C.

L'IMMOBILIER		26,00	30,35
Achat-Vente-Location		32,00	37,96
EXCLUSIVITES		25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Très important groupe para-chimique recherche pour étendre la division internationale dans le cadre du développement de ses activités à l'exportation.

CONFIRME sur le plan international connaissance : les ventes, encadrements flexibles et conseils clients.

Age 40 ans minimum, langues pratiquées Anglais, Espagnol, Liens de travail : bacheliers (30° de Paris), Laiture très soignée.

Après 3 mois de formation complémentaire, ce Cadre sera chargé d'un secteur géographique important dont il aura la responsabilité totale sous l'autorité du Directeur de Division.

Rémunération intéressante selon expérience. Convention collective de la chimie.

Adresser C.V., photo et présent. à Nicole LEST, REPUBLIQUE-GEORGES-PRUITAG, Le Palatin, 17, avenue de Choisy, 75004 Paris Cedex 13.

GRUNDIG

recherche pour son service de maintenance

UN COLLABORATEUR

Pour assister le responsable du service de maintenance des appareils Grundig.

Connaissances techniques et organisationnelles appréciées.

Déplacements de courte durée.

Rémunération selon qualification.

Adresser C.V. Service du Personnel 107-111, av. Georges-Clemenceau NANTERRE

CADRE COMMERCIAUX

SPECIALISTE VENTE PRESTATIONS SERVICES

ayant de nombreuses introductions auprès de chefs de personnel (Laboratoires, Industrie, Intermédiaires, etc.).

pour activité indépendante de relations publiques.

Commission exclusive mais possibilité de salaires très importants.

Adresser C.V. et photo à : P. B. 1221, 74, rue du Point-du-Jour, 75008 Boulogne.

CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES

Entreprise générale d'assemblage industrielle

TOUR GAIN CEDEX 13 75002 PARIS LA DEFENSE

recherche

SECRETAIRE COMPTABLE

(Rég. 415)

EMPLOIE (E)

QUALIFIEE (Rég. 414)

Pour son service crédit docum.

Env. C.V. manuscrit, photo et présent. au Sec. du Personnel (indiquer numéro de référence).

Société française filiale groupe chimie, allemande recherche

CADRE

responsable des services administratifs, comptables et financiers, 20 ans min. Solde copier et langues allemandes souhaitées. stage : 1 an. 100 F. par semaine et présent. à S.P.E. 3, av. Parcier - 75008 - PARIS.

TRADUCTEURS DE LANGUE ALLEMANDE

de préférence formation linguistique pour travail à l'étranger. Ecrire avec C.V. à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

Importante Société française PARIS (92) recherche

JEUNE HOMME

TITULAIRE S.T.S. ou D.U.T. « mécanique » ou équivalent. Analyses satisfaisantes.

Ad. C.V. et présent. n° 34.003, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, 92.

MANPOWER

TRAVAIL TEMPORAIRE

UN ANALYSTE

CONCEPTEUR 105 4 à 5 années d'expérience en chimie analytique. Travaux de terrain et de laboratoire.

UN PROGRAMMEUR

COBOL sur Honeywell 6000 25 années d'expérience. Se présenter ou téléphoner.

11, rue Hoche 75000 - VERSAILLES. Tél. : 958-48-42.

Importants groupes 12 (12) recherche

UN ANALYSTE

TRIPROCESSING. Matériel I.S.M. 27/10. Formation supérieure exigée. Expérience pratique souhaitée. Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à : 34.107, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, 92.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL IMMOBILIER D'IMPORTANCE NATIONALE

EXPERT IMMOBILIER

susceptible d'évaluer tous immeubles à usage industriel ou commercial.

Expérience professionnelle souhaitable ou à défaut Adresser candidature avec C.V. à : FROMO 2008, Service A, 33, avenue Mac-Mahon, 75017 PARIS.

CHERCHE DOCTEUR EN DROIT

(Etr. ou français) pour travaux de recherches juridiques. Ecr. : 26.497, P. A. S.V.P., 37, rue du Général-Foy, Paris (10).

Centre René-Huguenot, 52 rue Gaston-Lafouche, 75014 Paris, recherche

INFIRMIERES D.E.

pour 40 h. semaine, salaire de 7.500 F brut et 2.500 F net. 500 F prime 7.500 F. Poss. log. collective. Ecrire ou téléph. : 402-38-20, p. 315.

ADJOINT AU DIRECTEUR

Age 30 à 40 ans, expérience F.T.I. ou similaires exigées. Fonction : 7 F. 000. Salaire : 2.700 F brut x 13. Env. C.V. détaillé et photo à : 10, rue de la République, 75001 Paris.

UN INGENIEUR

expérimenté en matière de construction et de travaux mécaniques dans les domaines suivants :

- Bâtiment et génie civil
- Travaux de génie
- Travaux d'art

Pour diriger les activités suivantes :

- Conception et coordination d'ouvrages
- Réalisation de projets d'extension

Pratique de l'anglais souhaitée.

Ad. C.V. détaillé et présent. à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

INGENIEUR DEBUTANT

Formation électronique indisp. aéronautique souhaitée. Analyses I.

Orléans : Sup. Aéro, ENICA, TELECOM, Sup. Elec., A.M.

— Lieu de travail : PARIS —

— Choix de poste :

Ad. C.V., photo et présent. à : Service Technique Aérospatial, 4, avenue de la Porte d'Issy, 75014 Paris.

FOYER EDUCATIF

nov. prov. de l'EDUCATEUR (TRICES) Téléphone : 94-14-82.

DIRECTEUR COMMERCIAL

X. R.O.P. ou A.M. et R.O.P. pour siège Paris de Société Importante

Constructions Métalliques et Charbonnières ayant expérience Tech. et Commerciale - Anglais

Curriculum vitae, photo et présentations. Discretion.

Ecrire sous le numéro 7.837, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75007 PARIS-9.

JEUNES CADRES

diplômés de l'enseignement COMMERCIAL SUPERIEUR (HEC, ESCP, SUP DE CO)

Pour poste commercial susceptible d'évoluer à long terme. Salaire de 2.500 F. Ecrire ou téléph. : 402-38-20, p. 315.

SOCIÉTÉ IMPORTATION DE MATERIEL ELECTRONIQUE

recherche pour ses services SYSTEMES DE TESTS AUTOMATIQUES

INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

— Expérience commerciale 3 à 10 ans.

— Connaissances en composants électroniques.

— Bonnes notions d'anglais.

Envoyer C.V. et présentations à : Technolab Ressources S.A., 27-29, rue des Poteaux, 92000 NEUILLY-MARNE.

S.F.I.M.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE MESURE

recherche pour groupe d'études d'assemblage électronique associé à des spécialistes de microélectronique de précision (aéronautique).

INGENIEUR ELECTRONICIER

POSITION II

Expérience 5 ans min. études, connaissances indispensables en conception et utilisation des circuits analogiques.

Ecr. sous réf. 10 K avec C.V. et présentations au Sec. du Personnel, 20, rue de la République, 75001 Paris.

ANIMATEUR DE FORMATION

EXPERIENCE SOUHAITEE

Env. C.V. détaillé et photo à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

GROUPES BANCAIRES

REDACTEUR CONFIRME

pour le service de presse

— Les missions : rédaction, études des documents des sociétés (immobilières et autres) et contrôle des garanties.

— Les relations avec les journalistes et les correspondants.

L'attaché devra être licencié en droit privé et avoir des références dans une activité similaire ou chez un notaire.

Ecrire avec C.V. et présentations à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

UN TECHNICIEN

expérimenté, sérieux, connaissances techniques et pratiques, 30 ans max. C.V. photo et présent. à : 36, rue de la République, 75001 Paris.

AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL

25 ans maximum. Niveau B.T.S. ou ELECTROMECANIQUE

IL SERA CHARGÉ : de la vente de matériel de levage. Préférence sera donnée à candidats ayant acquis 3 à 5 années d'expérience dans ce domaine.

Expédier C.V. à : SOGEM, 10, rue de la République, 75001 Paris.

ANIMATEUR DE FORMATION

EXPERIENCE SOUHAITEE

Env. C.V. détaillé et photo à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

INGENIEUR ELECTRONICIER

POSITION II

Expérience 5 ans min. études, connaissances indispensables en conception et utilisation des circuits analogiques.

Ecr. sous réf. 10 K avec C.V. et présentations au Sec. du Personnel, 20, rue de la République, 75001 Paris.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

UN COLLABORATEUR

pour le service de presse

Lic. en droit, D.S.S. spécialisée, expérience professionnelle 1 à 3 ans dans Service de Presse.

C.V. détaillé et présentations à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

ANIMATEUR DE FORMATION

EXPERIENCE SOUHAITEE

Env. C.V. détaillé et photo à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

INGENIEUR ELECTRONICIER

POSITION II

Expérience 5 ans min. études, connaissances indispensables en conception et utilisation des circuits analogiques.

Ecr. sous réf. 10 K avec C.V. et présentations au Sec. du Personnel, 20, rue de la République, 75001 Paris.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

UN COLLABORATEUR

pour le service de presse

Lic. en droit, D.S.S. spécialisée, expérience professionnelle 1 à 3 ans dans Service de Presse.

C.V. détaillé et présentations à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

ANIMATEUR DE FORMATION

EXPERIENCE SOUHAITEE

Env. C.V. détaillé et photo à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

INGENIEUR ELECTRONICIER

POSITION II

Expérience 5 ans min. études, connaissances indispensables en conception et utilisation des circuits analogiques.

Ecr. sous réf. 10 K avec C.V. et présentations au Sec. du Personnel, 20, rue de la République, 75001 Paris.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

UN COLLABORATEUR

pour le service de presse

Lic. en droit, D.S.S. spécialisée, expérience professionnelle 1 à 3 ans dans Service de Presse.

C.V. détaillé et présentations à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

ANIMATEUR DE FORMATION

EXPERIENCE SOUHAITEE

Env. C.V. détaillé et photo à : 36, rue de la République, 75001 Paris, 10, rue Royale - 75008 PARIS.

INGENIEUR ELECTRONICIER

POSITION II

Expérience 5 ans min. études, connaissances indispensables en conception et utilisation des circuits analogiques.

Ecr. sous réf. 10 K avec C.V. et présentations au Sec. du Personnel, 20, rue de la République, 75001 Paris.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

SECRETAIRE TRILINGUE

Allemand - Anglais, expérimenté

POSTE SECRETARIAT HAUT NIVEAU

Demandes : 1° Expérience au moins 5 ans ; 2° Excellente formation générale.

Les candidatures intéressées adresseront C.V. manuscrit, photos et présentations au n° T. 80.794 M. Régie - Presse, 65 bis, rue Réaumur, Paris (2°), qui transmettra.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Les discussions salariales s'engagent dans la fonction publique

Après le coup d'envoi, donné le 8 janvier à la S.N.C.F., les discussions sur l'évolution des salaires en 1976 devaient être amorcées, ce lundi 12 janvier, dans la fonction publique. D'autres premiers rendez-vous sont prévus : le 16 janvier à la R.A.T.P., le 26 janvier aux Charbonnages de France.

Alors que les syndicats F.O., C.F.T.C. et F.E.N. entendent améliorer le système d'échelle mobile qui a été appliqué, en 1975, sur la base de l'indice officiel des prix (le Monde des 8 et 10 janvier), la C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé de renforcer leur bataille contre la référence au seul indice officiel des prix, celui de l'INSEE, qu'elle qualifie de « frauduleux ».

Grandes manœuvres sur les indices de prix

« Indice frauduleux, escroquerie... » M. Georges Séguin n'y va pas de main morte pour assomoir les chiffres d'augmentation du coût de la vie avancés par le gouvernement.

« Les prix de détail ont augmenté de 9,9 % en un an », affirme M. Fourcade. « Faux », répond la C.G.T. La hausse a été de 14,2 %.

L'aspect technique des critiques de la C.G.T. est évident : la contériorité reproche de nouveau son thermomètre officiel des prix de ne pas monter assez haut au moment où les négociations reprennent dans le secteur public. Les chiffres de progression des salaires qui seront retenus pour 1976 à la S.N.C.F., dans les transports parisiens, dans la fonction publique, dépendront, en effet, de la hausse des prix.

Les discussions du secteur public ne sont pas tout. Pointe aussi l'iniquité des responsables syndicaux qui savent — MM. Chirac et Fourcade l'ont répété — qu'il faudra se montrer exigeant en 1976 et se contenter d'une progression très faible du pouvoir d'achat, voire d'une stagnation de celui-ci : 1976 risque d'être plus difficile que 1975. La C.G.T. attaque la première pour empêcher le carcan de tour serrer. C'est de bonne guerre.

thermomètre de l'INSEE est un indice de prix, non un indice de dépenses. Il n'est pas certain pour autant que cette caractéristique joue toujours contre le consommateur.

Ainsi les prix du fuel domestique ont-ils considérablement augmenté depuis la fin de l'année 1973. Ce sont les augmentations des prix de vente à l'hectolitre chez le distributeur (+70 % en deux ans) qui ont été prises en compte pour le calcul de l'indice. Si le thermomètre de l'INSEE avait, au contraire, été basé sur des dépenses (et non sur des prix), la hausse aurait été moindre parce que les quantités effectivement consommées par les Français ont été réduites par la douceur de l'hiver 1974-1975.

La C.G.T. fait d'autres reproches au thermomètre de l'INSEE, et notamment celui de n'être pas représentatif des dépenses des diverses catégories sociales : un cadre ne « consomme » pas comme un manoeuvre. Sensible à cet argument, et comme l'avait souhaité le Conseil économique, M. Fourcade a demandé qu'on calcule des indices plus différenciés. L'INSEE s'est exécuté. A partir de mars prochain seront publiés huit indices différents : deux pour les cadres, un pour les employés, un pour les ouvriers, un pour les inactifs, un pour les professions indépendantes.

Les poids du logement dans ces indices a été beaucoup augmenté : il représente entre 7 et 11 % des dépenses contre seulement 4,6 % dans l'indice actuel. Résultat à attendre : quasi nul. Entre l'indice qui augmente le plus (cadres supérieurs) et celui qui augmente le moins (inactifs), un peu plus de 1 % de différence seulement sur cinq ans, c'est-à-dire entre 1970 et octobre 1975.

L'actual indice des prix — celui qu'on appelle l'indice des dépenses — se situe dans une position moyenne. Les dépenses de logement, dont le poids est plus important, ont entraîné la hausse moyenne des prix, ce poste ayant moins augmenté que le reste du coût de la vie... Paradoxe.

Des produits meilleurs La C.G.T. reproche aussi à l'INSEE de ne pas prendre en compte la totalité des hausses relevées, sous prétexte que certaines d'entre elles ont pour

contrepartie une amélioration de la qualité. Il y a là effectivement un véritable problème. Mais celui-ci, que nous avons posé à plusieurs reprises dans ces colonnes, est plus philosophique que technique. Il peut se résumer ainsi : y a-t-il un progrès ? Peut-on le relever ?

La plupart des produits maintenant vendus sont probablement supérieurs à ceux d'autrefois, qu'il s'agisse des automobiles, des appareils photographiques, des articles électro-ménagers, etc. Il y a bien sûr des gadgets inutiles : mais l'INSEE théoriquement ne s'y laisse pas prendre et dans ses calculs intègre complètement les augmentations relevées chez les commerçants.

Il y a enfin la consommation forcée qui est probablement un des signes de nos sociétés dites avancées : le smicard ou le nécessaire ne préfère-t-il pas, dans certains cas, un produit de moindre qualité pour le payer un prix plus bas et disposer ainsi de plus d'argent pour consacrer ailleurs (nourriture, logement) ? Qui, sans doute. Mais arriverait-on, dans ce cas, à fabriquer en assez grande série ces produits tristes, condition indispensable pour obtenir de bas prix de revient ? On peut en douter.

A ceux qui se sont donné le mal de déconstruire l'indice de l'INSEE, les propos de M. Séguin apparaissent aussi peu obligeants qu'entrepreneurs. L'indice de l'INSEE demeure, malgré ses faiblesses, une référence importante au fait que les enquêtes de l'INSEE, coopérant avec les commerçants pour relever les prix dans les magasins, un bon instrument de mesure des prix, cohérent et sérieux. Le seul grief important qu'on puisse avancer — mais il n'est sûrement pas à adresser à l'INSEE — est que cet indice officiel est trop éloigné du vécu du consommateur pour servir de base à la fixation des hausses de salaires dans le secteur public, calculer le relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ou évaluer l'amélioration du pouvoir d'achat des Français. Car le thermomètre de l'INSEE ne peut donner que ce qu'il a : l'indice des prix. Il est, indice des prix et non des dépenses — il reste.

La thermomètre de la C.G.T., est-il, d'ailleurs, exempt de critiques ? La révélation secrète du centre syndical autour du fonctionnement empêche toute critique fondamentale. Mais toute approbation.

ALAIN VERNHOLE.

IMMIGRATION

Les étrangers ne sont pas victimes de discriminations dans le domaine de l'emploi

nous déclare M. Dijoud, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés

Sur quatre millions d'étrangers, la France compte près de deux millions de travailleurs immigrés occupant un emploi ; ils représentent 8 % de la population active du pays. Quel est leur sort en cette période de crise ? Ne sont-ils pas les premières victimes du chômage ? M. Paul Dijoud, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs

immigrés, répond ci-dessous qu'il n'en est rien, la proportion dans la population du chômage étant inférieure à celle qu'ils représentent au sein du monde salarié. Il n'y a donc pas discrimination. Après avoir dressé un bilan de son action, M. Dijoud estime que « toutes les conditions d'une solution au problème des immigrés sont réunies ».

« Monsieur le ministre, il y a un an, vous vous étiez donné comme objectif une « nouvelle politique de l'immigration » visant à mieux contrôler les flux migratoires et à améliorer le sort des travailleurs étrangers et de leurs familles. Estimez-vous avoir réussi votre mission ?

— Le problème des immigrés concerne quatre millions d'individus ayant chacun leurs particularités et leurs aspirations. Il s'agit donc de donner à chacun toutes les chances de participer pleinement à la vie française mais aussi de pouvoir retourner dans son pays s'il le souhaite. C'est dans cette perspective que l'on doit juger mon action.

En premier lieu, l'appareil administratif et financier concernant tous les problèmes liés à l'immigration existe et fonctionne. C'était la première des tâches à entreprendre, du point de vue de l'État. Elle est aujourd'hui achevée. L'ensemble de nos services est désormais réorganisé. Au sein de la direction des populations et des migrations, j'ai constitué un service de l'immigration qui dispose de moyens de mission et de responsables de la mise en œuvre de notre politique. Par ailleurs, j'ai créé des organismes nouveaux dans les domaines les plus déterminants de notre action : lutte contre toutes formes de trafic et d'exploitation, logement et promotion culturelle. Enfin, j'ai

demandé à chaque préfet de désigner auprès de lui un chargé de mission qui suit toutes les questions d'immigration et ainsi assure une approche globale, conformément à notre politique.

En deuxième lieu, le climat est changé. Le problème des immigrés est désormais reconnu, et cette reconnaissance constitue la préalable indispensable à tout effort de transformation. A cet égard, je tiens à souligner que toute solution au problème des immigrés passe à l'intérieur de chaque Français, et de ses préjugés.

En troisième lieu, le contrôle des flux migratoires commence à être assuré de manière plus efficace : les entrées, qui étaient d'environ cent cinquante mille personnes par an dans les années 1970-1974, se sont élevées en 1975 à un peu plus de dix mille.

Enfin, j'ai fixé dans les grands domaines de notre action (alphabétisation, formation, logement, promotion culturelle) des objectifs clairs et précis pour les années à venir.

En résumé, je considère que toutes les conditions d'une solution au problème des immigrés sont réunies. Le problème est admis et compris, les moyens administratifs et financiers existent. Cela ne signifie en aucune manière, dans mon esprit, qu'il ne reste pas des efforts considérables à faire. Le problème est avant tout humain, sa solution implique beaucoup d'obstination.

Progression du chômage

— Ce bilan peut, certes, apparaître positif à long terme. Mais nous sommes en pleine crise de l'emploi. Les immigrés ne sont pas les seuls à souffrir de la crise. Les premiers victimes du chômage ? Comment les en protéger ?

— L'examen attentif des statistiques conduit à des conclusions nuancées. En effet, même si le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté chez les étrangers, au cours de l'année 1975, à un rythme légèrement plus rapide que dans l'ensemble des travailleurs, il est essentiel de savoir qu'à 30 novembre dernier il y avait près de cent mille chômeurs étrangers, soit 9,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, alors que les salariés du secteur industriel et commercial.

Je ne puis que conclure qu'il est tout à fait arbitraire d'affirmer qu'il y aurait, dans le domaine de l'emploi, des discriminations à l'encontre des étrangers. A l'inverse, c'est évident, que les chômeurs étrangers bénéficient de la même protection que les chômeurs français. L'égalité des droits et des aides financières est totale.

Enfin, pour tenir compte de la situation particulière dans laquelle se trouvent les immigrés, et notamment du désir que peuvent avoir certains chômeurs étran-

gers de retourner chez eux, le gouvernement a arrêté, le 3 décembre dernier, le principe de la formule suivante : tout chômeur étranger sera remboursé, s'il le souhaite, de son voyage de retour, à condition qu'il ait obtenu une indemnité de réinsertion d'un montant équivalent à ses droits en matière de chômage. Il s'agit d'un système d'aide exclusive-ment sur le volontariat, et qui n'a en aucune manière pour but de contraindre des immigrés à rejoindre leur pays malgré eux. Il n'empêche que l'Etat et le département de l'immigration ont pu consacrer l'aide publique à l'accord de l'UNEDIC sera recherché au cours des prochaines semaines afin d'insérer les allocations versées par cet organisme dans le système de la loi de 1966, sa pleine efficacité. Cette formule, qui peut contribuer à soulager dans une certaine mesure les difficultés du marché de l'emploi, ne doit pas être prise en compte de manière exclusive dans le calcul du chômage des étrangers.

Dans l'immédiat, des centaines de milliers d'immigrés célibataires, des dizaines de milliers de familles étrangères continuent de vivre dans des taudis, dans des bidonvilles, dans des conditions de vie très difficiles.

Comme vous le savez, le problème du logement ne touche pas seulement les immigrés, mais beaucoup de Français. Nous ne pouvons pas oublier cet aspect lorsque nous voulons résoudre les difficultés graves auxquelles se heurtent les immigrés.

Dans le domaine du logement, les objectifs sont ambitieux. En ce qui concerne les célibataires, la rénovation des foyers, pour lesquels apparaît une certaine saturation des besoins, sera réalisée au cours de l'année 1976. Quant aux familles, tout sera fait pour leur assurer des logements adaptés (vingt mille par an pendant les deux prochaines années) et favoriser leur dispersion dans le tissu urbain afin de faciliter leur insertion.

Pour atteindre ces buts, nous bénéficions de dotations destinées aux E.L.M. D'autre part, la construction en faveur des immigrés recevra un cinquième de la construction nationale à la construction nationale, soit, en 1976, une somme de 600 millions de francs.

Quant à la participation des collectivités locales, la loi de 1966 prévoit un mécanisme existant. Il s'agit du contrat d'agglomération, associant pour plusieurs années l'Etat et la commune, et qui couvre l'ensemble des actions entreprises par la ville en faveur des immigrés. J'ai signé le 20 novembre dernier le contrat avec Marseille, et M. Gaston Defferre a estimé cette action « positive ». Dans cette affaire, beaucoup dépendra de la volonté des conseils municipaux et des maires.

En 1976, l'Etat va prélever sur la Caisse nationale des allocations familiales 374 millions de francs pour verser au Fonds d'action sociale alimentant certaines réalisations en faveur des immigrés. La quote-part de l'Etat au F.A.S. sera dix fois moindre, celle des employeurs triplement. N'y a-t-il pas là des injustices ?

— La contribution réelle de l'Etat en faveur des travailleurs immigrés est d'une ampleur plusieurs fois supérieure au versement qu'il fait au Fonds d'action sociale ; elle dépasse également les crédits d'intervention directe inscrits au budget de mon département (74 millions de francs). En effet, l'effort global de l'Etat est réparti entre plusieurs sources de financement, son calcul exact et sinistre doit prendre en considération les crédits affectés aux E.L.M. destinés aux immigrés ou à la formation. Dans ce dernier domaine, l'effort global — apprentissage du français, formation socio-professionnelle et formation professionnelle — a touché jusqu'à cent mille travailleurs étrangers. L'effort de scolarisation mérite aussi une mention particulière : il a concerné, en 1975, huit cent mille enfants étrangers. J'ajoute que la contribution patronale de 0,3 % à la construction est de caractère parafiscal. L'addition de tous les versements bénéficiant aux immigrés aboutirait probablement à des résultats beaucoup plus élevés que ceux habituellement avancés.

Vous avez annoncé récemment la mise en œuvre d'une « formation-retour » pour les immigrés qui le désirent. Quels en seront les moyens ? Combien de travailleurs seront-ils concernés ?

— La « formation-retour », qui est tout à fait distincte de l'aide aux chômeurs étrangers souhaitant regagner leur pays, repose également sur le volontariat. Ce système répond à deux ordres de préoccupations. Tout d'abord, les travailleurs étrangers eux-mêmes peuvent vouloir rejoindre leur pays, et la « formation-retour » est une garantie de réinsertion. Ensuite, en ce qui concerne le pays de retour, cette formation sera basée sur des besoins précis et s'inscrira dans la politique de développement. Il s'agira d'une véritable coopération.

Le dispositif arrêté prévoit la prise en charge totale du travailleur (frais de stage et de transport). L'Etat fournira une contribution financière (fonds de la formation professionnelle, fonds d'action sociale, coopération), ainsi que les pays de retour. Toutefois, en 1976, cette aide ne devrait concerner que mille cinq cents travailleurs. Cette modalité s'explique par le caractère encore expérimental de ce choix.

Tout ceci suppose un consensus avec les Etats exportateurs de main-d'œuvre. Vous êtes allé au Maghreb, vous êtes allé au Portugal. Dans ce dernier pays, la situation politique a changé. Qu'appor-teront ces contacts ?

— De nouvelles dispositions seront établies avec chaque pays, portant sur tous les aspects de l'immigration : introduction, regroupement des familles, formation, promotion culturelle, etc. Il est important qu'au cours de l'année 1976 ce dispositif, dont la mise en place est très avancée avec les pays méditerranéens, soit instauré avec les Etats d'Afrique noire, dont les ressortissants sont souvent les plus défavorisés des immigrés. En ce qui concerne le Portugal, il est apparu au gouvernement de Lisbonne qu'il fallait préparer un accord qui tienne compte de la révolution, mais aussi de la situation économique actuelle. Le régime portugais est en train de se stabiliser, et il semble que l'équipe au pouvoir soit désormais en mesure de surmonter les difficultés auxquelles elle doit faire face. Dans ces conditions, les nations de la Communauté économique européenne seront amies, c'est l'évidence, à développer avec le Portugal une collaboration qui est maintenant possible.

Propos recueillis par JEAN BENOIT.

CONJONCTURE

L'INFLATION SE RALENTIT DANS LE MONDE

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % en moyenne dans les pays de l'O.C.D.E. en novembre. Cette hausse, relativement modérée, a permis de ramener à 9,5 % l'augmentation moyenne des prix au cours des douze derniers mois.

L'O.C.D.E. remarque que « l'amélioration des deux derniers mois résulte de l'absence d'inflation notable dans les prix des services publics » et que des facteurs saisonniers ont également joué un rôle dans certains pays. Un satisfait est découlé par l'O.C.D.E. à plusieurs pays où l'inflation s'est nettement ralentie : la Suisse, l'Allemagne fédérale, l'Autriche et le Japon. Le

Baisse en Suisse

Pour la première fois depuis longtemps, en Suisse, l'indice officiel du coût de la vie a baissé en décembre de 0,1 % par rapport à novembre.

Pour l'ensemble de l'année 1975, le taux d'augmentation du prix de détail a été de 3,4 %.

DES GREVISTES VENDENT UNE GRUE. — Les ouvriers de l'entreprise Griffet (engins de levage), qui occupent l'établissement de Marseille depuis février 1975 pour opposer à la fermeture de l'usine (quatre cents employés), viennent de vendre une grue routière de 25 tonnes fabriquée dans leurs ateliers. Celle-ci est embarquée le 12 janvier à bord du cargo Condor à destination de la Libye. Le personnel attend ainsi prouver, par la vente d'engins, à l'étranger, que le matériel qu'il fabriquait est totalement fiable. — (Corresp.)

M. CHIRAC : la reprise est lente et fragile.

M. Jacques Chirac a estimé, devant le conseil général de la Corse, à Tulle, samedi 10 janvier : « 1976 commence avec la reprise : on la sent, notamment dans certains secteurs. Elle est caractérisée par l'augmentation de l'indice de production le mois dernier, mais il s'agit d'une reprise lente et fragile.

La croissance sera inférieure au passé et nous devons accepter une meilleure répartition des richesses dans le monde, ce qui est souhaitable. Notre système de pays nanti devra faire des sacrifices. Cela, il faut le comprendre. »

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
S.O.N.A.R.E.M. - DIVISION RECHERCHES
8, rue des Aurès - EL HARRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

— SONDEUSES ET EQUIPEMENT DE SONDAGE.

Le cahier des charges et des spécifications techniques pourra être retiré au Service Equipement de la Division Recherches à EL HARRACH.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et placées sous double enveloppe cachetées portant de façon apparente la mention :

« SOUMISSION APPEL D'OFFRES - DIVISION RECHERCHES », concernant sondeuses et équipement de sondage, l'enveloppe intérieure portant la même mention ainsi que le nom du soumissionnaire devront parvenir à M. le Directeur Général de la SONAREM, 127, bd Salah-Bouakour, ALGER, avant le 31 mars 1976, jour limite de la réception des offres par la SONAREM, et non pas de leur dépôt à la poste.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

M. d'Ornano présente un petit plan de développement de l'industrie des machines-outils

M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a présenté, ce lundi 12 janvier, son « plan machine-outil ». L'administration a donc pris son temps pour étudier le dossier puisque c'est en janvier 1975 que M. de L'Es-

toile, directeur général de l'Industrie, s'était vu confier, dans le cadre du redéploiement industriel, l'étude de plans sectoriels concernant certains domaines d'activité considérés comme prioritaires, parmi lesquels la machine-outil.

Investissement industriel local. Une première opération est actuellement envisagée au Brésil. Autre mesure envisagée : la création d'une structure de concertation permanente entre les administrations, les constructeurs et les utilisateurs. Enfin, les contacts avec l'Éducation nationale seront multipliés, afin que cette administration commande un plus grand nombre de machines de haut de gamme qui pourraient permettre une meilleure formation de techniciens.

Sans doute, ces dispositions ne sont-elles pas négligeables ; elles ne sauraient suffire à remédier aux insuffisances signalées, ne serait-ce que dans la mesure où rien n'est fait au plan des structures. La tâche de l'administration n'est d'ailleurs pas facile. « Dans cette affaire, l'état ne dispose que de moyens incitatifs. L'avenir de la machine-outil appartient en dernier ressort aux professionnels », constate un fonctionnaire. L'administration n'a pas perdu pour autant tout espoir de parvenir à débloquer la situation. « Nous dialoguons avec plusieurs entreprises, et nous ne désespérons pas d'aboutir à une amorce de restructuration ».

Est-ce à dire que les pouvoirs publics, renonçant à une réorganisation globale, ont choisi, sans l'affirmer clairement, de procéder au coup par coup, en s'appuyant sur les entreprises les plus puissantes ou les plus dynamiques ? L'avenir le dira. « Nous menons une action en profondeur qui s'étendra sur plusieurs années », dit-on au ministère de l'Industrie. Acceptons-en l'augure, même si depuis vingt ans ces propos reviennent périodiquement sur les lèvres des officiels. — Ph. L.

Trois volets

machines pendant deux ans en les louant ; au-delà, ils devront soit les acheter définitivement (ils recevront alors une nouvelle prime), soit les rendre aux constructeurs, qui se verront alors indemnisés.

● LA RECHERCHE. — Les pouvoirs publics entendent mieux coordonner et relancer financièrement les efforts de recherche effectués par les centres spécialisés et y associer régionalement des organismes qui, tel l'école des mines de Douai font des travaux dans ce secteur.

● PROMOUVOIR LES MACHINES NOUVELLES. — Pour faciliter la commercialisation des machines nouvelles, la puissance publique délivrera des lettres d'agrément, qui garantiront, auprès des banques la solvabilité des industriels qui les utiliseront. Parallèlement, une nouvelle opération de promotion des machines à commande numérique, et de machines du haut de la gamme sera lancée. Les industriels qui acceptent d'utiliser ces matériels recevront une prime. Ils pourront expérimenter les

machines pendant deux ans en les louant ; au-delà, ils devront soit les acheter définitivement (ils recevront alors une nouvelle prime), soit les rendre aux constructeurs, qui se verront alors indemnisés.

● L'EXPORTATION. — Les structures des organismes professionnels opérant à l'exportation vont être renforcées. Dans le même temps, afin de favoriser les prises de participation de sociétés françaises à l'étranger, il est prévu de créer, avec le concours de l'IDI (Institut de développement industriel), une société relais, dont le capital serait ouvert aux sociétés de machines-outils disposées à réaliser des investissements hors de nos frontières. Cette société relais prendrait à sa charge tout ou partie de l'in-

AIDE SOCIALE

M. CHIRAC : les usagers les plus modestes seront aidés en priorité.

M. Jacques Chirac a présidé, lundi matin, une réunion de travail, en compagnie des présidents des dix-sept comités d'usagers. Le premier ministre avait notamment à ses côtés MM. Ponlatowski, Fourcade, Duraifour, Mme Veil et M. André Rossi. Le premier ministre a notamment déclaré :

« Dans le rapport de synthèse de M. Hector Roland, j'ai été particulièrement sensible à l'une de ses remarques : l'accueil est d'autant moins satisfaisant que les usagers sont plus modestes, plus démunis de moyens d'information et d'information. En bref, moins puissants, face à l'administration. C'est à nous, pas de doute, aux catégories les plus humbles d'usagers qu'il convient de porter toute l'attention et l'aide en la matière ».

Présentant le bilan des travaux des comités, M. Chirac a précisé : « Sur un total de neuf cent quarante-cinq propositions présentées, plus de 60 % ont été retenues et vont faire l'objet de mesures d'application immédiate, alors que moins de 15 % n'ont pu être retenues et que 25 % sont soumises à l'étude pour qu'une décision soit prise en 1976. Les mesures envisagées sont toutes très concrètes et touchent aux problèmes quotidiens de la vie des ouvriers ».

LOGEMENT

DEUX NOUVEAUX ACCORDS EN VUE ENTRE PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES

Deux nouveaux accords améliorant les relations entre propriétaires et locataires vont être signés par les membres de la commission Delmas, qui ont déjà adopté un texte sur un modèle type de contrat de location et un autre sur la répartition des charges entre locataires et propriétaires.

Il s'agit maintenant d'un accord sur les réparations, et la reconnaissance des associations de locataires. M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, a précisé que si cette procédure contractuelle n'était pas suivie d'effet, le gouvernement serait amené à recourir à la voie réglementaire.

En recevant les journalistes à l'occasion de la nouvelle année, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, avait précédemment indiqué que le Parlement examinerait au printemps la seconde partie de la réforme foncière et qu'un ensemble de mesures seraient prises après le rapport de la commission Barrot sur la réforme du financement du logement, ainsi qu'après la publication du Livre blanc des B.L.N. et du rapport de M. Simon Nora sur l'habitat urbain.

Pour M. Galley, la réhabilitation, si l'on s'y prend bien, est moins coûteuse que la construction neuve.

(Publié)

REPUBLIC OF GUATEMALA
INSTITUTO NACIONAL DE ELECTRIFICACION
 (INDE)

Rio Chixoy (Pueblo Viejo-Quixal)
Hydroelectric Power Project
 Prequalification Notice

Notice is hereby given that the date of application for pre-qualification for prospective bidders interested in the construction and civil works, as well as manufacture, supply and erection of electrical and mechanical equipment for hydroelectric power project Pueblo Viejo-Quixal on the Rio Chixoy, has been extended.

The documents and information requested from applicants contained in the volumes titled "Prequalification and Requirements for Prospective Bidders" will be received at INDE's main office, until 15.00 hours, January 30, 1976.

Prospective applicants may obtain the volume described above by addressing INDE in writing and upon payment of \$ 50.00 for the document.

For items (lots) 2 and 3, which correspond to the construction of the power tunnel and power house respectively, the Government of Guatemala has already obtained the necessary financing through the participation of the Interamerican Development Bank (IDB), Washington D.C.

Prospective bidders allowed to participate in this project, must reside in countries belonging to the International Monetary Fund (IMF) or in Switzerland.

Ing. Rene Nuyens-Avila,
 General Manager INDE,
 Instituto Nacional de Electrificación
 6a avenida 2-73, zona 4
 Guatemala, Central America
 Cable Address Inde-guatemala
 Telex 324 Inde
 Telephone 65091-95 67991-95.

Savez-vous qu'il existe aussi des Bons Anonymes à 1 et 2 ans? Vous les trouverez à la Caisse d'Épargne de l'Écureuil.

Bons Anonymes de l'Écureuil.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

الشركة الوطنية للألات الميكانيكية

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
 N° VP/75/001

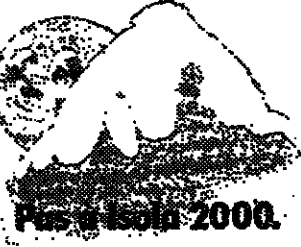
La SOCIÉTÉ NATIONALE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES « SONACOME » lance un appel d'offres international pour la fourniture de 15.000 (quinze mille) véhicules automobiles.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges à la SONACOME - DÉPARTEMENT IMPORTATIONS, 5, avenue de P.A.L.N., EL-HARRACH, ALGER, B.P. 79, contre paiement de la somme de 100 DA (cent dinars algériens).

Les offres devront parvenir sous pli recommandé avec la mention « Appel d'offres n° VP/75/001 — à ne pas ouvrir » — à la SONACOME DÉPARTEMENT IMPORTATIONS avant le 30 janvier 1976, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de six (6) mois à compter de la date de clôture du présent appel d'offres international.

Certains pensent que beaucoup d'investissements en montagne gèlent les capitaux.



Interrogez ceux qui ont déjà investi à Isola 2000. Ce n'est pas seulement pour la neige et le soleil, mais aussi pour les possibilités de revenus. Ni pour les 50 km de pistes, ni pour les 18 remontées mécaniques (où l'on n'attend pas). Ni pour le ski facile (la première étoile assurée ou remboursée). Ni pour toutes les possibilités d'été. Ni même pour la proximité de Nice/Côte d'Azur (90 km seulement) — C'est aussi pour la rentabilité des investissements.

Exemple : studio prix d'acquisition 110.000 F le 30/01/74 prix de revente 130.000 F le 03/01/75 plus value 20.000 F, soit 19% sur un an. A noter aussi la rentabilité garantie de 7% net de charges pour chaque studio ou appartement (avec indexation plafonnée).



Je désire recevoir des renseignements sur le programme Isola 2000.

Nom _____
 Adresse _____
 Profession _____
 Tél. _____

Retourer ce bon à :
 La Caisse d'Épargne de l'Écureuil
 06270 Villeneuve-Loubet
 Tél. 931 20 21 21 MO 3

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Résultats provisoires année 1975

La consommation intérieure française d'électricité, durant l'année 1975, s'est élevée à 180,7 TWh (1), valeur très voisine de celle de l'année 1974 (177,8 TWh).

La consommation nette, soit 188,2 TWh, est égale à celle de l'année 1974 (188,1 TWh) ; elle est 1,8 fois plus élevée qu'en 1965. La part de cette consommation fournie par E.D.F. est en très légère progression par rapport à celle de 1974 (17,16 %), elle est 1,9 fois plus élevée qu'en 1965.

La consommation haute tension a marqué un net recul par rapport à l'année 1974, soit : 4,9 %. Par contre, la consommation en basse tension, et notamment pour usages domestiques, a connu, avec plus de 12 %, un considérable accroissement par rapport à l'année 1974, 2,5 fois plus élevée qu'il y a dix ans.

La puissance appelée sur le réseau a atteint 55 millions de kilowatts.

La production hydraulique a été supérieure à la moyenne en raison de la forte élévation de l'hydraulique (1,02 %). La production thermique nucléaire a été en net accroissement (17,5 TWh au lieu de 13,3 TWh).

La production totale se répartit ainsi :

- Production thermique nucléaire : 10 %
- Production thermique classique : 56 %
- Production hydraulique : 34 %

La balance des échanges physiques avec l'étranger ayant été importatrice de plus de 2 TWh, la production d'électricité en France a été inférieure de 2 TWh à celle de l'année 1974. La consommation de fuel-oil dans les centrales thermiques en 1975 a été en diminution de 20 % par rapport à celle de l'année 1974.

La production d'électricité de France a représenté 83 % de la production totale française d'électricité.

(1) 1 TWh = 1 milliard de kWh.

De Dietrich

Le chiffre d'affaires E.T. a atteint 625,28 millions de francs pour les onze premiers mois de l'année, contre 621,47 millions de francs pour la période correspondante de 1974, soit une progression de 18 %.

Cette progression sera maintenue à fin décembre 1975 et reflète l'activité très satisfaisante du second semestre de cette année.

Les ventes à l'exportation à fin novembre 1975, avec 147,91 millions de francs, représentaient 23,83 % des ventes totales de cette période, alors qu'à la même date de 1974 la part des ventes à l'étranger ne représentait que 20,85 %.

GEVELOT S.A.

Société au capital de 24 000 000 F
 Siège social : 50, rue Ampère, 75017 Paris

Le conseil d'administration de Gevelot vient d'appeler aux fonctions de président, pour prendre effet le 12 janvier 1976, M. Philippe Burel, en remplacement de M. Edouard Burel, démissionnaire. M. Burel, comme président d'honneur de la société, M. Philippe Burel, administrateur de Gevelot depuis plusieurs années, est notamment président de la Fédération des industries mécaniques et de transformation des métaux et vice-président du C.N.P.F.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES MAGASINS UNIPRIX

A la suite de l'absorption des Galeries modernes par la Société française des magasins Uniprix, M. Pierre Morali vient d'être nommé administrateur de cette dernière société.

M. Pierre Morali est depuis le 1er janvier 1975 directeur général du groupe textile Devanor et B. et était auparavant directeur financier des Nouvelles Galeries.

CHARBONNAGES DE FRANCE

BONS 7,50 % (ex 5,75 %) 1966

Mise en paiement du coupon n° 10

Les intérêts courus du 25 janvier 1975 au 24 janvier 1976 sur les Bons Charbonnages de France 7,50 % (ex 5,75 %) 1966 seront payables à partir du 25 janvier 1976 à raison de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant global de 30 F. En cas d'option pour le régime du prélèvement libératoire, après une retenue à la source d'un montant global de 4,49 F, soit un net de 22,51 F.

BONS 10,20 % (ex 6,25 %) 1968

Mise en paiement du coupon n° 8

Les intérêts courus du 5 février 1975 au 4 février 1976 sur les Bons Charbonnages de France 10,20 % (ex 6,25 %) 1968 seront payables à partir du 5 février 1976 à raison de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant global de 31 F. En cas d'option pour le régime du prélèvement libératoire, après une retenue à la source d'un montant global de 7,64 F, soit un net de 32,36 F.

BONS 6,25 % 1967

Mise en paiement du coupon n° 9

Les intérêts courus du 25 janvier 1975 au 24 janvier 1976 sur les Bons Charbonnages de France 6,25 % 1967 seront payables à partir du 25 janvier 1976 à raison de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant global de 25 F. En cas d'option pour le régime du prélèvement libératoire, après une retenue à la source d'un montant global de 4,25 F, soit un net de 20,75 F.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. Obligations 8,50 % 1971

Les intérêts courus du 17 janvier 1975 au 16 janvier 1976 seront payables à partir du 17 janvier 1976 à raison de 38,55 F par titre de 500 F nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source d'un montant global de 4,25 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 6,27 F soit un net de 31,88 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

C.N.T. Obligations 8,30 % 1973

Les intérêts courus du 19 janvier 1975 au 18 janvier 1976 seront payables à partir du 19 janvier 1976 à raison de 74,70 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon n° 3 après une retenue à la source d'un montant global de 8,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 12,44 F soit un net de 62,26 F.

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels ainsi qu'aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) et auprès des bureaux de poste.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront régies directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

Les Français viennent à la location de voitures chez

europcar

645.21.25

banque jordaani

contacts commerciaux mondiaux

مركز من الأصل

مكتبة الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 = 29 décembre 1972

Table with 2 columns: Index, Value. Rows include: Indice général, Actions, Obligations, etc.

LONDRES

Soutenu
Le marché fait preuve de fermeté ce lundi, à l'ouverture. Les indices continuent leurs gains précédents. Les fonds d'investissement des fractions. Les mines d'or évoluent dans des limites étroites.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: War Loan 3 1/2 %, etc.

INDICES QUOTIDIENS (ONSER, Base 100 = 31 déc. 1975)

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include: Valeurs Françaises, etc.

B. A. L. O.

Le BALO du 12 janvier 1976 publie notamment les insertions suivantes:

Société Générale... Emmission au pair et cotation d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions de francs, représenté par 500 000 obligations de 1 000 F, 10,80 % (jouissance 27 janvier 1976), et amorti en huit ans à partir du 27 janvier 1976.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT DU NORD ET UNION PARISIENNE... La société a été créée par la fusion de la Société Générale de Crédit et de la Société Générale de Banque.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include: Dollar, etc.

BOURSE DE PARIS — 9 JANVIER — COMPTANT

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: 3 %, 5 %, 10 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: France (L.), etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Lyonnais-Albanais, etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Péronelle (L.), etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Do-Lasothé, etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Rousselot S.A., etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Akzo, etc.

BOURSE DE PARIS — 9 JANVIER — TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: 3 %, 5 %, 10 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: France (L.), etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Lyonnais-Albanais, etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Péronelle (L.), etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Do-Lasothé, etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Rousselot S.A., etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Akzo, etc.

BOURSE DE PARIS — 9 JANVIER — TERME

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: 3 %, 5 %, 10 %, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: France (L.), etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Lyonnais-Albanais, etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Péronelle (L.), etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Do-Lasothé, etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Rousselot S.A., etc.

VALEURS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Clôture. Rows include: Akzo, etc.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
 - CHINE : l'édification de Pékin à Chou En-lai.
2. AMÉRIQUES
- 2-3. AFRIQUE
 - Les suboteurs arrêtés à Alger étaient recherchés en France, annonce à Paris le ministre de l'Intérieur.
- 3-4. EUROPE
 - ITALIE : le congrès des prêtres-ouvriers italiens dresse un réquisitoire contre la hiérarchie de l'Église.
- 6 et 8. POLITIQUE
 - Les élus socialistes préparent leurs nouvelles alliances pour les élections municipales.
8. INSTITUT
 - L'Académie des sciences, du Roi-Soleil à l'éclipse (11), par Bruno Freppet.
9. ARMÉE
9. EDUCATION
10. JUSTICE
11. RUSSIE
 - La victoire de la France sur l'écosse.
12. LA RÉGION PARISIENNE
 - Le péage sur l'autoroute de l'Est.
13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

NOTE DE L'ÉCRIVAIN
PAGES 15 A 18

Pourquoi faire que 1976 sera une année de vérité ? se demande M. François Ceyrac. La perspective doit mieux regarder les choses.

Le développement chinois sous Chou En-lai.

Le nouveau brevet français et l'avenir du brevet français.

En Irlande du Nord, des violences contre la violence.

Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

- 19 à 21. ARTS ET SPECTACLES
20. RELIGION
 - Mgr Marty déplore que le mouvement des armes tende à devenir une « institution ».
- 30 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Où va le travail humain ? (11), par Georges Friedmann.
 - BILLET : les discussions socialistes s'engagent dans la fonction publique.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (39)
Annonces classées (22 à 29) : Aujourd'hui (20) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (29) ; Médiologie (29) ; Mots croisés (29).

Le numéro du « Monde » daté 11-12 janvier 1976 a été tiré à 518 927 exemplaires.

TISSUS D'AMEUBLEMENT
de merveilleuses nouveautés...
ou, merveilleux ces nouveaux velours contemporains, style "design" et "patchwork", ces superbes jacquards, ces imprimés américains, anglais, suédois, italiens, ces douppions unis, ces tapisseries et lampas de style.

les prix : de 29^{fr} à 175^{fr} le mètre (tous nos articles en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

COURS D'INFORMATIQUE
Devenez PROGRAMMEUR ou ANALYSTE-PROGRAMMEUR en cours du soir ou de jour

COBOL AMS et MÉTHODE LCP 180 h de cours en 4 mois 1/2

Renseignements au 770-54-12
MANAGEMENT - ORGANISATION SOFTWARE
15, rue des Petits-Hôtels, Paris-10^e

A C D E F G H

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

Un grave incident a opposé l'armée aux Palestiniens

De notre correspondant

Beyrouth. — Les combats ont pris une nouvelle ampleur au cours du dernier week-end au Liban, où l'on signale des accrochages dans tous les points chauds du pays. L'incident le plus grave a opposé dimanche 11 janvier, à Chihab, chef de la résistance palestinienne, dans la banlieue sud de Beyrouth, des éléments des forces progressistes à un convoi de l'armée. Celle-ci, précise un communiqué militaire, avait pris sur elle d'assurer le transport d'une certaine quantité de farine jusqu'aux camps de Tel-Zaatar et de Jir El-Pacha, qui font l'objet, depuis plus de huit jours, d'un blocus de la part du parti des phalangistes et de ses alliés.

Au moment où le changement devait s'effectuer, quelque quatre cents miliciens palestiniens et libanais progressistes se sont emparés du convoi — un char lourd équipé de canons de D.C.A., deux chars légers, un blindé Panhard, quatre transports de troupes et deux camions — et ont capturé les militaires qui en avaient la charge : trois officiers et vingt soldats. Un communiqué publié dans la soirée par la résistance palestinienne indiquait qu'elle refusait que le ravitaillement du camp de Tel-Zaatar soit assuré par l'armée, parce qu'il était entendu que la route menant à ce camp devait être rouverte « définitivement ». « Devant le refus palestinien, ajoute le communiqué de Wafa, les blindés

ont quitté les lieux et, sur leur chemin de retour, un affrontement s'est produit entre les éléments armés appartenant aux forces progressistes et le détachement de l'armée. Un blindé devait alors heurter une Land-Rover de ses passagers. »

Un porte-parole militaire a déclaré pour sa part les « allégations » de Wafa. « Le choc survenu entre les blindés et la Land-Rover s'est produit après la capture du convoi et alors que le véhicule de l'armée était piloté par un jédid qui en a perdu le contrôle. »

Un autre communiqué officiel a fait assumer à la résistance palestinienne la responsabilité de cette « agression » et l'a sommée de restituer dans les douze heures (sans flexion d'expiration de l'ultimatum) les blindés, leurs équipages, les armes et les munitions saisies.

Au même moment, on apprenait de source officielle que l'état d'alerte avait été proclamé dans toutes les casernes de la capitale et que l'ordre avait été donné aux officiers de l'armée de se retirer des différents comités libano-palestiniens pour rassembler immédiatement le ministère de la défense.

Entre-temps, des contacts étaient établis entre le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, et les dirigeants syriens, pour éviter une escalade pouvant, cette fois, dégénérer en un affrontement généralisé entre l'armée et la résistance palestinienne, d'autant plus que les provocateurs ne manquent pas dans l'un et l'autre camp.

Lundi matin, les milieux palestiniens autorisés assuraient que les vingt-trois officiers et soldats avaient été libérés et tous les véhicules rendus sur une intervention personnelle de M. Yasser Arafat. Cependant, de source militaire autorisée, on précise que seuls cinq blindés avaient été restitués, et qu'en tout état de cause l'armée entend récupérer « à n'importe quel prix » toutes les armes qui équipaient les véhicules capturés et que les fédérations seraient empressées de démonter au camp de Sabra.

Le combat autour des camps de réfugiés

Cependant, la guerre autour des camps palestiniens entre phalangistes et miliciens palestiniens ou progressistes se poursuit avec violence. Au prix de très durs combats, les forces chrétiennes ont avancé dimanche de quelques centaines de mètres sur l'axe qui sépare Tel-Zaatar de Jir-El-Pacha. L'état se resserre de tous les côtés autour de ce dernier camp palestinien, plus vulnérable que l'autre, et dont la moitié des habitants sont de confession chrétienne.

A Paris LE DIRECTEUR DES CHARBONNAGES DE FRANCE EST VICTIME D'UNE AGRESSION

M. Paul Gardent, directeur général des Charbonnages de France, a été victime d'une agression, ce lundi matin 12 janvier, entre 7 h 30 et 8 heures, à son domicile parisien, 4, rue de la Chaise, dans le 14^e arrondissement. Cette agression a été révélée par le service de presse des Charbonnages de France, qui précise que M. Gardent, frappé par quatre inconnus, a été sérieusement blessé. L'agression a été revendiquée par un mouvement révolutionnaire qui s'intitule Valéris et Vivre. Avant de prendre la fuite, les quatre agresseurs — des jeunes gens — ont déclaré à M. Gardent : « C'est pour les morts de Liévin. » (Quarante-deux mineurs avaient été tués dans une fosse, le 27 décembre 1974, à Liévin.)

● Sécurité sociale : un déficit de 20 à 30 milliards de francs en 1980 ? — Au cours d'une intervention à Saint-Etienne, le 11 janvier, M. Michel Dufaure, ministre du travail, a déclaré que « les projections financières du plan font ressortir un déficit global de 30 milliards de francs en 1980 ».

Ce sont les munitions plutôt que les vivres qui manquent aux défenseurs des enclaves assiégées. Dans une déclaration à la presse, M. Tewfik Safadi, président du Haut Comité palestinien au Liban, a assuré que les stocks en vivres des deux camps suffiraient pour plus de quatre mois. En revanche, les tirs en provenance de Tel-Zaatar et de Jir-El-Pacha ont beaucoup perdu de leur intensité.

D'autre part, un nouveau front a été ouvert dimanche au nord de la capitale. La localité palestinienne de Taayeh a été à son tour assiégée. Ce nouveau blocus a été provoqué par un affrontement samedi, entre des éléments du Parti populaire syrien (progressistes) et des phalangistes, dont la permanence aurait été assaillie à la roquette. Les miliciens de droite auraient saisi ce prétexte pour tenter de liquider cette troisième poche palestinienne située en plein secteur chrétien.

Dans la capitale, les deux ponts sur le fleuve de Beyrouth, au nord de la ville, ont été occupés par des éléments venus des agglomérations proches de Nabatieh et de la Quarantaine. Cette opération risque d'embraser ce secteur, contrôlé jusqu'ici par les partisans libanais Tachnak et Hentchak, et qui constituait une sorte de « man's land ».

Dimanche, après une nuit marquée par le fracas des explosions de projectiles, les combats à l'arme lourde ont repris dans tous les points « chauds » de la capitale.

EDOUARD SAAB.

● Le chef du département politique de l'O.L.P., M. Farouk Kaddoumi, en route pour les Nations unies, où il présidera la délégation palestinienne aux travaux du Conseil de sécurité, a été reçu, samedi matin 10 janvier, par M. Geoffroy de Courcel, secrétaire général du Quai d'Orsay.



Dale Carnegie, fondateur

Sachez parler en public dans 4 mois

EXPRIEZ VOS IDÉES. Développez et facilitez de contacts. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 38 pays.

Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite

Mercredi 14 janv. à 19h.

Ecole du Chef d'Entreprise, 24, rue Hamelin, 75016 Paris. (Métro : Boisserie).

Autres sessions à Arignon, Bayonne, Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lens, Lille, Lyon, Marseille, Montluçon, Nantes, Paris, Saint-Etienne, Tarbes, Toulouse, Tours ainsi que Bruxelles. Renseignements : G. Weyne, Téléphone : 956-61-06 et 954-62-32.

Grève de vingt-quatre heures à la R.A.T.P.

Le trafic du métro et des autobus parisiens risque d'être très perturbé mardi

Les Parisiens risquent fort d'être privés de métro et d'autobus mardi : l'ensemble des organisations syndicales de la R.A.T.P. ont en effet déposé des procès de grève de vingt-quatre heures pour le 13 janvier. Les syndicats autonomes et F.O. (1), qui sont à l'origine du mouvement, insistent pour le moment leurs revendications à l'augmentation du nombre de jours de repos : ils en réclament cent quatre par an au lieu de quatre-vingt-onze actuellement ; la C.G.T. et la C.F.D.T., qui soutiennent cette demande, élargissent leurs revendications aux salaires et à l'ensemble des problèmes en suspens.

Deux réunions entre des représentants du personnel et de la direction de la R.A.T.P. ont eu lieu ce lundi matin. La première, qui a réuni les signataires de l'accord salarial de février 1975, devait apurer les comptes de l'exercice de l'an dernier. Compte tenu de l'augmentation estimée des prix au cours du dernier tri-

estre, les salaires, qui ont été relevés de 3,8 % depuis le 1^{er} janvier 1975, pourraient être majorés de 1,5 % environ, comme cela a déjà été le cas dans la fonction publique et à la S.N.C.F. (les négociations sur l'évolution des salaires en 1976 ne s'ouvriront que le 16 janvier). La seconde rencontre fait suite à une réunion du 5 janvier et porte sur l'organisation des temps de repos, thème qui est à l'origine du mot d'ordre de grève de mardi. Les points de vue des syndicats et de la direction paraissent encore trop éloignés les uns des autres, ce lundi, pour espérer qu'un compromis intervienne.

La Fédération des usagers des transports, que préside M. Jean-Claude Delarue, a demandé, le 10 janvier, au secrétaire d'Etat aux transports « de tout mettre en œuvre pour parvenir à un accord permettant d'éviter cette grève ».

(1) Selon les résultats des plus récentes élections professionnelles, qui ont eu lieu à la R.A.T.P. le 13 décembre 1975 pour désigner les membres des conseils de prévoyance et de discipline, l'influence respective des syndicats était la suivante : C.G.T., 47,8 % ; des 26 000 suffrages exprimés (sur 35 000 inscrits) : F.O., 21,8 % ; autonomes, 14,2 % ; C.F.D.T., 8,7 % ; C.P.T.C., 1,4 % ; C.F.T.-24 : C.G.C., 0,6 %. Ces chiffres traduisent une très légère progression des syndicats autonomes.

SUICIDE SOCIALISTE ?

L'Express consacre son numéro de cette semaine à des bonnes feuilles du livre de Jean-François Revel, La Tentation totalitaire (Robert Laffont).

A en juger les extraits publiés, l'ambition de l'auteur est vaste : il régit son compte au tiers (communiste) de l'humanité et, dans plusieurs pays occidentaux, à la moitié de la population qui vote socialiste ou communiste.

Se thèse est simple, sinon simpliste : dans le monde actuel, il n'est de socialisme que stalinien. Dès lors ceux qui sont les alliés des communistes sont les complices du stalinisme ; d'où le « suicide » des socialistes, de ceux du moins, qui récusent le « modèle » social-démocrate.

Il est difficile de juger un livre de quatre cents pages à des extraits qui prennent cependant figure de manifeste sous le titre fracassant de l'hebdomadaire « Le suicide socialiste ».

Jusqu'à ce jour la tentation suicidaire était plutôt celle des sociaux-démocrates français, condamnés à gouverner au centre ou à droite, dès lors qu'ils rejetaient l'alliance de gauche. Que cette alliance soit pleine de risques est l'évidence même. Encore faut-il en apprécier rigoureusement les causes et les effets.

J.-F. Revel veut relancer et clarifier un débat vieux de cinquante ans. Mais il commet trop d'erreurs de fait et surtout de confusions pour que, limité aux extraits de son livre, sa démonstration soit convaincante. — J. F.

(Publié)
800 machines à écrire en discount chez Duriez
200 électriques portables

TOUTES les marques les meilleures, les plus durables les moins chères Olivetti Olympia, Bernini, Adler, Brother, Erika, Smith-Corona, etc. Simples, Oublier, 270 F (t.c.) ou non, tantus ou plume, 31 styles de caractères. Sont aussi Duriez vend en discount et en direct sans représentation. Certaines machines sont suralées, d'autres sont champions Duriez vous dit la vérité sur toutes « remboursements » dans huit jours et non automatiquement. Quantités limitées. 132, bd Saint Germain, 75006-31 Calculatrices électroniques, matériel de bureau

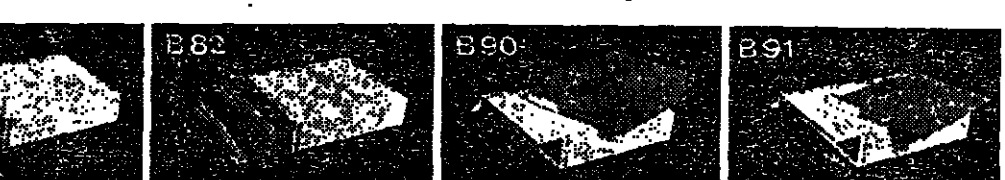
TED LAPIDUS

soldes
femme et homme

37, avenue Pierre 1^{er} de Serbie - Paris 8^{ème}
6, place Victor Hugo - Paris 16^{ème}
1, place St Germain des Prés - Paris 6^{ème}

Les papetiers-spécialistes "plein-ciel" ont choisi pour vos classements, consultations et archives

Boîtiers-classeurs individuels en polystyrène choc Superposables et juxtaposables sans vis ni outil
Dimensions du boîtier : h. : 9 cm. l. : 30 cm. p. : 38,5 cm.
4 modèles :
B 80 : tiroir h. utile : 6 cm. B 82 : 2 tiroirs h. utile : 3,7 cm.
B 90 : tiroir de consultation ouvert sur la face avant.
B 91 : plaque avec mécanisme à levier.
6 coloris : abricot, brun, grège, cendré, ivoire et rouge.



plein ciel

1^{re} - PAPETERIE DE MARSAN : 1, rue de l'Echelle - 260-62-57
6^{re} - PAPETERIE DANIEL : 141, rue de Rennes - 548-20-02
8^{re} - PAPETERIE FRIEDLAND : 6-8, rue Berryer - 766-21-50
9^{re} - PAPETERIE LAFFITTE : 27, rue Laffitte - 770-38-83
11^{re} - PAPETERIE APPEL : 20, bd Voltaire - 700-64-88
12^{re} - PAPETERIE BUREAUX : 57, rue de Tolbiac Carrefour Patay-Tolbiac - 583-28-72
13^{re} - PELLETREAU S.A. : 362, rue de Valenciennes - 828-03-45
16^{re} - LIBRAIRIE LAMARTINE : 118, rue de la Pompe - 727-60-59 / 727-31-31
NOGENT-SUR-MARNE : LIBRAIRIE DE LA GRANDE-RUE : 105, Grande-rue : 873-22-50
VINCENNES - PAPETERIE DU CHATEAU : 8, avenue du Château - 328-03-38

soldes
ANNUELS
NICOLL
La tradition anglaise au service de l'élégance masculine
29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

A C D E F G H

مكتبة من الأصل